



PRÉFET DU BAS-RHIN

Préfecture

Direction des Collectivités Locales

Bureau de l'Environnement et des
Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 31 DEC 2014

portant approbation du plan de prévention des risques technologiques relatif aux risques engendrés
par la société Wagram Terminal sur les communes de Reichstett et Vendenheim

LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE
PRÉFET DU BAS-RHIN

- VU le code de l'Environnement, et notamment les articles L515-8, L515-15 à L 515-25 et R515-39 à R 515-50, relatifs aux plans de prévention des risques technologiques, et les articles L511-1, R511-9 et R511-10 relatifs aux installations classées ;
- VU le code de l'Urbanisme, et notamment les articles L 126-1, L 211-1, L 230-1, L 300-2, R 126-1 et R 126-2 ;
- VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité, des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU les arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant l'exploitation de l'installation concernée ;
- VU l'arrêté préfectoral modifié du 20 novembre 2012, prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques générés par la société Wagram Terminal et l'arrêté préfectoral du 09 mai 2014 portant prolongation du délai d'approbation de ce plan de prévention des risques technologiques ;
- VU l'arrêté préfectoral du 08 août 2013 portant création d'une commission de suivi de site (CSS)

dénommée « Wagram-Butagaz-Lanxess » ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2014 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du 25 août 2014 au 25 septembre 2014 inclus ;

VU les avis favorables émis par les Personnes et Organismes Associés consultés sur le projet de PPRT avant l'enquête publique ;

VU l'avis favorable sous réserve de la CSS dénommée « Wagram-Butagaz-Lanxess » émis le 1er juillet 2014, avant l'enquête publique ;

VU le bilan de la concertation et le bilan de l'association joints au dossier d'enquête publique ;

VU le dossier soumis à enquête publique ;

VU les observations recueillies lors de l'enquête publique ;

VU le mémoire en réponse aux premières observations transmises suite à l'enquête publique, mémoire signé le 17 octobre 2014 ;

VU le rapport du Commissaire-enquêteur et son avis favorable assorti de deux réserves et de recommandations, en date du 23 octobre 2014 et remis à Monsieur le Préfet le 24 octobre 2014 ;

CONSIDÉRANT que l'article L515-15 du code de l'Environnement fait obligation à l'État d'approuver des plans de prévention des risques technologiques limitant les effets d'accidents potentiels liés aux installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L515-8 ;

CONSIDÉRANT que la société Wagram Terminal située à Reichstett relève de la liste prévue au IV de l'article L515-8 du code de l'Environnement ; qu'il est par conséquent nécessaire de limiter l'exposition des populations aux effets des phénomènes dangereux potentiels générés par ces entreprises ;

CONSIDÉRANT que toutes les parties concernées ont pu exprimer leurs points de vue tout au long de la procédure au travers de la concertation et de l'enquête publique, permettant ainsi de faire évoluer le projet de plan de prévention des risques technologiques ;

CONSIDÉRANT que le Commissaire-enquêteur a émis un avis favorable sous réserve en premier lieu d'autoriser la reconversion industrielle et commerciale de l'ancienne raffinerie de Reichstett sous conditions et avec un minimum de contraintes et, en second lieu, d'autoriser les démolitions sous conditions dans toutes les zones du périmètre d'exposition aux risques ;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article L515-15 du code de l'Environnement, l'objet des plans de prévention des risques technologiques est de délimiter un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de danger et des mesures de prévention mises en œuvre ;

CONSIDÉRANT que la reconversion industrielle et commerciale du site de l'ancienne raffinerie

impacté par les risques générés par la société Wagram Terminal pourra se faire sous réserve des prescriptions prévues par le présent PPRT ; que ces prescriptions répondent à l'objet des PPRT et ont été établies suite à la concertation, à l'association des personnes intéressées et aux remarques soulevées durant l'enquête publique ;

CONSIDÉRANT que les démolitions et dépollutions sont formellement autorisées dans le PPRT ;

CONSIDÉRANT donc que les réserves formulées par le commissaire enquêteur et la commission de suivi de site peuvent être levées et que le PPRT peut être approuvé ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1

Le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) générés par les installations de la société Wagram Terminal implantées sur les communes de Reichstett et Vendenheim (selon le plan annexé au présent arrêté) est approuvé.

Article 2

Le plan de prévention des risques technologiques comprend les documents suivants :

- note de présentation décrivant les installations ou les stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- document graphique faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L515-15 et L515-16 du code de l'Environnement ;
- règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
 - les mesures d'interdictions et de prescriptions mentionnées au I de l'article L515-16 du code de l'Environnement ;
 - l'instauration du droit de délaissement ou du droit de préemption, de la mise en œuvre de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
 - les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L 515-16 du code de l'Environnement ;
 - l'échéancier de mise en œuvre des mesures prévues par le plan, conformément aux dispositions de l'article L. 515-18 ;
- recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L 515-16 susmentionné.

Article 3

Le PPRT cité à l'article 1 vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L126-1 du code de l'Urbanisme, et sera annexé au plan d'occupation des sols de la commune de Strasbourg.

Article 4

Les mesures de protection des populations contre les risques encourus, prescrites par le plan de prévention des risques technologiques, devront être mises en œuvre dans les délais fixés au titre IV du règlement à compter de la date d'effet du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage en mairie de Strasbourg, au siège de la Communauté Urbaine de Strasbourg et au siège du syndicat mixte en charge du SCoTERS, pendant un mois au minimum.

Mention de cet affichage sera publiée dans un journal diffusé dans le département.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Le dossier du PPRT approuvé sera tenu à la disposition du public à la Préfecture du Bas-Rhin, à la mairie de Strasbourg ainsi qu'au siège de la Communauté Urbaine de Strasbourg.

Il sera également mis à la disposition du public sur le site internet de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) et de la Préfecture du Bas-Rhin.

Article 6

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication :

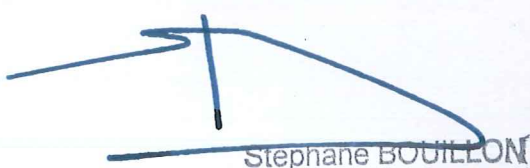
- soit, directement, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg, 31, avenue de la Paix, BP 51 038, 67 070 STRASBOURG Cedex ;
- soit, préalablement, d'un recours administratif gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Bas-Rhin ou hiérarchique auprès du Ministre en charge de la prévention des risques. Dans ce cas, la décision de rejet du recours préalable, expresse ou tacite – née du silence de l'administration à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours administratif préalable – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus.

Article 7

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL), le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin (DDT), le Président du Conseil Général du Bas-Rhin, le maire de Strasbourg, le Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg et le Président du syndicat mixte en charge du SCoTERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Strasbourg, le 31 DEC 2014

Le Préfet,


Stéphane BOUILLON

11



PREFECTURE DU BAS - RHIN

Direction Départementale des Territoires

Service Aménagement Durable des Territoires

Atelier des Référents Territoriaux

Affaire suivie par : Isabelle VAILLANT
Courriel : isabelle.vaillant@bas-rhin.gouv.fr
Téléphone : 03.88.88.91.94

Monsieur le Maire

Mairie de Vendenheim
12, rue Jean Holweg
67550 VENDENHEIM Cedex

Envoyé avec A.R

Objet : Communes de Vendenheim
Plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T)
Mise à jour de l'annexe des servitudes d'utilité publique
(S.U.P.) du Plan Local d'Urbanisme

Strasbourg, le **29 JAN. 2015**

Une mise à jour de l'annexe «servitudes d'utilité publique» du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) de votre commune, modifié le 29 septembre 2011, est nécessaire pour la raison suivante.

Une nouvelle servitude d'utilité publique constituée par le plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T) relatif à la société WAGRAM TERMINAL, a été instituée dans votre commune.
Ce P.P.R.T a été approuvé par arrêté préfectoral le 31 décembre 2014.

En prescrivant des mesures de protection et des recommandations sur l'urbanisation, le P.P.R.T affecte les règles de construction et d'utilisation des sols.

Il convient dès lors d'intégrer cette nouvelle servitude dans l'annexe des servitudes d'utilité publique du P.L.U de Vendenheim, et de reporter, notamment sur le plan des servitudes, le zonage réglementaire, tel que défini dans le plan de zonage du P.P.R.T. A défaut d'être reportée en annexe du Plan Local d'Urbanisme dans un délai d'un an, cette nouvelle servitude ne sera plus opposable aux demandes d'autorisation de construire.

Je vous demande donc, en application des articles L.126-1 et R.123-22 du Code de l'Urbanisme, de bien vouloir procéder à la mise à jour de l'annexe des servitudes d'utilité publique du Plan Local d'Urbanisme sur la base des pièces constitutives du P.P.R.T qui vous seront adressées par voie électronique .
L'arrêté qui constatera l'exécution de cette formalité devra être pris dans un délai de trois mois suivant la réception de la présente lettre.

.../...

Les données Informatisées relatives au zonage réglementaire sont disponibles auprès du service S.T.I.C/G.C.D de la D.D.T à l'adresse suivante : ddt-sig@bas-rhin.gouv.fr

En outre, je vous communique pour la substituer à la précédente, une nouvelle liste exhaustive des servitudes d'utilité publique mise à jour en janvier 2015.

Je me permets de vous rappeler que l'annexe des servitudes d'utilité publique constitue une pièce capitale du P.L.U. Elle permet en effet à l'usager, comme à l'administration, d'identifier immédiatement les grandes contraintes applicables à un terrain.

Aussi, afin d'assurer la lisibilité de ce document, il est nécessaire que vous reportiez (par les soins de votre service technique, ou de votre prestataire en urbanisme), les servitudes nouvellement instituées au(x) plan(s) des servitudes au 1/5000ème (ou autres) existant(s).

L'arrêté de mise à jour, accompagné des pièces dûment authentifiées (plans et liste des servitudes d'utilité publique), devra être adressé en 4 exemplaires papier et d'un C.D-R à :

Monsieur le Préfet du Bas-Rhin

Direction des Collectivités Locales – Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques.

Pour le Préfet du Bas-Rhin
et par délégation,

Le Référent Territorial,


Georges SOCCOJA

Copie : - Préfecture du Bas-Rhin
Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques ;
- Centre d'instruction A.D.S : C.U.S



PREFECTURE DU BAS - RHIN

Direction Départementale des Territoires

Service Aménagement Durable des Territoires

Atelier des Référents Territoriaux

Affaire suivie par : Isabelle VAILLANT
Courriel : isabelle.vaillant@bas-rhin.gouv.fr
Téléphone : 03.88.88.91.94

Monsieur le Maire

Mairie de Reichstett
24, rue de la Wantzenau
67116 REICHSTETT Cedex

Envoyé avec A.R

Objet : Communes de Reichstett
Plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T)
Mise à jour de l'annexe des servitudes d'utilité publique
(S.U.P.) du Plan d'Occupation des Sols

Strasbourg, le 29 JAN. 2015

Une mise à jour de l'annexe «servitudes d'utilité publique» du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S) de votre commune, modifié le 28 janvier 2011, est nécessaire pour la raison suivante.

Une nouvelle servitude d'utilité publique constituée par le plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T) relatif à la société WAGRAM TERMINAL, a été instituée dans votre commune.
Ce P.P.R.T a été approuvé par arrêté préfectoral le 31 décembre 2014.

En prescrivant des mesures de protection et des recommandations sur l'urbanisation, le P.P.R.T affecte les règles de construction et d'utilisation des sols.

Il convient dès lors d'intégrer cette nouvelle servitude dans l'annexe des servitudes d'utilité publique du P.O.S. de Reichstett, et de reporter, notamment sur le plan des servitudes, le zonage réglementaire, tel que défini dans le plan de zonage du P.P.R.T. A défaut d'être reportée en annexe du Plan d'Occupation des Sols dans un délai d'un an, cette nouvelle servitude ne sera plus opposable aux demandes d'autorisation de construire.

Je vous demande donc, en application des articles L.126-1 et R.123-22 du Code de l'Urbanisme, de bien vouloir procéder à la mise à jour de l'annexe des servitudes d'utilité publique du Plan d'Occupation des Sols sur la base des pièces constitutives du P.P.R.T qui vous seront adressées par voie électronique .
L'arrêté qui constatera l'exécution de cette formalité devra être pris dans un délai de trois mois suivant la réception de la présente lettre.

.../...

Les données informatisées relatives au zonage réglementaire sont disponibles auprès du service S.T.I.C./U de la D.D.T à l'adresse suivante : ddt-sig@bas-rhin.gouv.fr

En outre, je vous communique pour la substituer à la précédente, une nouvelle liste exhaustive des servitudes d'utilité publique mise à jour en janvier 2015.

Je me permets de vous rappeler que l'annexe des servitudes d'utilité publique constitue une pièce capitale du P.L.U. Elle permet en effet à l'usager, comme à l'administration, d'identifier immédiatement les grandes contraintes applicables à un terrain.


Aussi, afin d'assurer la lisibilité de ce document, il est nécessaire que vous reportiez (par les soins de votre service technique, ou de votre prestataire en urbanisme), les servitudes nouvellement instituées au(x) plan(s) des servitudes au 1/5000ème (ou autres) existant(s).

L'arrêté de mise à jour, accompagné des pièces dûment authentifiées (plans et liste des servitudes d'utilité publique), devra être adressé en 4 exemplaires papier et d'un C.D-R à :

Monsieur le Préfet du Bas-Rhin
Direction des Collectivités Locales – Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques.

Pour le Préfet du Bas-Rhin
et par délégation,

Le Référent Territorial,


Georges SOCCOJA

Copie : - Préfecture du Bas-Rhin
Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques ;
- Centre d'instruction A.D.S : C.U.S



Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Alsace

Direction Départementale des
Territoires du Bas-Rhin

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)

WAGRAM TERMINAL Communes de Reichstett et Vendenheim



NOTE DE PRÉSENTATION

Document approuvé par arrêté préfectoral du 31/12/2014

SOMMAIRE

I - LES ÉLÉMENTS DE TERMINOLOGIE.....	7
II - LE CONTEXTE TERRITORIAL.....	10
II.1 - Présentation du site industriel et de la nature des risques.....	10
II.2 - L'état actuel de la gestion du risque technologique sur le territoire.....	12
II.3 - Les conditions actuelles de la prévention des risques sur le site de WAGRAM TERMINAL.....	13
II.3.1 - Maîtrise des risques.....	13
II.3.2 - Moyens d'intervention en cas d'accident.....	14
II.4 - Le contexte géographique communal ou intercommunal.....	14
II.4.1 - Situation administrative et géographique.....	14
II.4.2 - Risques naturels sur le territoire.....	15
III - LES MODES DE PARTICIPATION AUX TRAVAUX D'ÉLABORATION DU PPRT.....	15
III.1 - Les modalités de la concertation.....	15
III.2 - Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT.....	15
IV - LA JUSTIFICATION DU PPRT ET SON DIMENSIONNEMENT.....	16
IV.1 - Les raisons de la prescription du PPRT.....	16
IV.2 - Étude de dangers.....	17
IV.2.1 - Objet de l'étude.....	17
IV.2.2 - Méthodologie.....	17
IV.2.3 - Description des phénomènes dangereux.....	17
IV.3 - Les phénomènes dangereux retenus pour définir le périmètre d'étude.....	19
IV.4 - Le périmètre d'étude et le périmètre d'exposition aux risques.....	20
V - DÉMARCHE D'ÉLABORATION DU PPRT.....	21
VI - LES ÉTUDES TECHNIQUES.....	23
VI.1 - Le mode de qualification de l'aléa.....	23
VI.1.1 - Identification du niveau d'aléa.....	23
VI.1.2 - Cartographie des aléas.....	23
VI.2 - La caractérisation des enjeux.....	25
VI.2.1 - Les enjeux incontournables.....	25
VI.2.2 - Les enjeux complémentaires.....	28
VI.2.3 - Les éléments connexes disponibles.....	29
VI.3 - Finalisation de la séquence d'étude.....	29
VI.3.1 - Superposition des aléas et des enjeux.....	29
VI.3.2 - Réalisation du zonage brut.....	31
VI.3.3 - Les investigations complémentaires.....	35
VII - LA PHASE DE STRATÉGIE DU PPRT.....	35
VIII - L'ÉLABORATION DU PROJET.....	36
VIII.1 - Le plan de zonage réglementaire.....	36
VIII.1.1 - La représentation graphique.....	36
VIII.1.2 - La délimitation des zones réglementaires.....	37
VIII.2 - Le règlement.....	40
VIII.2.1 - Structure et contenu du règlement.....	40
VIII.2.2 - Réglementation en zone grise G.....	41
VIII.2.3 - Réglementation en zones rouge foncé (R et R+L).....	42
VIII.2.4 - Réglementation en zones bleu foncé (B et B+L).....	42
VIII.2.5 - Réglementation en zones bleu clair (b et b+L).....	43
VIII.2.6 - Réglementation en zone de cinétique lente (L).....	43

VIII.2.7 - Annexes du règlement.....	44
VIII.3 - Les recommandations.....	44
IX - LA MISE EN ŒUVRE DU PPRT.....	45
IX.1 - PPRT et droit des sols.....	45
IX.2 - Contrôles et sanctions.....	45
IX.3 - Conventions.....	45
IX.4 - Financement des mesures sur l'existant.....	45
IX.5 - Aides techniques à la mise en œuvre des mesures sur l'existant.....	45
IX.6 - Révision du PPRT.....	46
X - ANNEXE.....	46

PRÉAMBULE

Les objectifs des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Le 21 septembre 2001, une explosion sur le site chimique d'AZF à Toulouse causait 31 décès et des milliers de blessés, de nombreux équipements publics et 70 000 logements endommagés et 2 milliards d'euros de dégâts.

Depuis cette catastrophe, de nombreuses dispositions ont été prises par le gouvernement afin de réduire le risque industriel en France.

La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, a apporté de nouveaux éléments au cadre réglementaire de la gestion des risques. Celle-ci a introduit une nouvelle disposition en matière d'urbanisme pour protéger les tiers des conséquences d'accidents industriels : **le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)**.

Les PPRT concernent uniquement les **établissements existants** et classés SEVESO seuil haut dits « SEVESO AS », c'est-à-dire soumis à Autorisation avec Servitudes.

L'objectif d'un PPRT est de :

- résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé
- mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements **SEVESO AS existants**.

La prévention du risque technologique pour les établissements SEVESO seuil haut

La France compte environ 500 000 établissements relevant de la législation des installations classées en fonction de leur activité, de la nature et de la quantité de produits (hydrocarbures, explosifs, engrais, etc.) stockés ou mis en œuvre. Pour chaque niveau de danger, un régime réglementaire et des contraintes spécifiques s'appliquent à ces établissements.

Les entreprises sont classées « SEVESO » en fonction des quantités et des types de produits dangereux qu'elles accueillent. Il existe ainsi deux seuils différents classant les entreprises en « SEVESO seuil bas » ou en « SEVESO seuil haut ».

La politique de prévention des risques technologiques se décline, pour les installations classées SEVESO seuil haut (AS), selon quatre volets :

1 – Maîtrise des risques à la source

La première étape consiste à s'assurer que l'exploitant de l'établissement SEVESO AS a mis en œuvre toutes les mesures de sécurité pour atteindre un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques, et de la vulnérabilité de l'environnement de l'établissement.

L'exploitant doit démontrer la maîtrise des risques sur son site et le maintien de ce niveau de maîtrise via une **Étude De Dangers (EDD)** et un **Système de Gestion de la Sécurité (SGS)**.

La priorité est en effet accordée à la maîtrise et à la réduction du risque à la source afin d'assurer la sécurité en premier lieu au sein de l'entreprise.

Toutefois, un accident majeur étant toujours susceptible de se produire, des mesures complémentaires sont mises en place, visant à réduire l'exposition aux risques des populations.

2 – Maîtrise de l'urbanisation

Avant la loi du 30 juillet 2003, différents outils permettaient de limiter la croissance de l'urbanisation autour des sites à hauts risques : **Plan Local d'Urbanisme (PLU)**, **Projet d'Intérêt Général (PIG)**, **Servitudes d'Utilité**

Publique (SUP). Toutefois, ces outils se limitaient à l'interdiction de nouvelles constructions autour des installations à risque.

L'objectif du PPRT étant la **protection des personnes** qui résident ou séjournent à proximité des sites industriels, le PPRT va non seulement permettre de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements SEVESO seuil haut, mais également résorber les situations difficiles existantes, en mettant en œuvre différents types de mesures :

- des mesures sur l'urbanisme et sur le bâti futur : interdiction de construire, prescriptions pour les constructions futures ;
- des mesures de protection : prescriptions sur le bâti existant visant à réduire sa vulnérabilité ;
- des mesures foncières : expropriation, délaissement et préemption.

3 – Organisation des secours

Pour les sites classés SEVESO AS, un **Plan d'Opération Interne (POI)** et un **Plan Particulier d'Intervention (PPI)** sont obligatoirement mis en place par l'exploitant et les pouvoirs publics pour faire face à un risque grave, susceptible de conduire à un accident majeur.

3.1 – Le Plan d'Opération Interne (POI)

Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le POI est établi par l'exploitant sous sa responsabilité. Il a pour but d'organiser la lutte contre le sinistre et doit, en particulier, détailler les moyens et équipements mis en œuvre.

Le POI ne peut être établi que sur la base d'une étude de dangers comportant une analyse des différents scénarios d'accidents possibles et de leurs conséquences les plus pénalisantes.

3.2 – Le Plan Particulier d'Intervention (PPI)

Le préfet établit le **Plan Particulier d'Intervention (PPI)** qui est une des dispositions spécifiques du plan ORSEC. Le PPI prévoit la mobilisation des services de secours publics (sapeurs pompiers, gendarmes, police, SAMU), de l'ensemble des services de l'État (DDT, DREAL, ARS, etc.), communes et acteurs privés (exploitant, associations, gestionnaires de réseaux, etc.).

Le PPI est établi pour faire face aux risques particuliers liés à l'existence, notamment, d'une installation classée « SEVESO » dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le PPI comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il opère pour chacun de ces risques, le recensement des mesures à prendre et des moyens susceptibles d'être mis en œuvre. Il énumère notamment les procédures de mobilisation et de réquisition qui seront utilisées et les conditions d'engagement des moyens disponibles.

4 – Information du public et concertation

Le développement d'une culture du risque est indispensable pour que chacun puisse jouer un rôle effectif dans la prévention des risques. Différentes instances de concertation sont mises en place autour des sites présentant des risques majeurs.

La **Commission de Suivi de Site (CSS)**¹ constitue un lieu de débat et d'échange sur la prévention des risques industriels entre les différents acteurs (exploitants, pouvoirs publics, mais également riverains et salariés).

Parallèlement, Préfet et maires ont l'obligation d'informer préventivement les citoyens sur les risques via le **Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM)** et le **Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)**.

L'exploitant doit également informer les populations riveraines par la publication d'une plaquette d'information

1 - Les *Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC)* ont été remplacés par les *CSS* par le décret n° 2012-189 du 7 février 2012. La différence introduite par ce décret réside dans le fait que ces commissions ne vont plus se limiter aux seuls risques accidentels. Le texte laisse, en effet, ouverte la possibilité de définition de la zone de compétence de la CSS.

sur les risques présentés par son site et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI.

Enfin, la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit l'obligation d'Information des Acquéreurs et Locataires (**IAL**) de biens immobiliers par les vendeurs et bailleurs sur les risques auxquels un bien est soumis et les sinistres qu'il a subi dans le passé.

L'élaboration du PPRT autour du site de WAGRAM TERMINAL

Classé SEVESO seuil haut, et soumis à Autorisation avec Servitudes (AS), WAGRAM TERMINAL situé sur les bans communaux de Reichstett et Vendenheim doit faire l'objet d'un PPRT.

La procédure officielle d'élaboration du PPRT pour ce site a été lancée par arrêté préfectoral de prescription du 20 novembre 2012. L'arrêté de prescription avait été établi au nom de PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTETT et a donc été modifié par arrêté préfectoral, le 08 août 2013, afin de prendre en compte le nom du nouvel exploitant, WAGRAM TERMINAL.

Cette note de présentation vise notamment à expliquer et à justifier la démarche d'élaboration du PPRT et le contenu de ce plan. Elle accompagne le règlement, le plan de zonage réglementaire et les recommandations.

Pour faciliter la compréhension de la démarche d'élaboration du PPRT, quelques éléments de terminologie sont proposés ci-après.

I - LES ÉLÉMENTS DE TERMINOLOGIE

Abréviations

AS : Autorisation avec Servitudes

ARS : Agence Régionale de Santé

CLIC : Comité Local d'Information et de Concertation

CSS : Commission de Suivi de Site

DCS : Dossier Communal Synthétique

DICRIM : Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs

DDT : Direction Départementale des Territoires

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

DDRM : Dossier Départemental des Risques Majeurs

EDD : Étude De Dangers

EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale

ICPE : Installation Classée Pour l'Environnement

INERIS : Institut National de l'Environnement industriel et des Risques

MEDDE : Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie

PLU : Plan Local d'Urbanisme

POS : Plan d'Occupation des Sols

POI : Plan d'Opération Interne

PPI : Plan Particulier d'Intervention

PPRT : Plan de Prévention des Risques Technologique

Définitions

Potentiel de danger : (ou « source de danger » ou « élément porteur de danger ») : système d'une installation ou disposition adoptée par un exploitant qui comporte un (ou plusieurs) danger(s). Il est donc susceptible de causer des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement.

Par exemple, une cuve de butane est un potentiel de danger ; elle présente en effet un danger lié à l'inflammabilité du produit contenu.

Phénomène dangereux : libération de tout ou partie d'un potentiel de danger, produisant des effets susceptibles d'infliger un dommage à des enjeux vulnérables (personnes, bâtiments, etc.) sans préjuger de l'existence de ces derniers.

Par exemple, l'explosion d'un dépôt de 60 tonnes d'explosifs produisant une zone de surpression de 20 mbars à 1723 m constitue un phénomène dangereux.

Ils sont mesurés selon quatre niveaux d'intensité croissante : indirects, irréversibles, létaux et létaux significatifs.

Aléa : probabilité qu'un phénomène dangereux produise en un point donné des effets d'une intensité donnée, au cours d'une période déterminée.

Par exemple, la probabilité qu'un bac d'hydrocarbures explose en provoquant une zone de surpression de 20 mbars à 1000 m constitue un aléa.

Enjeux : ce sont les personnes, biens, activités, éléments du patrimoine culturel ou environnemental, susceptibles d'être affectés ou endommagés par un aléa. Ils sont liés à l'occupation du territoire et à son fonctionnement.

Vulnérabilité : la vulnérabilité est la sensibilité plus ou moins forte d'un enjeu à un aléa donné.

Par exemple, on distinguera des zones d'habitat des zones de terres agricoles, les premières étant plus sensibles que les secondes à un aléa d'explosion en raison de la présence de constructions et de personnes.

Effet d'un phénomène dangereux (PhD) : ce terme décrit les caractéristiques des phénomènes physiques, chimiques... associés à un phénomène dangereux concerné : flux thermique, concentration toxique, surpression etc.

On distingue notamment les effets :

- toxiques (liés à un dégagement de gaz ou de fumées toxiques) ;
- thermiques (dus à un incendie) ;
- de surpression (suite à une explosion).

Intensité des effets d'un phénomène dangereux : mesure physique de l'intensité du phénomène (thermique, toxique, surpressions, projections). Les échelles d'évaluation de l'intensité se réfèrent à des seuils d'effets moyens conventionnels sur des types d'éléments vulnérables (ou cibles) tels que « homme », « structure ». Elles sont définies, pour les installations classées, dans l'arrêté du 29 septembre 2005. L'intensité ne tient pas compte de l'existence ou non de cibles exposées. Elle est cartographiée sous la forme de zones d'effets pour les différents seuils.

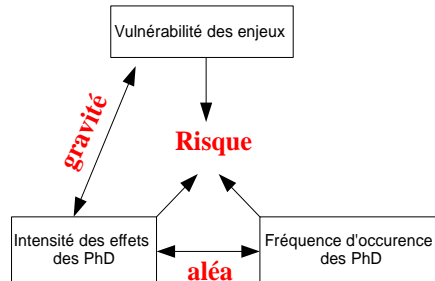
Probabilité d'occurrence d'un phénomène dangereux : cette probabilité est obtenue par agrégation des probabilités de ces scénarios conduisant à un même phénomène, ce qui correspond à la combinaison des probabilités de ces scénarios selon les règles logiques (ET/OU). Elle correspond à la probabilité d'avoir des effets d'une intensité donnée (et non des conséquences).

Gravité : on distingue l'intensité des effets d'un phénomène dangereux de la gravité des conséquences découlant de l'exposition de cibles de vulnérabilités données à ces effets. La gravité des conséquences potentielles prévisibles sur les personnes, prises parmi les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées.

Risque technologique² : c'est la combinaison de l'aléa et de la vulnérabilité des enjeux.

Le risque peut être décomposé selon les différentes combinaisons de ses trois composantes que sont l'intensité, la vulnérabilité et la probabilité :

- Gravité des dommages ou conséquences = Intensité * Vulnérabilité
- Aléa = Intensité* Probabilité
- Risque = Intensité*Probabilité*Vulnérabilité = Aléa*Vulnérabilité = Gravité*Probabilité



Réduction du risque : Actions entreprises en vue de diminuer la probabilité, les conséquences négatives (ou dommages) associés à un risque, ou les deux.

Accident majeur : événement non désiré d'importance majeure, tel qu'une émission de substance toxique, un incendie ou une explosion résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'un établissement, qui entraîne des conséquences ou dommages vis-à-vis des personnes, des biens ou de l'environnement et de l'entreprise en général. C'est la réalisation d'un phénomène dangereux, combiné à la présence de cibles vulnérables exposées aux effets de ce phénomène.

Scénario d'accident (majeur) : enchaînement d'événements conduisant d'un événement initiateur à un accident (majeur), dont la séquence et les liens logiques découlent de l'analyse du risque. En général, plusieurs scénarios peuvent mener à un même phénomène dangereux pouvant conduire à un accident (majeur) : on dénombre autant de scénarios qu'il existe de combinaisons possibles d'événements y aboutissant. Les scénarios d'accident obtenus dépendent du choix des méthodes d'analyse de risque utilisée et des éléments disponibles.

Effets dominos : action d'un phénomène dangereux affectant une ou plusieurs installations d'un établissement qui pourrait déclencher un autre phénomène sur une installation ou un établissement voisin, conduisant à une aggravation générale des effets du premier phénomène.

Cinétique : vitesse d'enchaînement des événements constituant une séquence accidentelle, de l'événement initiateur aux conséquences sur les éléments vulnérables. Dans le cadre des PPRT, la distinction est faite entre les phénomènes dangereux à **cinétique lente** et les phénomènes dangereux à **cinétique rapide**.

- la cinétique d'un phénomène dangereux est qualifiée de lente si elle permet la mise en œuvre d'un plan d'urgence assurant la mise à l'abri des personnes présentes au sein des zones d'effets de ce phénomène dangereux. Ces personnes ne sont alors pas considérées comme étant exposées.
- la cinétique d'un phénomène dangereux est qualifiée de rapide dans le cas contraire.

UVCE (Unconfined Vapor Cloud Explosion) : terme anglophone désignant une explosion de nuage de vapeur non confinée. Celle-ci peut survenir suite à un épandage ou une fuite de liquide volatil ou de gaz inflammable (essence, GPL, etc.) et la présence d'une source d'ignition. Le nuage formé peut exploser à proximité de l'épandage ou de la fuite ou dériver dans un certain rayon en fonction notamment des conditions météorologiques.

Flash-fire ou feu de nuage : c'est l'aspect thermique de la combustion d'un nuage de vapeurs inflammables. Le flux thermique à l'extérieur du nuage est relativement modéré, mais les chances de survie d'une personne présente dans le nuage sont nulles.

2 - Dans les analyses de risques et les études de dangers, le risque est généralement qualifié en Gravité (des Conséquences)*Probabilité, par exemple dans une grille P*G, alors que pour les PPRT, il l'est selon les deux composantes Aléa*Vulnérabilité.

II - LE CONTEXTE TERRITORIAL

II.1 - Présentation du site industriel et de la nature des risques

Le site industriel est situé au nord de Strasbourg sur les bans communaux de Reichstett et Vendenheim sur une partie du site de l'ancienne Raffinerie de Reichstett.

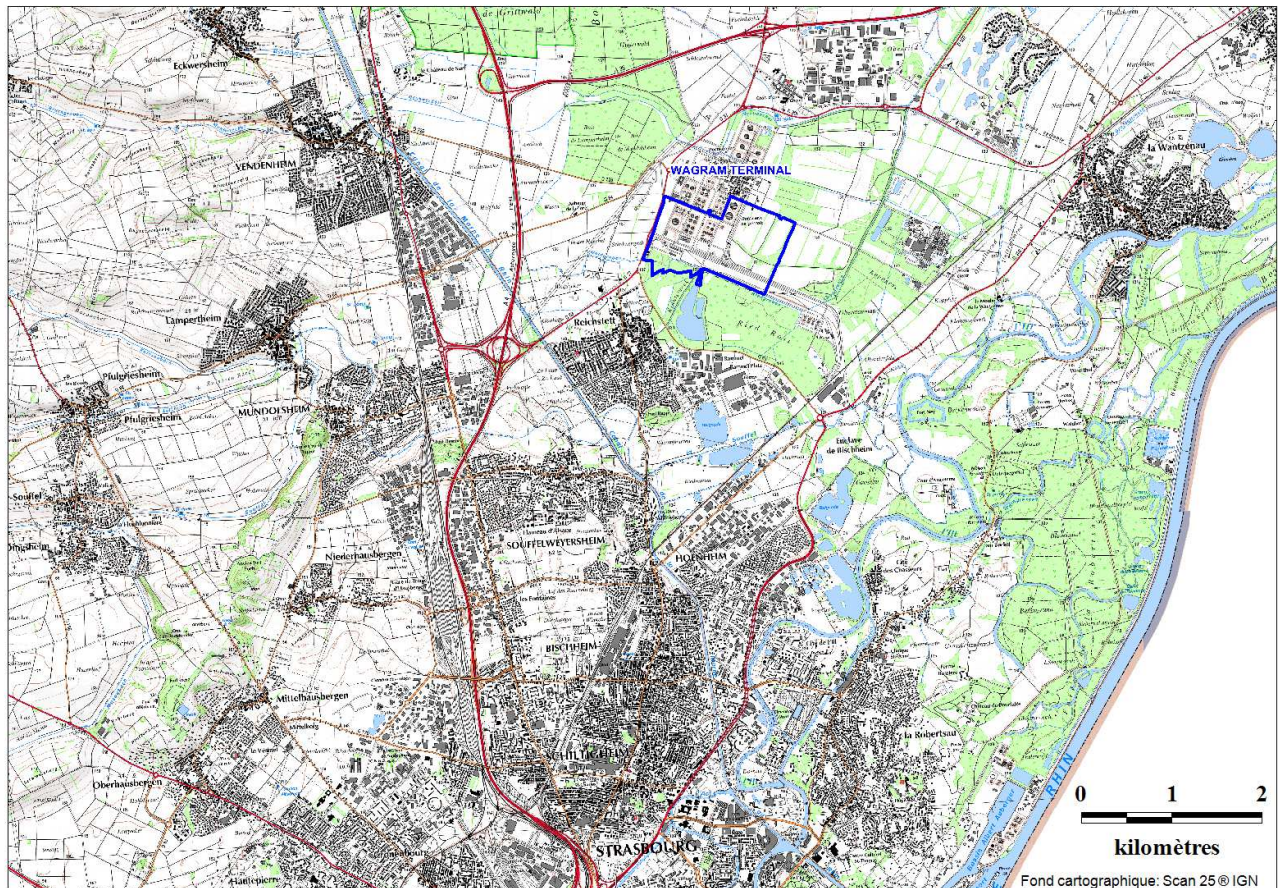


Figure 1: Localisation du site industriel

La raffinerie de Reichstett a démarré son exploitation en 1963. La raffinerie produisait différentes gammes de produits pétroliers : les bitumes et les fiouls lourds, le kérosène, le gazole, le fioul domestique, les essences, le propane, le butane, le soufre liquide issu des unités de désulfuration. Sa production était de 4,2 millions de tonnes par an.

Le groupe PRR (PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTETT) a annoncé la fermeture de la raffinerie en octobre 2010 et les travaux de mise en sécurité des unités ont débuté en mars 2011.

La société PRR a souhaité transformer le site de Reichstett en un dépôt pétrolier. Seuls 41 bacs sur les 97 de la raffinerie sont conservés.

PRR a souhaité conserver le stockage de produits finis tels que les essences, les fiouls domestiques, les gazoles et les bitumes.

PRR a également renoncé à stocker des produits lourds tels que le fioul lourd susceptible de générer des boil-over.

Le dépôt est alimenté par pipelines et par barges via le dépôt de PRR situé au Port aux pétroles de Strasbourg.

Les barges sont déchargées sur le site du Port aux pétroles et le produit rejoint le dépôt de Reichstett par les pipelines existants.

Les produits sont ensuite expédiés via la gare routière existante.

Le site a été en partie racheté en 2013 par la société WAGRAM TERMINAL dont le siège social est situé 33, avenue de Wagram à 75017 PARIS.

L'arrêté préfectoral du 25 janvier 2013 et l'arrêté complémentaire du 24 janvier 2014 autorisent la Société

WAGRAM TERMINAL à exploiter une partie des installations précédemment exploitées par la société PRR.
Cet arrêté fixe plus particulièrement les prescriptions liées à la prévention de la pollution des eaux souterraines et superficielles, de la pollution atmosphérique, des bruits et vibrations, de la pollution due aux déchets, à la prévention du risque d'incendie, ainsi qu'à la préservation de la santé humaine.
Le dépôt est classé Seveso seuil haut dans la nomenclature des installations classées en raison des stockages de liquides inflammables.
Les risques associés à ces stockages sont l'incendie, les flash-fire³ en cas de fuite sur une canalisation, ou l'explosion d'un réservoir.
Le dépôt n'engendre pas d'effets toxiques.

Classement des activités de WAGRAM TERMINAL dans la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1172-1	AS	Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t	Additifs autres que ceux figurant à la rubrique 1433 Aa (530 m3)	450 t
1185-2b	D	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg		1800 kg (18 bouteilles de 100 l) ne sera plus autorisé dès lors que les moyens fixes d'extinction seront mis en place
1432-1c 1432-1d	AS	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 1. Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente est : c) Supérieure ou égale à 10 000 t pour la catégorie B, notamment les essences y compris les naphtes et kérosènes, dont le point éclair est inférieur à 55°C (carburants d'aviation compris) d) Supérieure ou égale à 25 000 t pour la catégorie C, y compris les gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles) et les kérosènes dont le point éclair est supérieur ou égal à 55°C	Produits finis	400000t
1433-B-a	A	B. Autres installations Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a) supérieure à 10 t	Installation d'additivation	250 t

3 - Feu d'un nuage de vapeurs d'essence avec ou sans explosion simultanée plus ou moins violente en fonction de l'encombrement des zones situées dans la zone inflammable du nuage.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1434-1a	A	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations service visées à la rubrique 1435) 1. installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : a) supérieur ou égal à 20 m ³ /h	Gare routière (1,6 Mt/an)	Débit 2000 m ³ /h
1434-2		2. installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	gare ferroviaire	débit 1000 m ³ /h
1520-1	A	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 500 t	bitume	17000 t
2915-1 a	A	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est : a) supérieure à 1 000 l	Huile utilisée comme fluide caloporteur	5500 L

Tableau 1: Liste des activités classées de WAGRAM TERMINAL

Régime : A = Autorisation ; D = Déclaration ; AS = Autorisation soumis à servitudes

II.2 - L'état actuel de la gestion du risque technologique sur le territoire

Rappel de la loi du 30 juillet 2003 et du code de l'environnement :

À la suite de la catastrophe d'AZF du 21 septembre 2001 à Toulouse, la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, a introduit au niveau législatif, le principe d'une étude de dangers basée sur une analyse de risque tenant compte non seulement de la gravité potentielle, mais fait nouveau, de la probabilité d'occurrence des accidents et de leur cinétique, et justifiant les mesures permettant de réduire la probabilité ou la gravité des accidents.

Deux arrêtés techniques du 29 septembre 2005 précisent le cadre des études de dangers.

Le contenu des études de dangers pour les établissements SEVESO est précisé. Il contient notamment une grille de criticité qui permet de classer les accidents selon leur couple « gravité / probabilité » et de définir ceux qui doivent faire l'objet de mesures complémentaires de sécurité.

Cinq classes de probabilité sont créées, allant de A pour un événement courant, à E pour un événement extrêmement rare, ou de manière quantitative de 10⁻² (ou supérieur) à 10⁻⁵ (ou inférieur) par an.

Trois types de méthodes d'estimation sont définis : quantitative basée sur l'accidentologie, semi-quantitative et quantitative basées sur l'estimation du niveau de confiance des barrières de sécurité.

Des seuils d'intensité sont fixés pour les principaux effets, classés en trois catégories : surpression, thermique et toxique.

En ce qui concerne l'action sur l'homme, apparaissent deux seuils de référence nouveaux :

- celui des effets très graves pour la vie humaine correspondant à 5 % de décès parmi les personnes exposées ;
- celui des risques de blessures ou d'accidents par bris de vitres.

En ce qui concerne les structures (pour les effets de surpression et thermiques) des seuils d'effets permettent de préciser les zones où des précautions constructives sont à envisager et celles où des effets dominos sont à prendre en compte.

La gravité potentielle des accidents, c'est-à-dire le nombre de personnes exposées selon le niveau d'intensité des effets est classé en cinq niveaux : de l'événement d'importance modérée au désastre.

La définition de l'accident majeur, objet des études de dangers est clarifiée de façon à faire apparaître que le domaine de prévention cité par le code de l'environnement est celui de la **sécurité publique**. Celui de la sécurité des travailleurs relève du code du travail.

La maîtrise de l'urbanisation existe depuis le porter à connaissance. Elle est renforcée par la mise en place des plans de prévention des risques technologiques (PPRT).

L'exploitant doit par ailleurs, démontrer dans son étude de dangers que l'ensemble des mesures de prévention prises, rend le niveau de risque sur son site aussi bas que possible à un coût économiquement acceptable, compte tenu des connaissances actuelles.

Cette démarche est nommée « Mesures de Maîtrise des Risques - MMR »

L'information des riverains, déjà matérialisée par la distribution de documents d'information sur les plans particuliers d'intervention (PPI) est renforcée avec deux mesures importantes :

- la création de Comités Locaux d'Information et de Concertation (**CLIC**)⁴ jusqu'en 2012 puis la création de Commissions de Suivi de Site (**CSS**). Le site de WAGRAM TERMINAL relève de la CSS créée par **arrêté préfectoral du 08/08/2013** ;
- l'Information des Acquéreurs et Locataires (IAL) : obligation pour un vendeur ou un bailleur d'informer, lors de la transaction, l'acheteur ou le locataire sur l'état des risques naturels et technologiques majeurs susceptibles d'affecter la construction.

II.3 - Les conditions actuelles de la prévention des risques sur le site de WAGRAM TERMINAL

II.3.1 - Maîtrise des risques

Depuis 1982, avec la parution de la première directive SEVESO, a été développée une approche systématique de la sécurité des installations classées pour la protection de l'environnement. Une nouvelle impulsion a été donnée avec la directive SEVESO II, et en France suite à la catastrophe d'AZF à Toulouse le 21 septembre 2001.

Les pouvoirs publics, les élus et les industriels agissent sur toutes les composantes du risque pour réduire la gravité des accidents redoutés et la vulnérabilité des personnes qui y sont potentiellement exposées :

- réduire le potentiel de dangers, par exemple en diminuant les quantités de matières dangereuses présentes dans les établissements,
- multiplier les mesures de sécurité qui diminuent la probabilité des accidents ou en limitent les conséquences,
- gérer avec rigueur les mesures de sécurité, depuis la formation du personnel jusqu'au retour d'expérience après un petit incident,
- maîtriser l'urbanisation autour des sites,
- prévoir l'accident, préparer les plans d'urgence, informer les riverains, les préparer à avoir de bons réflexes.

La DREAL vérifie que le niveau de maîtrise des risques des établissements est acceptable. En application de la circulaire du 10 mai 2010, les accidents décrits dans les études de dangers sont comparés à une grille d'évaluation, qui tient compte de leur probabilité et du nombre de personnes extérieures à l'établissement potentiellement exposées.

La société WAGRAM TERMINAL réalisera notamment les travaux imposés par l'arrêté ministériel du 3 octobre

4 - Les CLIC ont été remplacés par les CSS (Commissions de suivi de site) par le décret n° 2012-189 du 7 février 2012.

2010 relatif aux stockages de liquides inflammables selon l'échéancier fixé au même arrêté (mise en place des événements sur les bacs à toits fixes, stratégie relative à la défense incendie du site...).

II.3.2 - Moyens d'intervention en cas d'accident

La société WAGRAM TERMINAL mettra en œuvre les éléments précisés au chapitre 7.6 « moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours » de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2013 l'autorisant à exploiter le site.

II.4 - Le contexte géographique communal ou intercommunal

II.4.1 - Situation administrative et géographique

La société WAGRAM TERMINAL se situe sur les bans communaux de Reichstett et de Vendenheim à environ 8km au Nord du centre de Strasbourg. Ces deux communes font partie de la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS).

Par ailleurs, WAGRAM TERMINAL se situe à proximité de deux autres sites classés seuil haut (BUTAGAZ et LANXESS) et faisant l'objet chacun d'un PPRT.

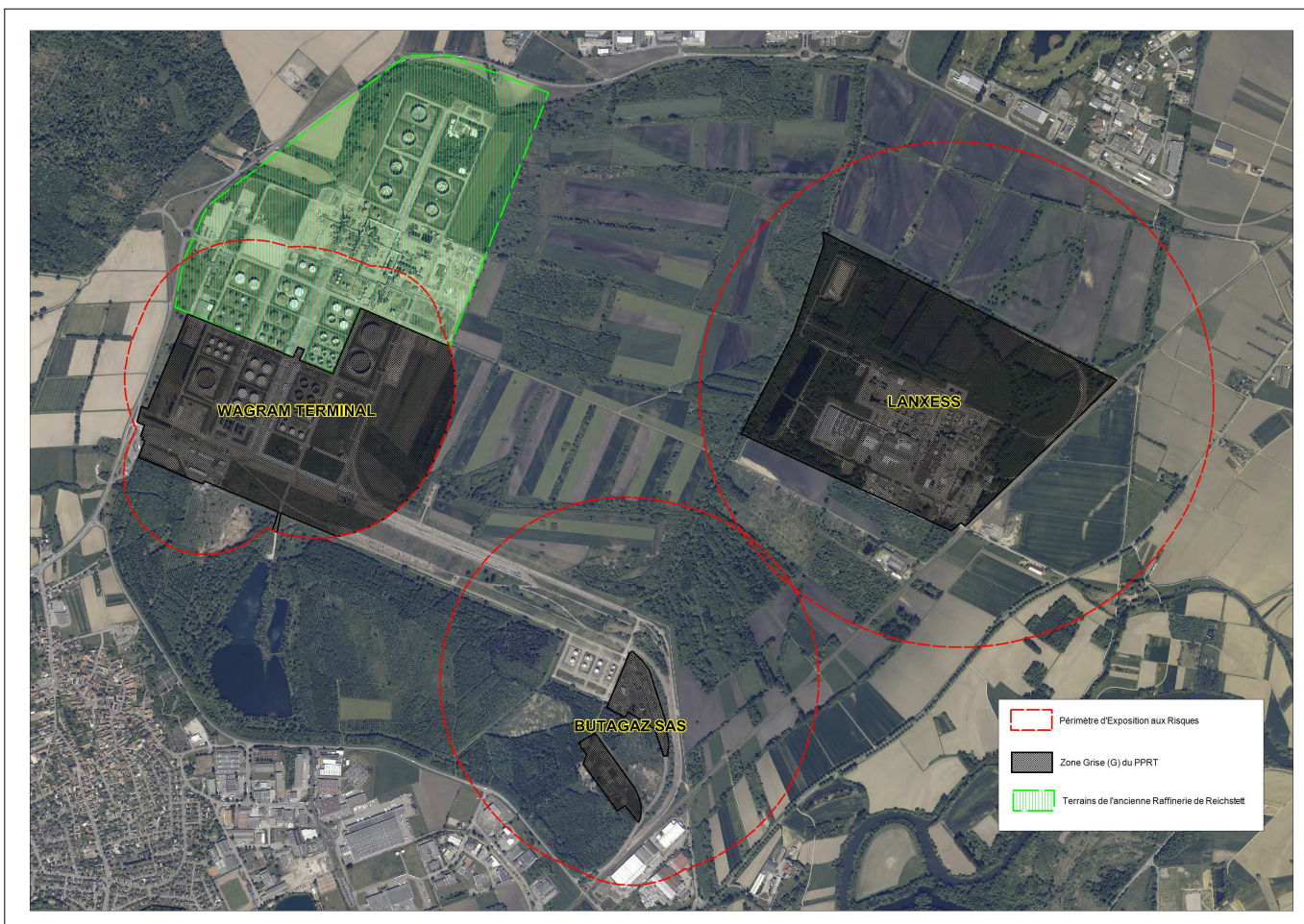


Figure 2: Localisation des entreprises Seveso AS dans la zone

II.4.2 - Risques naturels sur le territoire

a - Risque inondation

Le périmètre d'étude est bordé au Nord par la zone réglementée du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la Zorn et du Landgraben approuvé par arrêté préfectoral du 26 août 2010.

Par ailleurs un PPRI a été prescrit le 17 janvier 2011 sur la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) dont font partie les communes de Reichstett et Vendenheim, pour les risques de débordement de l'Ill et de la Bruche ainsi que pour les remontées de nappes.

b - Risque sismique

Le zonage sismique français en vigueur depuis le 1er mai 2011 est défini dans les décrets n° 2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010, codifiés dans les articles R.563-1 à 8 et D.563-8-1 du Code de l'Environnement.

Les communes de Reichstett et Vendenheim sont classées en **zone de sismicité 3 (modérée)**.

L'arrêté du 24 janvier 2011 modifié fixe des règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.

III - LES MODES DE PARTICIPATION AUX TRAVAUX D'ÉLABORATION DU PPRT

III.1 - Les modalités de la concertation

La concertation permet au plus grand nombre d'être informé et impliqué dans la démarche d'élaboration du PPRT.

Conformément aux dispositions de l'arrêté modifié de prescription du 20 novembre 2012, la concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées a été organisée pendant toute la durée de l'élaboration du PPRT selon les modalités suivantes :

- la mise à disposition du public en mairies de Reichstett et de Vendenheim des documents d'élaboration du projet de PPRT ;
- la mise en place d'un registre dans ces deux mairies afin de recueillir les observations des habitants et personnes intéressées sur le projet de plan ;
- la mise en ligne des documents, consultables sur le site internet de la DREAL Alsace <http://www.alsace.developpement-durable.gouv.fr/>, le public pouvant également exprimer ses observations par courrier électronique sur ce site internet.

Le bilan de la concertation a été communiqué aux personnes et organismes associés et rendu public sur le site internet de la DREAL Alsace.

III.2 - Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT

La conduite de l'élaboration d'un PPRT est menée avec les différents acteurs impliqués, afin d'instaurer un climat de confiance nécessaire à l'assimilation des risques et des choix qui fondent le projet de PPRT. Il est ainsi plus aisé d'aboutir à une vision commune de la démarche de prévention.

Conformément à l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2012 modifié prescrivant l'élaboration du PPRT, **les personnes et organismes associés (POA)** pour la mise en place du PPRT autour du site de WAGRAM TERMINAL à Reichstett et Vendenheim sont les représentants :

- de la société WAGRAM TERMINAL exploitant les installations à l'origine du risque ;
- de la commune de Reichstett et de la commune de Vendenheim
- de la Commission de Suivi de Site (CSS) créée par arrêté préfectoral du 08 août 2013.

Ils ont été associés à l'élaboration du projet de plan, au moyen de réunions de travail, organisées par les services instructeurs (DREAL et DDT), présidées par le préfet ou son représentant.

Ces réunions ont permis à chacun des acteurs d'avoir une information complète au travers des éléments concernant les aléas et les enjeux, de contribuer aux réflexions menées et de réagir aux propositions faites.

IV - LA JUSTIFICATION DU PPRT ET SON DIMENSIONNEMENT

IV.1 - Les raisons de la prescription du PPRT

Les PPRT sont régis par les articles L515-15 à L515-25 du code de l'environnement. L'article L515-15, notamment, indique que l'État élabore et met en œuvre des plans de prévention des risques technologiques qui ont pour objet de limiter les effets d'accidents susceptibles de survenir dans les installations classées SEVESO seuil haut figurant sur la liste prévue au IV de l'article L515-8 et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publique directement ou par pollution du milieu.

Le PPRT est un outil réglementaire qui participe à la politique de prévention des risques industriels dont l'objectif premier demeure la réduction du risque à la source.

Il permet d'agir :

- sur l'urbanisation afin de protéger la population du risque technologique. Cette démarche repose d'une part sur la maîtrise de l'urbanisation existante à proximité des établissements industriels les plus dangereux et d'autre part sur l'interdiction ou la limitation de l'urbanisation nouvelle.
- sur la maîtrise des risques à la source par la mise en œuvre de mesures supplémentaires telles que définies à l'article L515-16 du code de l'environnement.

Le PPRT délimite un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature, de l'intensité et de la probabilité (aléa technologique) ainsi que de la cinétique des phénomènes dangereux décrits dans les études de dangers. Ces dernières reposent sur une analyse des risques tenant compte de la possibilité de défaillance des mesures de prévention mises en œuvre ou prescrites.

À l'intérieur de ce périmètre, le PPRT :

- réglemente la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages, les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes en les interdisant ou en les subordonnant au respect des prescriptions ;
- permet d'instaurer un droit de préemption ou de délaissement des bâtiments ou parties de bâtiments existant dans les zones d'aléas importants ou encore de déclarer d'utilité publique, l'expropriation des immeubles et droits réels immobiliers dans les zones d'aléas très importants ;
- prescrit des mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication en précisant le délai de leur mise en œuvre. Toutefois, pour des constructions régulièrement autorisées ou devenues définitives, le PPRT ne peut imposer que des aménagements limités dont le coût est conforme notamment aux articles L515-16 et R515-42 du code de l'environnement
- définit les recommandations tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus, relative à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication et des terrains de camping ou stationnement de caravanes.

Le PPRT, de par les mesures qu'il prescrit, tant sur l'existant que sur l'urbanisation à venir, doit permettre de garantir que les occupations et utilisations du sol pouvant être touchées par les effets de ces phénomènes dangereux soient compatibles avec le niveau d'aléa.

Le PPRT vient compléter la mise en œuvre du volet « maîtrise de l'urbanisation » de la politique de prévention du risque autour des sites industriels soumis à autorisation avec servitudes et classés SEVESO Seuil Haut. Il constitue un élément du dispositif d'ensemble fondé sur la maîtrise du risque à la source assurée en amont par la procédure installation classée et en intégrant en aval la mobilisation des secours dans le cadre du plan particulier d'intervention (PPI).

Le PPRT, une fois approuvé, vaut **servitude d'utilité publique** (SUP) conformément à l'article L515-23 du Code de l'Environnement. Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan, en application de l'article L.121-2 du code de l'urbanisme et est annexé aux plans locaux d'urbanisme (PLU) ou plans d'occupation des sols (POS), conformément à l'article L.126-1 du même code.

Conformément à l'article R.515-40 du code de l'environnement, un PPRT a été prescrit autour des installations de la société WAGRAM TERMINAL par arrêté préfectoral du 20 novembre 2012 modifié par arrêté préfectoral du 08 août 2013.

IV.2 - Étude de dangers

IV.2.1 - Objet de l'étude

L'étude des dangers réalisée par l'exploitant, sous sa responsabilité, constitue le point de départ de la maîtrise des risques sur le site. Établie selon une méthodologie bien définie, elle doit permettre :

- de dresser **un état des lieux des phénomènes dangereux et accidents majeurs** susceptibles de survenir sur le site ;
- d'établir le cas échéant **un programme d'amélioration de la sécurité** ;
- de justifier que, dans des conditions économiquement acceptables, **un niveau de risque aussi bas que possible est atteint**, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques, ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Cette évaluation du niveau de maîtrise des risques présenté par l'établissement se fait au moyen de l'**analyse des risques**, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que l'importance des dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains, ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions ou modifications prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité, les marches dégradées prévisibles, de manière d'autant plus approfondie que les risques et les dangers sont importants. Elle conduit l'exploitant des installations à identifier et hiérarchiser les points critiques en termes de sécurité, en référence aux bonnes pratiques, ainsi qu'au retour d'expérience de toute nature.

Conformément aux articles L515-26 et R515-51, obligation est faite aux exploitants de réactualiser cette étude à chaque modification notable des installations, ou, à minima tous les 5 ans, en tenant compte du retour d'expérience et des avancées techniques, afin d'avoir une approche dynamique de la gestion du risque.

L'étude de dangers a été réalisée par la société PRR, ancien exploitant du site. Cette étude a été mise à jour par la société WAGRAM TERMINAL suite au rachat du site. Cette étude fera l'objet d'une mise à jour quinquennale.

IV.2.2 - Méthodologie

La **méthodologie** appliquée pour l'élaboration de l'étude des dangers répond aux exigences des derniers textes réglementaires. Elle prend en compte la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux PPRT dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.

L'étude de dangers présente les probabilités des phénomènes dangereux, les hypothèses relatives à l'évaluation de leurs effets et de leur cinétique.

Des arbres de défaillance génériques ont été réalisés pour les phénomènes dangereux.

Pour la modélisation des phénomènes dangereux les logiciels suivants ont été utilisés :

- feux de bacs, feux de cuvettes, feux de nappe : utilisation de la feuille de calcul de la circulaire du 23 juillet 2007 ;
- boil-over couche mince : utilisation des formules de l'annexe technique de la circulaire du 23 juillet 2007 et de sa feuille de calcul ;
- pressurisation des bacs : utilisation du modèle de calcul décrit dans la circulaire du 23 décembre 2008 ;
- explosion de bac : utilisation des formules de calcul de la circulaire du 31 janvier 2007 ;
- UVCE et flash-fire débordement de bac et cuvette : utilisation des abaques de la circulaire du 23 juillet 2007.

Toutes les circulaires précitées ont été reprises dans la circulaire du 10 mai 2010.

IV.2.3 - Description des phénomènes dangereux

D'une manière générale, trois types d'effets, thermiques, de surpression et toxiques, caractéristiques des phénomènes dangereux, sont susceptibles d'être générés sur un site industriel. Les seuils de ces effets sont fixés par un arrêté ministériel en date du 29 septembre 2005. Aucun risque d'effet toxique n'a été évalué sur le site de WAGRAM TERMINAL.

Les effets produits par les phénomènes dangereux susceptibles de survenir sur le site sont les suivants :

- **Les effets thermiques** qui sont liés à la combustion plus ou moins rapide d'une substance inflammable ou combustible. Ils provoquent des brûlures internes ou externes, partielles ou totales des personnes exposées.

On distingue :

- les phénomènes thermiques continus (durée supérieure à 2 min) pour lesquels on considère la densité de flux thermique qui s'exprime en kW/m^2 . C'est le cas des phénomènes dits « stationnaires » tels que feux de nappe, incendies de stockage, feux torches et feux de solide.
- les phénomènes thermiques transitoires (durée inférieure à 2 min) pour lesquels on considère plutôt la dose thermique absorbée qui s'exprime en $[(\text{kW/m}^2)^{4/3}]\cdot\text{s}$. C'est le cas des phénomènes tels que Flash-Fire (ou feu de nuage), UVCE, BLEVE⁵, Boil-Over⁶ et pressurisation lente de bacs.

Il existe 3 niveaux d'effets délimités par les seuils suivants :

Effets sur les personnes	Flux thermique (kW/m^2)	Dose thermique $[(\text{kW/m}^2)^{4/3}]\cdot\text{s}$
Seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine (SEI)	3	600
Seuil des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers graves pour la vie humaine (SEL)	5	1 000
Seuil des premiers effets létaux significatifs correspondant à la zone des dangers très graves pour la vie humaine (SELS)	8	1 800

Tableau 2 - Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets thermiques sur l'homme

- **Les effets de surpression** qui résultent d'une onde de pression (déflagration ou détonation en fonction de la vitesse de propagation de l'onde de pression), provoquée par une explosion.

Celle-ci peut être provoquée par la mise en œuvre accidentelle ou non d'un explosif, une réaction chimique incontrôlée, une combustion violente (combustion d'un nuage de gaz ou d'un nuage de poussières), une décompression brutale d'un gaz sous pression (éclatement d'un réservoir d'air comprimé par exemple). Les effets de surpression peuvent provoquer des lésions plus ou moins importantes aux tympanes, aux poumons, la projection de personnes à terre ou sur un obstacle, l'effondrement des structures sur les personnes, des blessures indirectes... Les seuils d'effets réglementaires sont :

Effets sur les personnes	Onde de pression (mbar)
Seuil des effets indirects correspondant à la zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme	20
Seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine (SEI)	50
Seuil des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers graves pour la vie humaine (SEL)	140
Seuil des premiers effets létaux significatifs correspondant à la zone des dangers très graves pour la vie humaine (SELS)	200

Tableau 3 - Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets de surpression sur l'homme

Probabilité :

La probabilité ou fréquence d'apparition des phénomènes dangereux est évaluée pour les types d'accidents susceptibles d'être générés par les activités de l'établissement, à partir des probabilités d'occurrence des événements initiateurs et des taux de défaillance des barrières retenues.

5 - **BLEVE (Boiling Liquid Expanding Vapour Explosion)** ou vaporisation explosive d'un liquide porté à ébullition est un phénomène accidentel qui se produit lorsqu'un réservoir contenant un gaz inflammable est porté à haute température. La partie liquide entre en ébullition, puis se vaporise instantanément en faisant exploser le réservoir qui le contient. Le gaz libéré s'enflamme créant une énorme boule de feu. **Ce PPRT n'est pas concerné par ce type d'effet.**

6 - **Boil-Over ou Boilover** : phénomène qui intervient lorsque de l'eau contenue dans un bac d'hydrocarbure en partie basse se vaporise sous l'effet de la chaleur. Il s'agit d'une projection de la masse d'hydrocarbure contenue dans le récipient sous forme de boule de feu. **Ce PPRT est concerné par ce type d'effet pour le stockage de gasoil, boil over en couche mince.**

Ces phénomènes dangereux et accidents potentiels sont rangés sur une échelle de probabilité comportant 5 classes allant de A pour un événement courant à E pour un événement extrêmement rare ou de manière quantitative de 10^{-2} (ou supérieur) à 10^{-5} (ou inférieur) par an.

Type d'appréciation	Classe de probabilité				
	E	D	C	B	A
Qualitative (les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants)	« Évènement possible mais extrêmement peu probable » : n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années -installations.	« Évènement très improbable » : s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.	« Évènement improbable » : un évènement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité.	« Évènement probable » : s'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation.	« Évènement courant » : s'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installation malgré d'éventuelles mesures correctives.
Semi-quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 du présent arrêté.				
Quantitative (par unité et par an)	<div>10⁻⁵</div> <div>10⁻⁴</div> <div>10⁻³</div> <div>10⁻²</div>				

Tableau 4: Échelle de probabilité à cinq classes

La probabilité est évaluée pour les types d'accidents susceptibles d'être générés par l'établissement.

Une démarche semi-quantitative par barrière de type LOPA (Layer Of Protection Analysis) a été utilisée.

Cinétique :

Les phénomènes dangereux sont majoritairement à cinétique rapide. Toutefois les phénomènes dangereux suivants sont à cinétique lente :

- UVCE et flash-fire par évaporation de nappe suite au débordement de sous cuvette.
- UVCE et flash-fire suite à un débordement de bac et à un débordement de sous cuvette.

En effet, le temps de débordement de la sous cuvette 460-463 est estimé à 17 heures et celui de la sous cuvette est estimé à 24 heures.

La cinétique de déroulement d'un accident est qualifiée de lente si elle permet la mise en œuvre de mesures de secours suffisantes avant l'atteinte des personnes exposées par les effets de l'accident.

IV.3 - Les phénomènes dangereux retenus pour définir le périmètre d'étude

L'étude de dangers fournit les phénomènes dangereux pour délimiter le périmètre d'étude. Les phénomènes dangereux, dont les effets ne sortent pas du site ou ne contribuent pas à des effets dominos hors site, ne sont pas retenus dans le périmètre d'étude.

Les probabilités des phénomènes dangereux dont les effets sortent du site, font l'objet d'un examen approfondi. En particulier, certains phénomènes dont la probabilité est très faible (classe E) peuvent éventuellement être exclus du PPRT, sous réserve de respecter les conditions décrites dans les circulaires spécifiques du ministère en charge de la prévention des risques et plus particulièrement celle du 3 octobre 2005 :

« Les phénomènes dangereux dont la classe de probabilité est E, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à Autorisation, sont exclus du PPRT à la condition que:

- cette classe de probabilité repose sur une mesure de sécurité passive vis-à-vis de chaque scénario identifié,
- ou cette classe de probabilité repose sur au moins deux mesures techniques de sécurité pour chaque scénario identifié, et qu'elle soit maintenue en cas de défaillance d'une mesure de sécurité technique ou organisationnelle, en place ou prescrite ».

Pour le dépôt, exploité par la société WAGRAM TERMINAL, aucune exclusion n'a été retenue sur la base de ces dispositions.

Les principaux phénomènes dangereux retenus pour le dépôt pétrolier sont :

- les UVCE / flash-fire : explosion d'un nuage / feu éclair provoqués par la dispersion d'un nuage de gaz suivie d'une explosion au niveau des piquages des stockages fixes ou au niveau des tuyauteries. Ces phénomènes dangereux génèrent des effets thermiques liés à l'allumage du nuage de gaz en contact avec un point chaud et des effets de surpression,
- les boil over couche mince générant des effets thermiques,
- les feux de bacs, feux de cuvettes, feux de nappe,
- les explosions de bacs.

Au total, 72 phénomènes dangereux qui ont des effets à l'extérieur du site sont retenus pour la carte d'aléas (voir annexe).

IV.4 - Le périmètre d'étude et le périmètre d'exposition aux risques

Le périmètre d'étude et le périmètre d'exposition aux risques.

Le périmètre d'étude est défini par l'arrêté de prescription du PPRT et correspond à l'enveloppe dans laquelle ont été étudiés les aléas. Ce périmètre correspond plus précisément aux limites définies par la courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux retenus et contient le futur périmètre d'exposition aux risques. Il est représenté sur la figure 3 ci-après.

Le périmètre d'exposition aux risques correspond au **périmètre réglementé par le PPRT approuvé** par arrêté préfectoral, qu'il fasse l'objet d'une réglementation ou de seules recommandations.

Le périmètre d'étude et le périmètre d'exposition aux risques sont identiques pour ce PPRT.

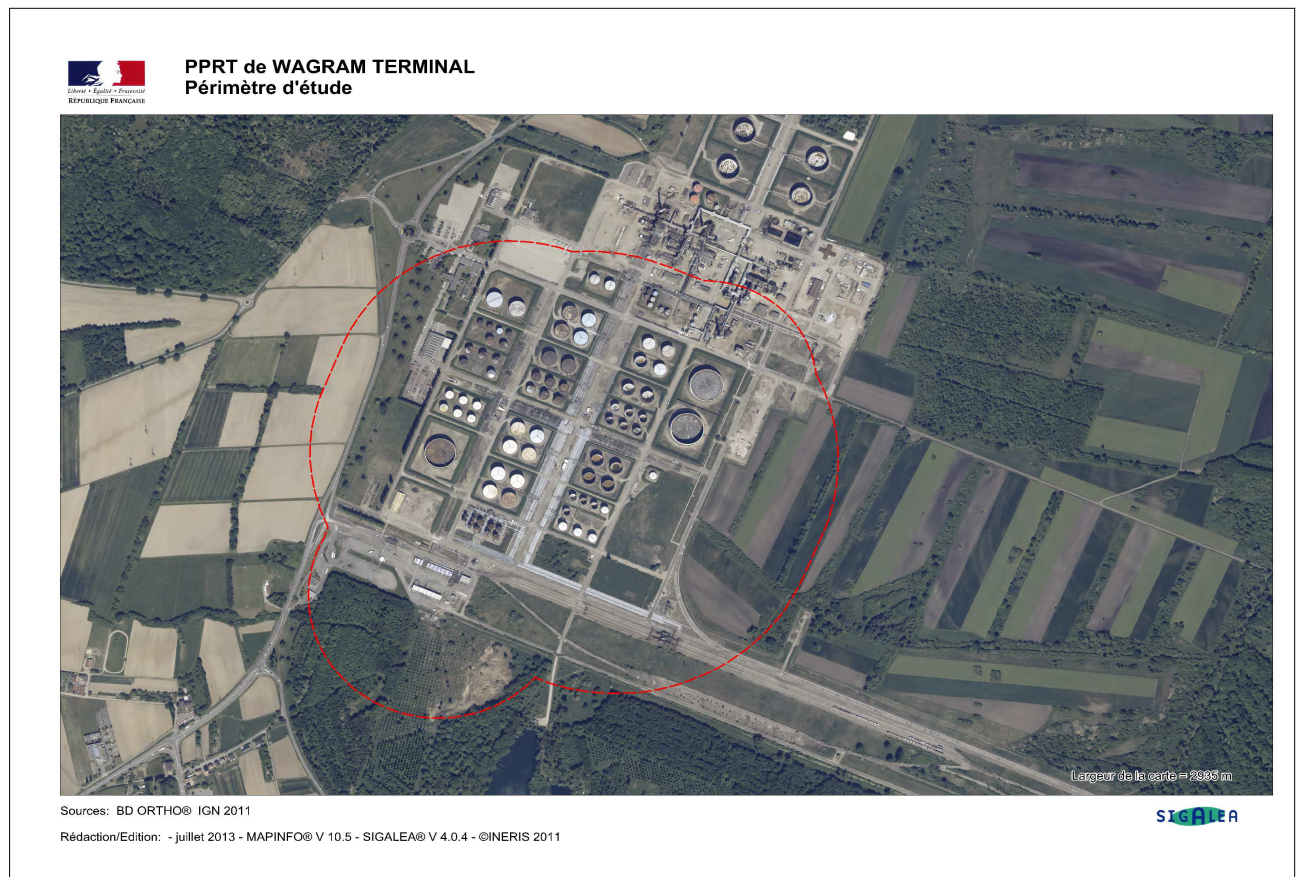


Figure 3: Périmètre d'étude du PPRT de WAGRAM TERMINAL

V - DÉMARCHE D'ÉLABORATION DU PPRT

La démarche d'élaboration du PPRT consiste, dans un calendrier maîtrisé, à :

- réaliser des études techniques ;
- définir la stratégie de prévention des risques sur le territoire ;
- préparer le projet de PPRT à mettre à l'enquête publique ;
- mener la procédure administrative prévue par les textes jusqu'à son approbation.

La figure 4 présente un logigramme synthétique de la démarche et de la procédure administrative d'élaboration d'un PPRT. L'élaboration d'un PPRT se déroule en 2 séquences successives (une séquence d'étude technique et une séquence d'élaboration du projet de PPRT) articulées autour d'une phase de stratégie. Le contenu des différentes séquences est détaillé dans les parties suivantes.

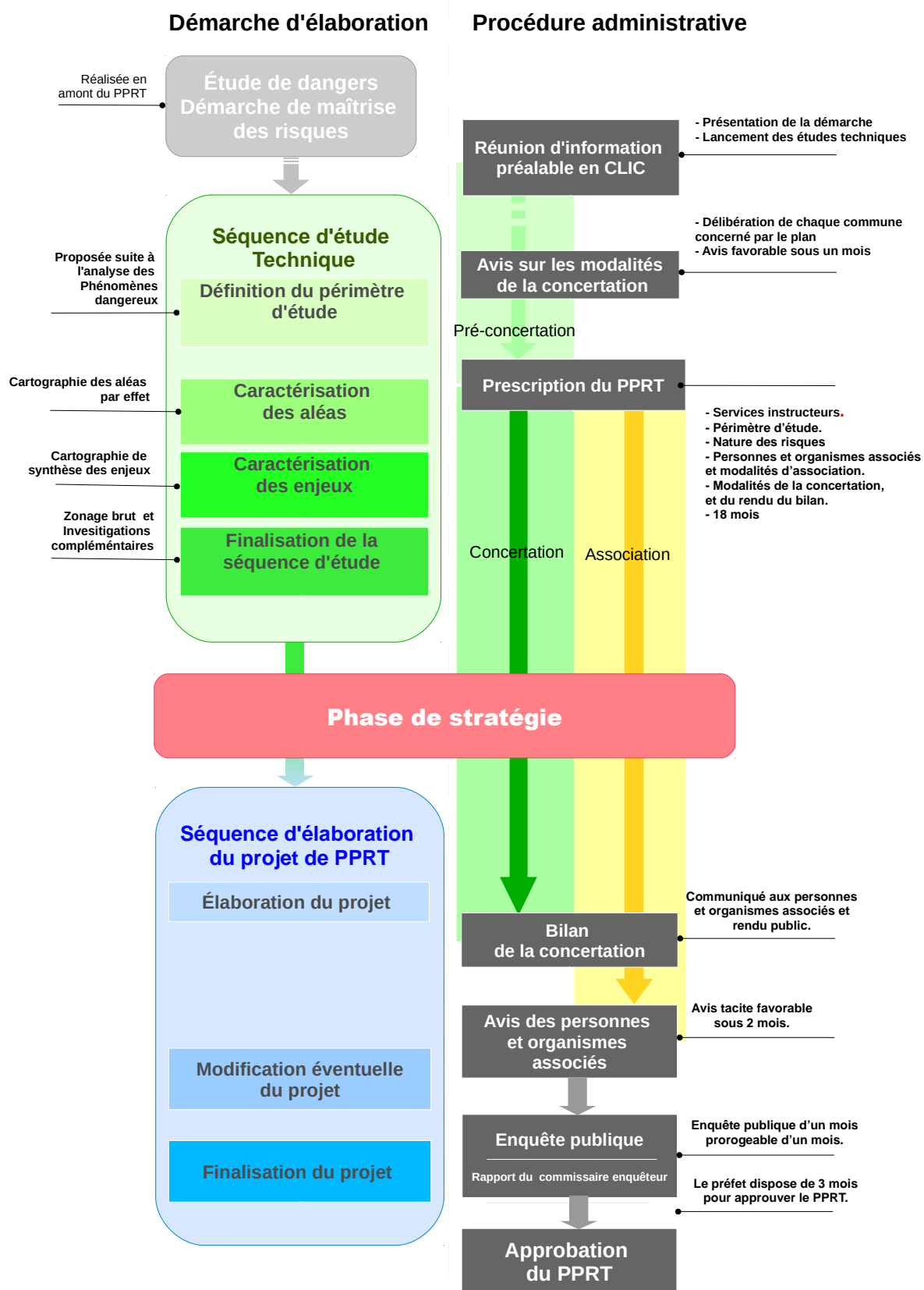


Figure 4: Coordination entre démarche d'élaboration et procédure administrative du PPRT

VI - LES ÉTUDES TECHNIQUES

VI.1 - Le mode de qualification de l'aléa

L'aléa technologique est une composante du risque industriel. Il désigne la probabilité qu'un phénomène dangereux produise, en un point donné du territoire, des effets d'une intensité physique définie.

VI.1.1 - Identification du niveau d'aléa

La détermination des aléas, faite à partir de l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, est effectuée par l'inspection des installations classées (DREAL) qui sélectionne dans un premier temps les phénomènes dangereux retenus pour le PPRT.

L'identification d'un niveau d'aléa consiste à attribuer, en chaque point inclus dans le périmètre d'exposition aux risques, un des 7 niveaux d'aléas définis ci-après pour chaque type d'effet, à partir du niveau d'intensité des effets attendus en ce point et du cumul des probabilités d'occurrence.

Les 7 niveaux d'aléas sont ainsi définis :

- Très Fort plus (TF+)
- Très Fort (TF)
- Fort plus (F+)
- Fort (F)
- Moyen plus (M+)
- Moyen (M)
- Faible (Fai)

Les classes de probabilités sont celles reprises dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique ou surpression sur les personnes, en un point donné	Très grave			Grave			Significatif			Indirect
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	Tous
Niveau d'aléa	TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai			

Tableau 5 - Définition des niveaux d'aléa

Ainsi, l'attribution d'un niveau d'aléa Très Fort plus (TF+) à un point donné du périmètre d'exposition aux risques signifie que ce point est soumis potentiellement à un effet dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées très graves et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux conduisant à cet effet et à ce niveau d'intensité est strictement supérieur à D (événement très improbable).

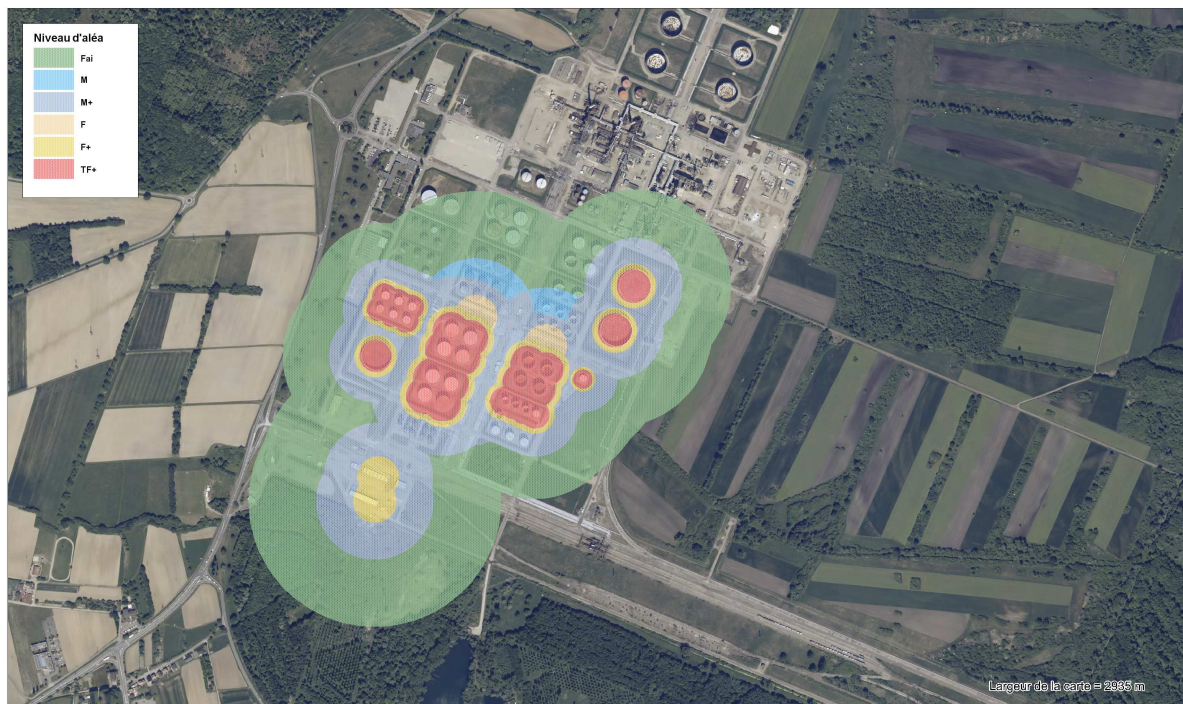
VI.1.2 - Cartographie des aléas

Le travail réalisé à partir de l'étude de dangers a permis à l'inspection des installations classées d'établir la liste des phénomènes dangereux retenus pour la réalisation de la cartographie. À partir de ces données, les cartographies des aléas mises en forme avec le logiciel SIGALEA (mis au point par l'INERIS) font apparaître un zonage construit par nature d'effet en fonction de son intensité et de la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné.

La figure 6 présente les différents niveaux d'aléas en tout point du périmètre d'exposition aux risques, engendrés par des **effets thermiques**.

La figure 5 présente les différents niveaux d'aléas en tout point du périmètre d'exposition aux risques, engendrés par des **effets de surpression**.

La figure 7 présente les différents niveaux d'aléas en tout point du périmètre d'exposition aux risques, engendrés par **tous les types d'effets confondus**. Lorsqu'un point est potentiellement affecté par plusieurs niveaux d'aléas, le niveau d'aléa le plus élevé est retenu.

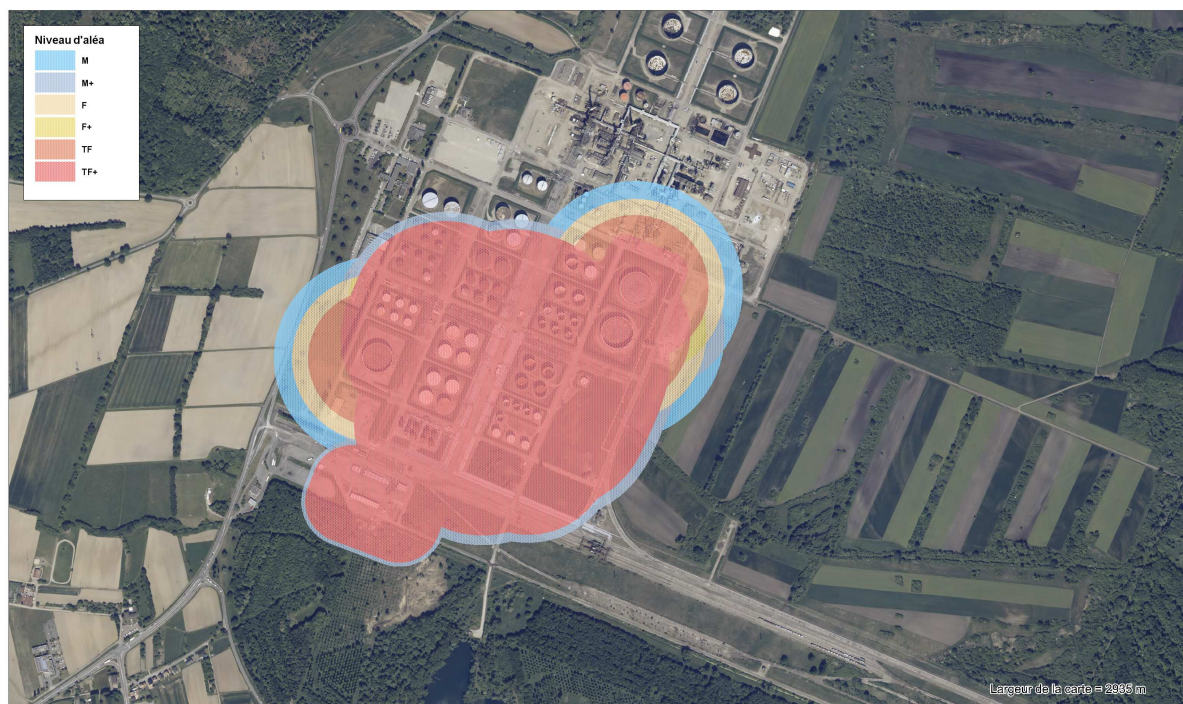


Sources: BD ORTHO® IGN 2011

Rédaction/Édition: - juillet 2013 - MAPINFO® V 10.5 - SIGALEA® V 4.0.4 - ©INERIS 2011

SIGALEA

Figure 5 : Carte d'aléas des effets de surpression



Sources: BD ORTHO® IGN 2011

Rédaction/Édition: - juillet 2013 - MAPINFO® V 10.5 - SIGALEA® V 4.0.4 - ©INERIS 2011

SIGALEA

Figure 6: Carte d'aléas des effets thermiques

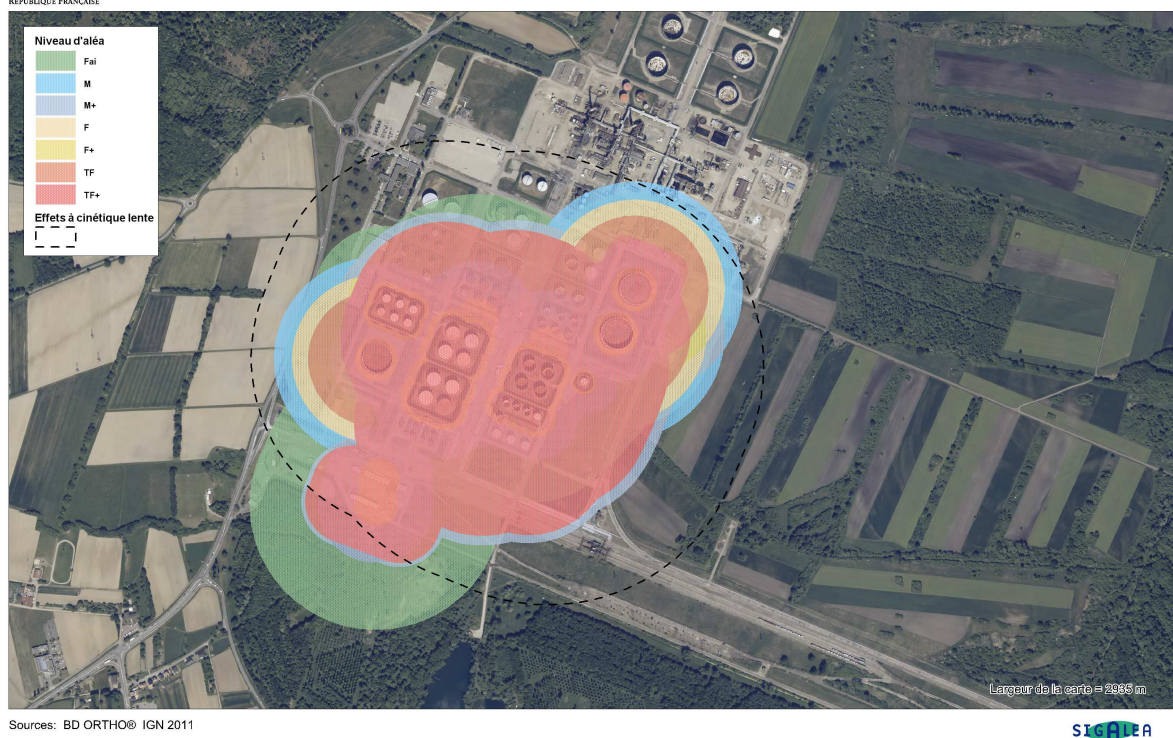


Figure 7 : Carte d'aléas tous types d'effets confondus

VI.2 - La caractérisation des enjeux

Les **enjeux** sont les personnes, les biens, les activités, éléments du patrimoine culturel et environnemental, menacés par un aléa ou susceptibles d'être affectés ou endommagés par celui-ci. Ils sont liés à l'occupation du territoire et à son fonctionnement.

La **vulnérabilité** est la sensibilité plus ou moins forte d'un enjeu à un aléa donné.

Les études relatives aux enjeux et à la vulnérabilité ont été menées par la Direction Départementale des Territoires (DDT).

Cette analyse des enjeux identifie les éléments d'occupation du sol qui feront potentiellement l'objet d'une réglementation.

Les données ont tout d'abord été rassemblées dans les bases de données existantes, vérifiées sur le terrain et complétées notamment par les personnes associées.

VI.2.1 - Les enjeux incontournables

a - L'urbanisation existante

La société WAGRAM TERMINAL est implantée en zone UX, aussi bien dans le plan d'occupation des sols (POS) de la commune de Reichstett que dans le plan local d'urbanisme (PLU) de Vendenheim. Les zones UX sont destinées principalement aux activités commerciales, industrielles, artisanales, de services et de restauration ou d'hôtellerie.

Le périmètre d'étude du PPRT couvre également des zones naturelles à préserver (NC et ND) du POS de Reichstett.

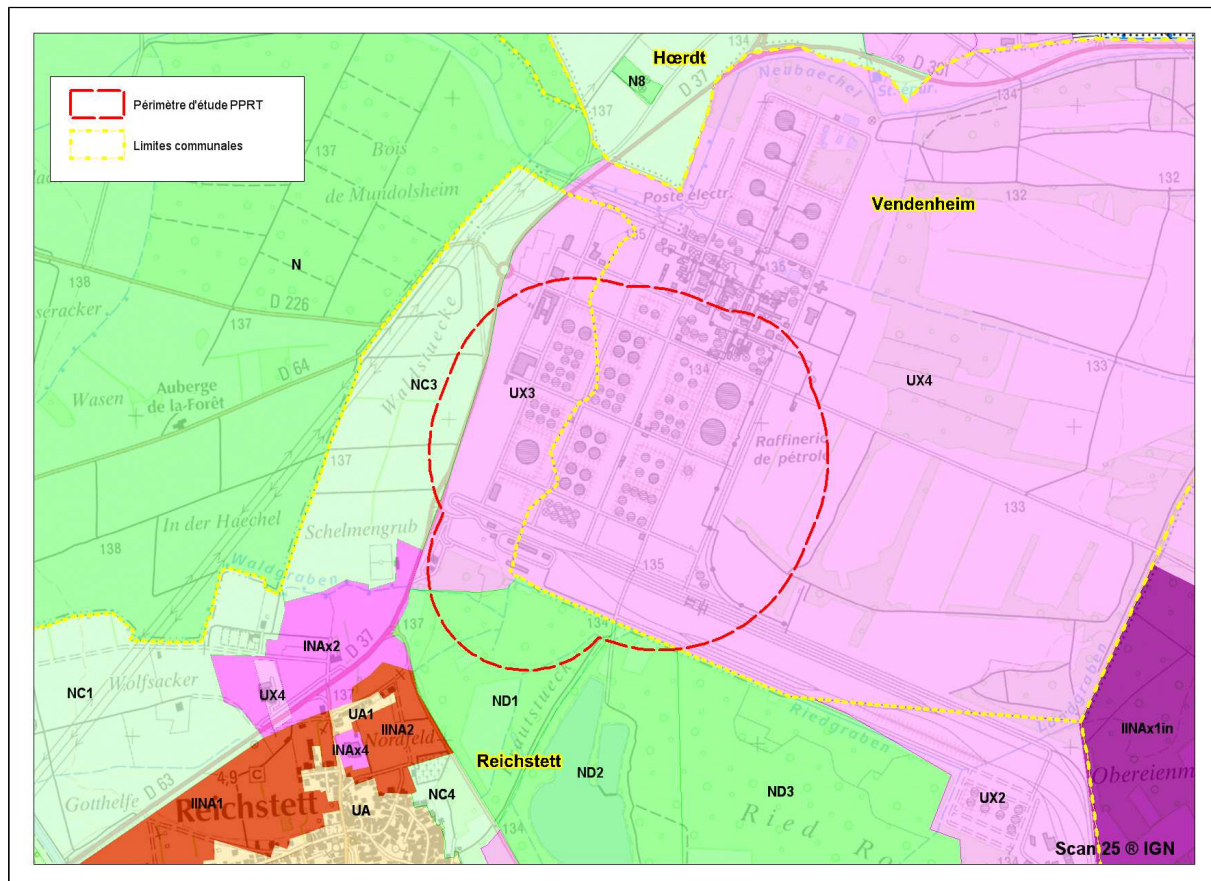


Figure 8: Zonages POS/PLU actuels

La figure 9 ci-après présente les différents types de constructions existant sur le secteur étudié.

Aucune habitation ne se situe dans le périmètre d'étude. Les habitations les plus proches du site sont localisées sur la commune de Reichstett à 550 m au Sud du dépôt.

Un bâtiment faisant office de « club-house » d'une association de football se situe au Sud-Ouest du site à environ 350 mètres des premières installations ; cependant il est en dehors du périmètre d'étude.

L'activité économique :

Dans le périmètre d'étude, sont concernées par les zones d'aléas :

- les installations de WAGRAM TERMINAL ;
- les installations de PRR actuellement gérées par le liquidateur ;
- une station-service ;
- des terres à vocation agricole.

c - Les infrastructures de transports

Axes routiers

Plusieurs routes départementales passent à proximité du site :

- ◆ la RD37 à l'Ouest qui est un axe de desserte et de transit important avec 13 000 véhicules/jour. Elle relie Reichstett et Hoerd et permet l'accès direct à l'A35 au Nord et l'accès à l'A4 au Sud via la RD63 ;
- ◆ la RD63 au Sud du site permettant l'accès à l'A4 ;
- ◆ un giratoire au Nord-Ouest du site permet l'échange des trafics routiers des RD37, RD64 et RD226.

Seule la RD37 se situe en partie dans le périmètre d'étude en zone d'aléa M (aléa thermique de niveau M et aléa de surpression de niveau Fai).

Voies ferrées

La voie ferrée, support de la ligne Strasbourg-Lauterbourg, passe à 2 km à l'Est du site. Cette ligne, utilisée pour le trafic de voyageurs et le trafic de marchandises, n'est pas concernée par ce PPRT.

Des embranchements à la voie ferrée Strasbourg-Lauterbourg viennent desservir les installations de BUTAGAZ et WAGRAM TERMINAL et seules ces voies sont en partie situées dans le périmètre d'étude du PPRT.

Aménagements cyclables

Aucun itinéraire cyclable n'est identifié dans le périmètre d'étude. Néanmoins, les divers chemins et routes pouvant servir à la circulation des piétons et cyclistes, devront faire l'objet d'indication du danger encouru.

Transport collectif

Aucune ligne de bus du Conseil Général du Bas-Rhin n'emprunte les routes à proximité du site.

Aucun autre type de transport collectif ne passe dans le périmètre étudié.

d - Les espaces publics ouverts

Dans le périmètre d'étude, il n'existe pas d'espaces publics ouverts à usage permanent (tels que stades, parcs urbains, etc.) ou à usage occasionnel (tels que marchés hebdomadaires, manifestations ponctuelles, etc.) et susceptibles de rassembler un nombre important de personnes.

On recense néanmoins quelques champs agricoles exploités à l'Ouest et à l'Est de la zone ainsi que des activités de chasse potentielles.

Il est à noter par ailleurs, la présence d'un terrain de football, à l'Ouest du site **hors du périmètre d'étude**, où sont organisés des entraînements et des compétitions chaque semaine.

e - Les ouvrages et équipements d'intérêt général

Aucune installation du type antenne de téléphonie mobile, centrale électrique, captage d'eau, etc... n'est implantée dans le périmètre d'étude.

On relève toutefois, la présence de canalisations d'hydrocarbures en lien direct avec l'activité du site.

VI.2.2 - Les enjeux complémentaires

Les informations complémentaires apportent des éclairages sur les aspects « population » et « emplois » du PPRT.

a - Estimation globale de la population résidente

Aucune personne n'habite dans le périmètre d'étude.

b - Estimation globale des emplois

Le site de WAGRAM TERMINAL fonctionne normalement avec 3 personnes présentes au minimum. L'effectif total pour les opérations d'exploitation sera à terme d'environ 8 personnes.

VI.2.3 - Les éléments connexes disponibles

a - Historique de l'urbanisation

Aucun développement récent de zones d'habitat ou d'activités n'a été réalisé à proximité directe du site.

b - Les projets de développement du secteur

Les terrains restants de l'ancienne Raffinerie de Reichstett (cf. délimitation sur la figure 2 page 14), actuellement en phase de démantèlement doivent préalablement être dépollués. La Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) envisage éventuellement de réhabiliter la zone en vue d'accueillir d'autres activités.

c - Les enjeux patrimoniaux et environnementaux

Il y a lieu d'assurer une cohérence entre les différentes réglementations pouvant affecter le périmètre d'étude.

➤ du point de vue patrimonial :

Les communes de Reichstett et de Vendenheim sont concernées par plusieurs bâtiments inscrits à l'inventaire des monuments historiques.

Toutefois, les périmètres de protection ne concernent pas le site industriel de WAGRAM TERMINAL.

➤ du point de vue environnemental :

Aucune zone de protection spécifique n'est à signaler dans le site ou le périmètre d'étude du PPRT.

Au Sud du périmètre d'étude, il est à noter la présence d'une réserve naturelle régionale d'une superficie d'environ 18 hectares « les ballastières de la CRR de Reichstett », instaurée par arrêté préfectoral du 13 avril 1994. **Cette réserve n'est ni impactée par les risques technologiques éventuels, ni remise en cause par le présent PPRT.**

Le périmètre d'étude est bordé au Nord par la zone réglementée du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la Zorn et du Landgraben approuvé par arrêté préfectoral du 26 août 2010.

Par ailleurs, un PPRI a été prescrit le 17 janvier 2011 sur la CUS dont font partie les communes de Reichstett et Vendenheim, pour les risques de débordement de l'Ill et de la Bruche ainsi que pour les remontées de nappes.

VI.3 - Finalisation de la séquence d'étude

Cette phase a pour objectif de clore la séquence d'étude technique et d'apporter les éléments nécessaires au bon déroulement de la phase de stratégie.

VI.3.1 - Superposition des aléas et des enjeux

La **superposition des enjeux et des aléas** permet d'avoir une perception de l'impact global des aléas sur le territoire et constitue le fondement technique de la démarche de finalisation des études nécessaires à l'élaboration du PPRT.

La figure 10 présente la synthèse des principaux enjeux à prendre en considération à savoir :

- la RD 37 située en zone d'aléas Moyen (M) ;
- la station-service en zone d'aléas Faible (Fai) ;
- les bâtiments, installations et terrains gérés par le liquidateur de l'ancienne raffinerie ;
- les terrains agricoles situés dans diverses zones d'aléas.

Par ailleurs, cette synthèse permet de :

- ➔ de définir un **zonage brut**, résultant de la traduction du tableau de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation ;
- ➔ d'identifier, si nécessaire, des investigations complémentaires dont l'objectif est d'apporter des éléments permettant de mieux adapter la réponse réglementaire du PPRT, en gardant à l'esprit qu'il s'agit de protéger les personnes et non les biens.

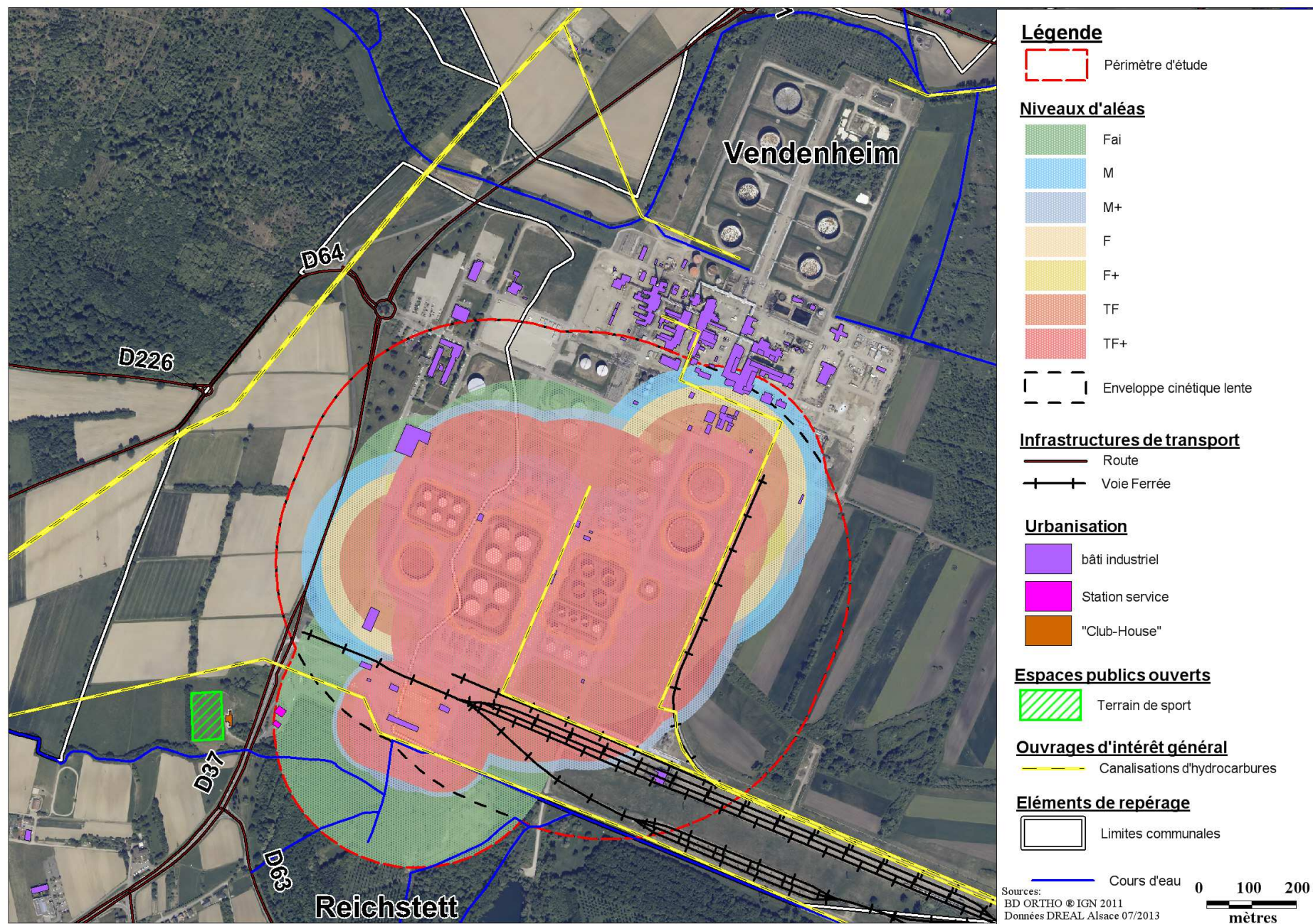


Figure 10: Superposition Enjeux- Aléas

VI.3.2 - Réalisation du zonage brut

Le zonage brut est établi à partir des aléas, avec la prise en compte de l'ensemble des types d'effets.

Il est conçu sur la base des principes de zonage de maîtrise de l'urbanisation future et permet d'avoir un premier aperçu du futur zonage réglementaire. Ce dernier n'est obtenu qu'à l'issue de la phase « stratégie du PPRT » (décision collégiale de mise en œuvre), pendant laquelle les grands principes sont adaptés au niveau local.

Le tableau 6 ci-après établit la correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation à appliquer. Il est extrait du Guide Méthodologique « Plan de Prévention des Risques Technologiques » de décembre 2005 réalisé par le Ministère de l'Écologie du Développement et de l'Aménagement Durable.

Les principales règles fixées dans ce tableau en matière d'urbanisme, de construction, d'usages et de mesures foncières doivent être vues comme des minimas :

- les zones ayant les niveaux d'aléas les plus forts TF+ à F correspondent à des zones dont le principe de maîtrise de l'urbanisation future à appliquer est l'interdiction (zones rouge foncé R et clair r) ;
- les zones ayant les niveaux d'aléas les moins forts M+ à Fai correspondent à des zones dont le principe de maîtrise de l'urbanisation future à appliquer est l'autorisation sous conditions (zones bleu foncé B et bleu clair b).

La figure 11 présente le plan de zonage brut en application direct de ces principes réglementaires.

La figure 12 présente le plan de zonage brut qui prend en compte une zone particulière dénommée « Zone Grise » **G**, pour laquelle une réglementation spécifique est appliquée. Cette zone correspond à la zone foncière du site concernée par un aléa et dont l'exploitant a la maîtrise (contrôle des personnes présentes). Elle est délimitée au maximum par l'emprise foncière du site et ne peut pas être extérieure au périmètre d'exposition aux risques.

C'est une zone spécifique d'interdiction stricte réservée aux activités ou usages liés aux activités des exploitants à l'origine du risque technologique.

Ainsi, le plan de zonage brut présente au total 22 zones d'aléas différents (cf. le tableau 8 qui identifie les aléas dans chaque zone) :

- 1 zone grise **G**
- 9 zones rouge foncé : **R1, R1+L, R2+L, R3+L, R4, R4+L, R5+L, R6+L et R7+L**
- 1 zone rouge clair : **r+L**
- 4 zones bleu foncé : **B1, B1+L, B2 et B3**
- 6 zones bleu clair : **b1, b1+L, b2, b2+L, b3 et b3+L**
- 1 zone de cinétique lente uniquement : **L**

NOTA : l'indication « +L » signifie que la zone est impactée par des effets de cinétique lente en plus des effets thermiques ou de suppression de cinétique rapide.

		Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique ou surpression sur les personnes, en un point donné	Très grave			Grave			Significatif			Indirect par bris de vitre (uniquement effet de surpression)	
		Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	<D
		Niveau d'aléa	TF+	TF	F+	F	M+			M	Fai		
Réglementation future	Mesures relatives à l'urbanisme	Effet toxique et thermique	(R) Principe d'interdiction stricte			(r) Principe d'interdiction avec quelques aménagements	(B) Quelques constructions possibles sous réserve de remplir une des deux conditions suivantes : - aménagement de constructions existantes non destinées à accueillir de nouvelles populations - constructions, en faible densité, des dents creuses		(b) Constructions possibles sous conditions. Prescriptions obligatoires pour ERP et industries. Pas d'ERP difficilement évacuable.		Sans objet		
		Effet de surpression	(R) Principe d'interdiction stricte				(B) Ces constructions feront l'objet de prescriptions adaptées à l'aléa		(b) Idem aléa M pour effet toxique et thermique				
	Mesures physiques sur le bâti	Effet toxique et thermique	Aucune construction neuve n'est autorisée (sauf pour les rares exceptions évoquées dans les paragraphes précédents) Pas de prescriptions techniques.			Prescriptions obligatoires pour les activités industrielles autorisées	Prescriptions obligatoires		Recommandations				
		Effet de surpression					Prescriptions obligatoires		Prescriptions obligatoires				

Réglementation sur l'existant	Mesures foncières	Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur d'expropriation possible	D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités	Selon contexte local (association)	Non proposé								
		Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur de délaissement possible	Secteur d'expropriation possible (délaissement automatique une fois la DUP prise)	D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités	Selon contexte local (association)	Non proposé							
	Mesures physiques sur le bâti existant vulnérable	Effet toxique et thermique	Mesures obligatoires (prescriptions), même si ces mesures ne permettent de faire face qu'à un aléa moins important. Aucune prescription au sein d'un secteur d'expropriation possible.			Mesures obligatoires (voir prescriptions techniques pour cette zone)					Recommandations		
		Effet de surpression	Mesures obligatoires (prescriptions) même si cette mesure ne permet de faire face qu'à un aléa moins important. Aucune prescription au sein d'un secteur d'expropriation possible			Mesures obligatoires (voir prescriptions techniques pour cette zone)					Prescriptions* / Recommandations		

Tableau 6: Correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation

* En référence à la note de doctrine du ministère 22 décembre 2008 intitulée « Eléments de précision sur les stratégies de réduction de la vulnérabilité du bâti dans l'élaboration des PPRT »

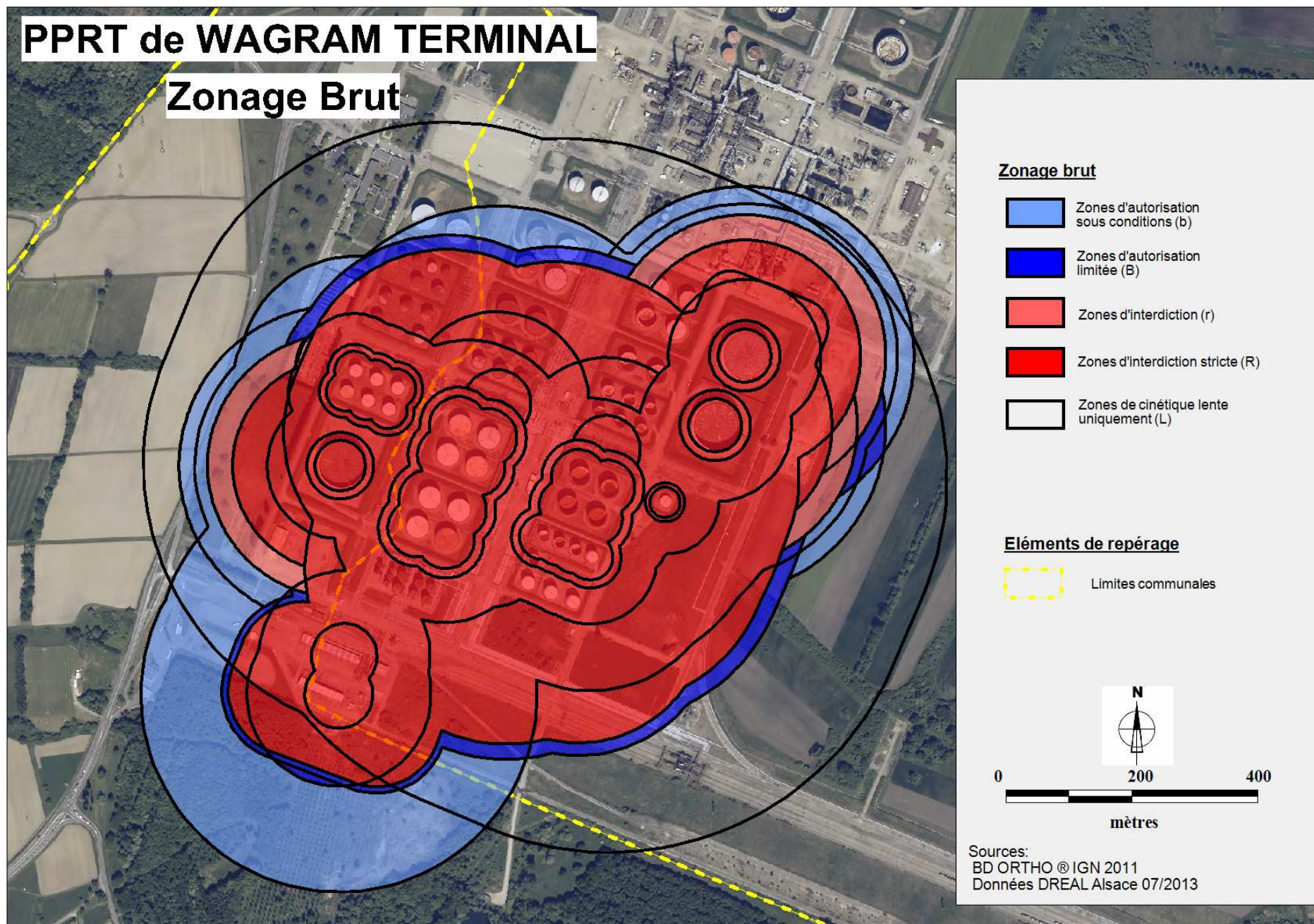


Figure 11: Zonage brut en application du tableau 6

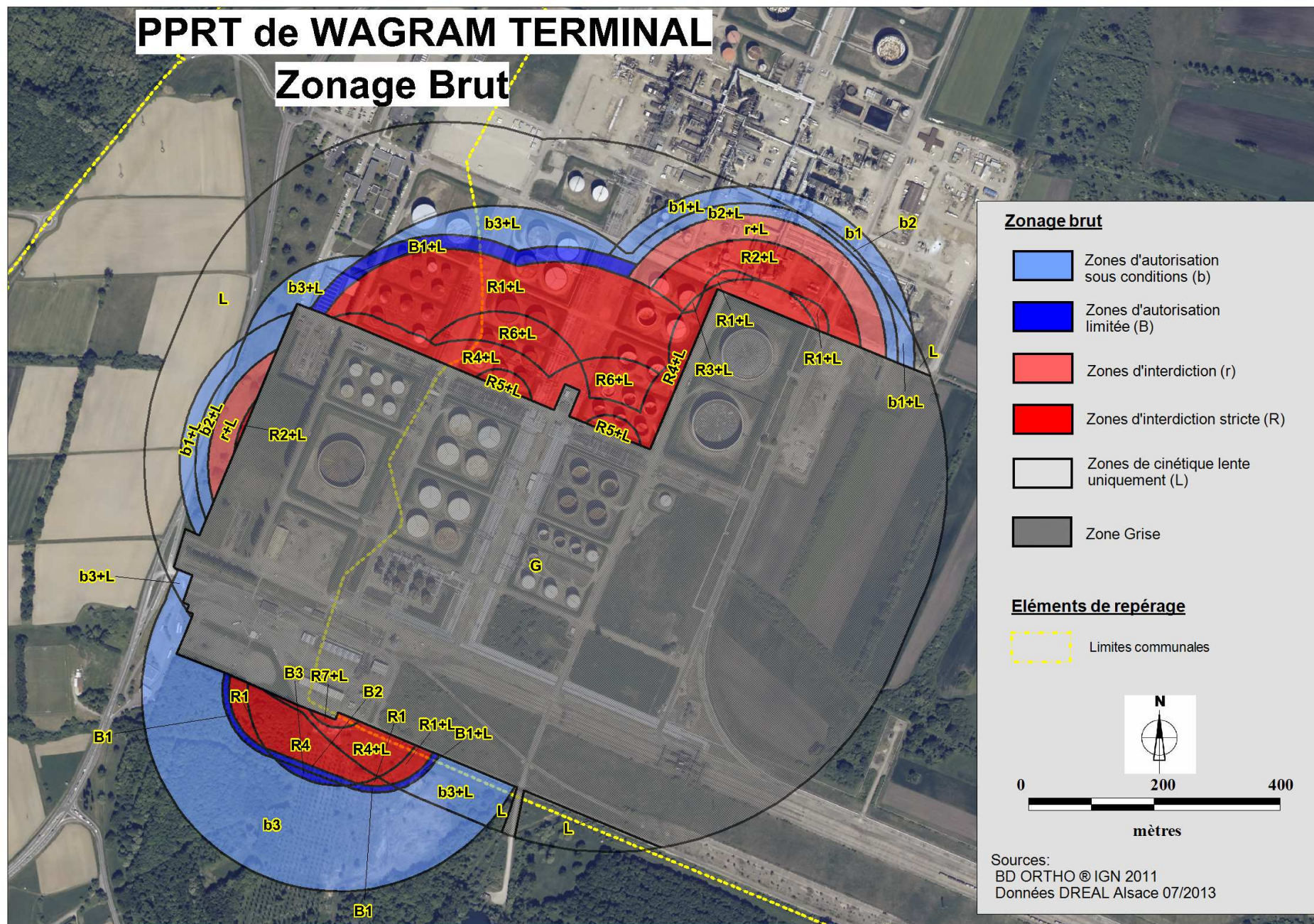


Figure 12: Plan de zonage brut

VI.3.3 - Les investigations complémentaires

Ces investigations complémentaires dans un PPRT ne se font que pour les enjeux existants au travers :

- d'une approche de la vulnérabilité du bâti qui doit être analysée de façon séparée vis-à-vis de chacun des types d'effets ;
- d'une démarche d'estimation de la valeur des biens immobiliers inscrits dans des secteurs potentiels d'expropriation ou de délaissement possible.

a - L'approche de la vulnérabilité du bâti

Seuls des cuves, installations et bâtiments d'activités de l'ancienne raffinerie se situent dans les zones d'aléas F à TF+.

Comme le souligne le guide méthodologique des PPRT, aucune investigation complémentaire n'est nécessaire en zone d'aléa Fai. Il s'agit de la zone la plus éloignée de la source du risque où seront appliquées des mesures techniques de réduction de la vulnérabilité à caractère générique.

Aucune étude de vulnérabilité du bâti n'a été effectuée pour ce PPRT.

b - L'estimation foncière des biens

Aucune estimation foncière n'a été établie pour le PPRT de WAGRAM TERMINAL, car aucun secteur potentiel d'expropriation ou de délaissement n'a été identifié.

VII - LA PHASE DE STRATÉGIE DU PPRT

Cette phase est essentielle pour l'élaboration du PPRT. Elle vise, en synergie avec les personnes et organismes associés, à choisir les principales orientations du plan d'urbanisation.

L'étape de stratégie du PPRT est l'articulation entre la séquence d'étude et la séquence d'élaboration du PPRT.

Cette étape doit permettre de présenter aux personnes et organismes associés :

- les données techniques (superposition aléas-enjeux, plan de zonage brut et investigations complémentaires) ;
- les principes de réglementation qui s'appliquent au territoire (choix de maîtrise de l'urbanisation future).

La stratégie générale des PPRT s'élabore à partir du zonage brut obtenu par les études techniques et conduit à la mise en forme de principes de zonage réglementaire et à l'identification des différentes solutions possibles :

- les choix de maîtrise de l'urbanisation future (règles de construction de toute nouvelle habitation ou extension, limitation des capacités d'accueil, etc.) ;
- des prescriptions techniques sur l'existant :
 - mesures physiques sur le bâti, à la charge du propriétaire et ne devant pas dépasser un seuil fixé notamment aux articles L515-16 et R515-42 du code de l'environnement ;
 - prescriptions sur les usages (aménagement des voies de circulation les plus fréquentées, etc.) ;
- la délimitation des secteurs d'expropriation et de délaissement possibles ;
- la mise en place de mesures supplémentaires de réduction du risque à la source, proposée par l'exploitant. Ces mesures sont une alternative aux mesures foncières (expropriation et délaissement) et prennent en compte notamment le rapport entre le coût des mesures envisagées et le gain en sécurité attendu.

La stratégie est l'occasion le cas échéant d'évaluer les différents montants de financement à prévoir entre l'exploitant, l'État et les collectivités pour la mise en œuvre des mesures foncières et supplémentaires du PPRT.

Le présent PPRT n'est pas concerné par ces mesures et les financements associés.

VIII - L'ÉLABORATION DU PROJET

La séquence d'élaboration du projet de PPRT est une phase de rédaction des différents documents du PPRT et aboutit à la finalisation de la démarche et de la procédure administrative avec l'approbation du PPRT.

Conformément à l'article R.515-41 du code de l'environnement, le plan de prévention des risques technologiques de WAGRAM TERMINAL comprend notamment :

- 1) une note de présentation (présent document) ;
- 2) un document graphique : plan de zonage réglementaire ;
- 3) un règlement ;
- 4) des recommandations tendant à renforcer la protection des populations (cahier de recommandations - document distinct du règlement).

VIII.1 - Le plan de zonage réglementaire

Le plan de zonage réglementaire est le document cartographique de référence qui permet de représenter spatialement les dispositions contenues dans le règlement. Le plan de zonage réglementaire et le règlement expriment les choix issus de la phase de stratégie du PPRT, fondés sur la connaissance des aléas, des enjeux exposés, de leur niveau de vulnérabilité et des possibilités de mise en œuvre de mesures supplémentaires de réduction des risques à la source.

Le plan délimite :




- ◆ le périmètre d'exposition aux risques qui correspond au périmètre réglementé par le PPRT ;
- ◆ les zones dans lesquelles sont applicables :
 - des interdictions ;
 - des prescriptions homogènes ;
 - des recommandations.

VIII.1.1 - La représentation graphique

Le fond de carte qui a été choisi pour le plan de zonage réglementaire est la BD Parcellaire® de l'institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

L'échelle de représentation choisie est le 1:5000 au format A2.

Le tableau 7 présente les modes de représentation cartographique retenus des différentes zones.

Représentation graphique	Identification	Superficie	Principe de réglementation
		126,5 ha	Périmètre d'exposition aux risques
	G	73 ha	Interdiction stricte
	R et R+L	19 ha	Interdiction stricte



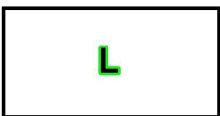
Représentation graphique	Identification	Superficie	Principe de réglementation
	B et B+L	1,8 ha	Autorisations limitées
	b et b+L	17,4 ha	Autorisations sous conditions
	L	15,3 ha	Autorisations sous conditions

Tableau 7 : Représentation des zones du plan de zonage réglementaire

Hormis la zone L, toutes les autres zones sont potentiellement impactées par des phénomènes dangereux à cinétique rapide. L'indication « +L » signifie que la zone est en plus potentiellement impactée par des phénomènes dangereux à cinétique lente.

VIII.1.2 - La délimitation des zones réglementaires

La délimitation des zones réglementaires résulte de l'application des principes réglementaires et des choix effectués lors de la phase de stratégie du PPR. Ainsi, à partir du plan de zonage brut, des simplifications ont été proposées en fonction des niveaux d'aléas présents et des réglementations homogènes à appliquer.

Ainsi :

- les zones R1 et R4 ont été fusionnées dans une même zone **R** dans le zonage réglementaire final, car elles ne sont pas concernées par des effets à cinétique lente et les mêmes règles d'urbanisme s'y appliquent.
- les zones rouge foncé R1+L à R7+L ainsi que la zone rouge clair r+L du zonage brut ont été fusionnées dans une même zone **R+L** dans le zonage réglementaire final, car elles sont concernées par des effets à cinétique lente et les mêmes règles d'urbanisme s'y appliquent.
- les zones bleu foncé B1, B2 et B3 du zonage brut ont été fusionnées dans une même zone **B** dans le zonage réglementaire final, car elles ne sont pas concernées par des effets à cinétique lente et les mêmes règles d'urbanisme s'y appliquent.
- la zone bleu foncé B1+L du zonage brut est devenue **B+L** dans le zonage réglementaire.
- les zones bleu clair du zonage brut b1, b2 et b3, ont été assemblées dans une même zone **b** dans le zonage réglementaire final, car elles ne sont pas concernées par des effets à cinétique lente et les mêmes règles d'urbanisme s'y appliquent.
- les zones bleu clair du zonage brut b1+L, b2+L et b3+L ont été assemblées dans une même zone **b+L** dans le zonage réglementaire final, car elles sont concernées par des effets à cinétique lente et les mêmes règles d'urbanisme s'y appliquent.
- la zone de cinétique lente L n'a pas été modifiée dans le zonage réglementaire.

Le plan de zonage réglementaire retenu présente au final 8 zones différentes :

- 1 zone grise **G**
- 2 zones rouge foncé : **R et R+L**
- 2 zones bleu foncé : **B et B+L**
- 2 zones bleu clair : **b et b+L**
- 1 zone de cinétique lente : **L**

Le tableau 8 ci-après décline, pour chacune des zones du zonage brut, le type et le niveau d'aléa correspondant et précise le zonage réglementaire retenu.

Zonage brut	Superficie (en m²)	Type d'aléas			Cinétique	Zonage réglementaire retenu
		Aléa thermique	Aléa toxique	Aléa surpression		
G	729668	/ à TF+	/	/ à TF+	rapide et/ou lente	G
R1	2903	TF+	/	Fai	rapide	R
R1+L	62432	TF+	/	Fai	rapide et lente	R+L
R2+L	20566	TF	/	Fai	rapide et lente	R+L
R3+L	407	TF	/	M+	rapide et lente	R+L
R4	12068	TF+	/	M+	rapide	R
R4+L	39110	TF+	/	M+	rapide et lente	R+L
R5+L	3910	TF+	/	F	rapide et lente	R+L
R6+L	17856	TF+	/	M	rapide et lente	R+L
R7+L	1032	TF+	/	F+	rapide et lente	R+L
r+L	28484	F	/	Fai	rapide et lente	R+L
B1	2258	M+	/	Fai	rapide	B
B1+L	13580	M+	/	Fai	rapide et lente	B+L
B2	1399	M+	/	M+	rapide	B
B3	1046	/	/	M+	rapide	B
b1	7885	M	/	/	rapide	b
b1+L	16782	M	/	/	rapide et lente	b+L
b2	954	M	/	Fai	rapide	b
b2+L	18907	M	/	Fai	rapide et lente	b+L
b3	95177	/	/	Fai	rapide	b
b3+L	33909	/	/	Fai	rapide et lente	b+L
L	153138	/	/	/	lente	L

Tableau 8: Correspondance entre zonage brut et zonage réglementaire








Plan de Zonage Réglementaire

Plan de Prévention des Risques
Technologiques



Société WAGRAM TERMINAL

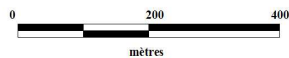
Communes de Reichstett et Vendenheim

Zonage

-  Zone grise (G)
-  Zone d'interdiction stricte (R)
-  Zone d'autorisation limitée (B)
-  Zone d'autorisation sous conditions (b)
-  Zone de cinétique lente uniquement (L)

Éléments de repérage

-  Périmètre d'exposition aux risques
-  Limites communales



Echelle: 1:5 000 au format A2

Elaboration/Cartographie:
DDT Bas-Rhin/SADT/PPR 07/2014
Sources:
BD Ortho © IGN 2011
Données DREAL Alsace

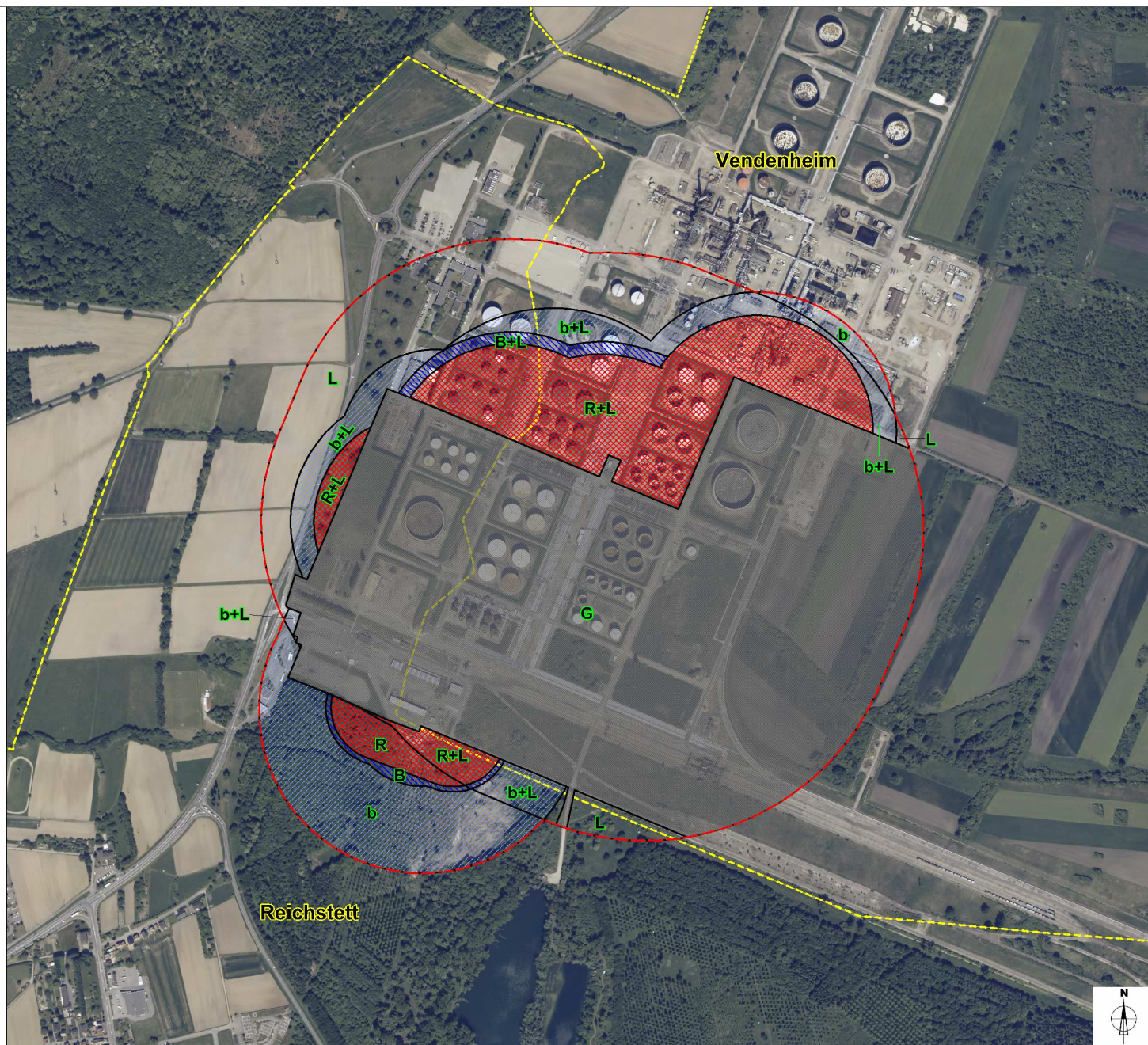


Figure 13: Plan de zonage réglementaire

VIII.2 - Le règlement

VIII.2.1 - Structure et contenu du règlement

Le règlement et le plan de zonage réglementaire expriment les choix issus de la phase de stratégie du PPRT, fondés sur la connaissance des aléas, des enjeux exposés et de leur niveau de vulnérabilité.

Le règlement fixe pour chacune des zones les règles d'urbanisme, de construction et les conditions d'utilisation et d'exploitation applicables aux constructions nouvelles autorisées et aux constructions existantes éventuelles. Il régit en outre les usages sur les espaces concernés.

Dans le règlement, des aménagements ou des projets de constructions peuvent y être interdits ou autorisés sous conditions du respect de prescriptions.

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des travaux de construction, d'installation, d'aménagement, ainsi qu'aux diverses occupations et utilisations du sol.

Le règlement définit la notion de **projet** comme étant, à compter de la date d'approbation du PPRT, « la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que de constructions nouvelles et l'extension, le changement de destination ou la reconstruction des constructions existantes ».

On distingue dans le règlement :

- **les projets « nouveaux »** : projets de constructions nouvelles quelle que soit leur destination (habitation, activités ou ERP), d'infrastructures nouvelles, ou d'équipements nouveaux,
- **les projets « sur biens et activités existants »** : projets de réalisation d'aménagements ou d'extensions (avec ou sans changement de destination) de constructions, d'infrastructures ou d'équipements **existant à la date d'approbation du PPRT**.

Le règlement est structuré en cinq parties :

- I. La partie « **Titre I : Portée du PPRT, dispositions générales** » fixe le champ d'application et la mise en œuvre du PPRT. Il rappelle notamment les objectifs et la portée du règlement et explique les dénominations et les principes généraux de la délimitation du zonage réglementaire.
- II. La partie « **Titre II : Réglementation des projets** » traite de la réglementation qui est appliquée aux projets nouveaux et aux extensions des biens et activités existantes. Ce titre est dédié à ce qui concerne **l'urbanisation future et non l'urbanisation existante** qui est l'objet du titre IV « Mesures de protection des populations ».

La réglementation des projets est destinée à maîtriser l'urbanisation future ou l'évolution de l'urbanisation existante, en interdisant ou en imposant des restrictions afin de limiter la population exposée et la protéger en cas d'accident. Le titre II fixe ainsi ce qui est interdit et ce qui est admis dans chacune des zones et les prescriptions associées.

- III. La partie « **Titre III : Mesures foncières** » précise les outils de maîtrise foncière prévus par le code de l'urbanisme ou le code de l'expropriation qui peuvent s'appliquer à ce PPRT.

Les mesures foncières généralement applicables dans les PPRT sont :

- le droit de préemption,
- l'expropriation,
- le droit de délaissement.

Pour le présent PPRT, **seul le droit de préemption est applicable** sur tout le périmètre d'exposition aux risques. Il confère à la commune le droit d'acquérir un immeuble ou partie d'immeuble, nu ou bâti, ainsi que certains droits immobiliers à un prix fixé à l'amiable ou par le juge de l'expropriation. Ce droit, régi par le code de l'urbanisme, ne peut s'exercer que si le bien fait l'objet de la part de son propriétaire d'une aliénation, volontaire ou non, à titre onéreux (vente, échange, adjudication etc.) et si l'acquisition a pour finalité de réduire le risque technologique.

L'instauration de ce droit suppose d'abord que le PPRT ait été approuvé par arrêté préfectoral et n'est possible que si la commune est dotée d'un POS rendu public ou d'un PLU approuvé (art. L.211-1 du code

de l'urbanisme).

Contrairement au droit de préemption urbain ordinaire, ce droit n'est pas limité aux seules zones urbaines ou à urbaniser et pourra s'appliquer à tout type de zones de risque ordinaire du PPRT couverte par le document d'urbanisme : zone naturelle, agricole, commerciale, industrielle, etc...

La décision de préemption doit être expressément motivée au regard des actions ou opérations mentionnées à l'article L.300-1 du code de l'urbanisme.

Le propriétaire d'un immeuble situé dans la zone de préemption ainsi instituée :

- peut proposer au titulaire de ce droit l'acquisition de ce bien et le prix qu'il en demande,
- doit, s'il a l'intention de céder son immeuble à titre onéreux (vente, échange, etc.), manifester cette intention par une déclaration à la mairie et préciser le prix et les conditions de l'aliénation projetée.

Dans les deux cas, la commune ou l'EPCI compétent en matière d'urbanisme est libre d'exercer ou non ce droit, de manière expresse ou tacite (non réponse dans les deux mois), après consultation du service des domaines, à un prix fixé à l'amiable ou, en l'absence d'accord, par le juge de l'expropriation.

Aucune aide financière de l'État ou de l'exploitant de l'installation à risque n'est prévue pour l'exercice de ce droit.

- IV. La partie « ***Titre IV : Mesures de protection des populations*** » porte sur les mesures relatives à l'aménagement, à l'utilisation ou à l'exploitation des constructions, ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du PPRT. Ces mesures doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs et peuvent être de nature très diverses et s'appliquent tant aux bâtiments qu'aux autres types d'aménagement ou occupation du sol, susceptibles de subir ou d'aggraver le risque.

Ces mesures s'appliquent à toutes les zones réglementées et visent la protection des populations face aux risques encourus en agissant sur l'existant.

Les travaux de prévention imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan, ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est conforme notamment aux articles L515-16 et R515-42 du code de l'environnement à la date de prescription du PPRT.

- V. La partie « ***Titre V : Servitudes d'utilité publique*** » concerne les servitudes d'utilité publique (SUP) instituées en application de l'article L.515-8 du code de l'environnement. Il s'agit de servitudes indemnisées par les exploitants des installations classées SEVESO seuil haut (AS).

Aucune servitude de ce type n'est présente dans le périmètre d'exposition aux risques.

VIII.2.2 - Réglementation en zone grise G



La zone grise G est représentée en gris sur le plan de zonage réglementaire.

Cette zone d'une superficie de 73 hectares correspond à la zone foncière du site concernée par un aléa et dont l'exploitant a la maîtrise (contrôle des personnes présentes). Elle est délimitée au maximum par l'emprise foncière du site et ne peut pas être extérieure au périmètre d'exposition aux risques.

Il s'agit d'une **zone d'interdiction stricte de toute construction, installation ou activité non liées à WAGRAM TERMINAL**.

L'entreprise à l'origine du risque peut y construire de nouveaux bâtiments et installations pour se développer à condition de n'accueillir qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité et de ne pas créer de lieux de sommeil (logements de fonction pour gardiens notamment).

Dans cette zone, aucune règle particulière de construction n'est édictée au titre du PPRT.

Les règles d'utilisation et d'exploitation sont quant à elles fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre de la législation sur les installations classées.

VIII.2.3 - Réglementation en zones rouge foncé (R et R+L)



Les zones **R et R+L** sont représentées par un quadrillage rouge foncé sur le plan de zonage réglementaire.

Dans ces zones d'une superficie totale de 19 ha, le **principe d'interdiction stricte est la règle en raison du danger très important**. En effet, les terrains dans cette zone sont exposés à un niveau d'aléa thermique Fort (F) à Très Fort 'plus' (TF+) et un niveau d'aléa de surpression Faible (Fai) à Moyen 'plus' (M+) traduisant un risque d'effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées significatives à très graves (blessures irréversibles).

Afin de préserver la vie humaine, l'objectif est de limiter au minimum la population présente dans la zone. Ces zones n'ont par conséquent pas vocation à accueillir de nouvelles habitations ou activités qui nécessitent la présence permanente de personnel pour fonctionner. Les ICPE compatibles et sans fréquentation permanente sont notamment autorisées.

Les constructions, installations ou ouvrages liés à des activités sans fréquentation permanente (réseaux d'eau et d'électricité, réservoir d'eau, transformateur électrique, antenne de téléphonie mobile, etc.) sont autorisés de même que les aménagements des espaces non destinés à la fréquentation du public (plantations, clôtures, dépollution, etc).

Dans ces zones, **aucune règle particulière de construction n'est édictée au titre du PPRT**, car les nouvelles constructions autorisées ne sont pas considérées comme vulnérables (pas de présence permanente de personnes).

De même, **aucune mesure de réduction de la vulnérabilité n'est édictée au titre du PPRT** car aucune construction à la date d'approbation du PPRT n'est présente dans cette zone.

VIII.2.4 - Réglementation en zones bleu foncé (B et B+L)



Les zones **B et B+L** sont représentées par un hachurage oblique de couleur bleu foncé sur le plan de zonage réglementaire.

Dans ces zones d'une superficie totale de 1,8 ha, le **principe d'autorisation prévaut, mais il est très limité pour ne pas augmenter la population exposée**.

Dans ces zones les terrains sont exposés au maximum à un **niveau d'aléa thermique Moyen 'plus' (M+)** ainsi qu'**au maximum à un niveau d'aléa de surpression Moyen 'plus' (M+)** traduisant un risque d'effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées significatives.

Le guide méthodologique (cf. tableau 6 page 32) stipule que dans ce type de zones quelques constructions sont possibles sous réserve de remplir une des conditions suivantes :

- aménagement de constructions existantes non destinées à accueillir de nouvelles populations ;
- constructions, en faible densité, des dents creuses.

Afin de préserver la zone de toute urbanisation qui exposerait une population supplémentaire, ne sont autorisées dans les zones **B et B+L** que les constructions, ouvrages ou installations liés au fonctionnement de l'entreprise à l'origine du risque ou liés à des activités sans fréquentation permanente. Les ICPE compatibles n'accueillant qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité sont également autorisées.

Les projets autorisés doivent respecter des objectifs de performance en termes de résistance aux effets thermiques et de surpression précisés en annexe du règlement.

Tout projet soumis à prescriptions est subordonné à la réalisation d'une étude préalable, à la charge du pétitionnaire, permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées ci-après. Conformément à l'article R 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation, établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, est jointe à la demande du permis de construire lorsqu'il est requis.

Les bâtiments existant en zone **B+L** à la date d'approbation du PPRT doivent faire l'objet le cas échéant de travaux

de réduction de la vulnérabilité en respectant les objectifs de performance précisés dans les annexes du règlement. Les travaux obligatoires de réduction de la vulnérabilité doivent être réalisés dans un **délai de 4 ans** à compter de la date d’approbation du PPRT.

Le coût des travaux obligatoires de réduction de la vulnérabilité est fixée notamment aux articles L515-16 et R515-42 du code de l’environnement. Au-delà de cette limite, les travaux ne sont donc pas obligatoires, mais fortement recommandés (*cf cahier de recommandations*). Le coût de ces travaux est à la charge des propriétaires.

VIII.2.5 - Réglementation en zones bleu clair (b et b+L)



Les zones **b et b+L** sont représentées par un hachurage oblique de couleur bleu clair sur le plan de zonage réglementaire.

Dans ces zones d’une superficie totale de 17,4 ha plus faiblement exposées, **le principe d’autorisation de construire prévaut sauf pour quelques exceptions.**

Dans ces zones les terrains sont exposés au maximum à un niveau d’aléa thermique Moyen (M) ainsi qu’au maximum un niveau d’aléa de surpression Faible (Fai) traduisant un risque d’effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées significatives ou traduisant un risque d’effets indirects par bris de vitres.

Afin de prévenir toute augmentation sensible de la population dans les zones **b et b+L**, le règlement interdit la construction d’ERP dits sensibles (cf. Règlement - Titre II -Chapitre 1 -Article 4), les établissements pénitentiaires, les immeubles collectifs d’habitation et les opérations groupées (lotissement), toutes constructions à usage d’habitation dont les caractéristiques visent à dépasser la hauteur de R+1+combles, les aménagements d’espaces publics avec ou sans équipements qui sont de nature à attirer du public et les constructions légères de loisirs.

Pour les bâtiments existants, le règlement interdit les aménagements, extensions et changements de destination du bâti existant en vue de créer un ERP sensible, les travaux de transformation des constructions existantes qui conduisent à créer un (des) immeuble(s) collectif(s) d’habitation et la reconstruction de bâtiments détruits par un sinistre dont l’origine est liée aux risques technologiques pris en compte dans ce PPRT.

Les projets autorisés doivent respecter des objectifs de performance en termes de résistance aux effets thermiques et de surpression précisés en annexe du règlement.

Tout projet soumis à prescriptions est subordonné à la réalisation d’une étude préalable, à la charge du pétitionnaire, permettant d’en déterminer les conditions de réalisation, d’utilisation ou d’exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées ci-après. Conformément à l’article R 431-16 du code de l’urbanisme, une attestation, établie par l’architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, est jointe à la demande du permis de construire lorsqu’il est requis.

Les bâtiments existant en zones **b et b+L** à la date d’approbation du PPRT doivent faire l’objet le cas échéant de travaux de réduction de la vulnérabilité en respectant les objectifs de performance précisés dans les annexes du règlement. Les travaux obligatoires de réduction de la vulnérabilité doivent être réalisés dans un délai de 4 ans à compter de la date d’approbation du PPRT.

Le coût des travaux obligatoires de réduction de la vulnérabilité est fixée notamment aux articles L515-16 et R515-42 du code de l’environnement. Au-delà de cette limite, les travaux ne sont donc pas obligatoires, mais fortement recommandés (*cf cahier de recommandations*). Le coût de ces travaux est à la charge des propriétaires.

VIII.2.6 - Réglementation en zone de cinétique lente (L)



La zone **L** est une zone transparente dans le plan de zonage réglementaire.

Dans la zone **L** de 15,3 ha, les terrains sont susceptibles d’être impactés par des effets thermiques **à cinétique lente uniquement.**

La zone L présente, conformément au guide méthodologique, un niveau de réglementation du même type qu’une zone d’autorisations sous conditions « bleu clair ».

Les règles d'urbanisme de cette zone sont **similaires à celles des zones b et b+L** ; cependant les constructions légères de loisirs y sont autorisées.

Dans cette zone, aucune règle particulière de construction n'est édictée au titre du PPRT.

VIII.2.7 - Annexes du règlement

Par souci de lisibilité, les intensités des effets ne figurent pas dans le plan de zonage réglementaire. En effet l'intégration de l'intensité aurait créé des limites supplémentaires susceptibles de générer un grand nombre de zones et par conséquent aurait pu susciter des difficultés dans l'interprétation du règlement du PPRT.

Ainsi, le règlement comporte 3 annexes qui ont pour but de définir les objectifs de performance en termes d'intensités, prescrits dans les articles relatifs aux « règles particulières de construction » du Titre II et aux « mesures de protection relatives à l'aménagement des constructions existantes » du Titre IV.

Chaque zone est codifiée par une combinaison de 6 chiffres qui permet de déterminer le type d'effet présent et les seuils d'intensités associés comme indiqué dans le tableau suivant :

Effet/Indice		0	1	2	3	4	5
			Très Graves	Graves	Significatifs	Indirects	
1er chiffre	Suppression	Absence	SELs	SEL	SEI	BDV 35-50	BDV 20-35
2ème chiffre	Thermique continu	Absence	SELs	SEL	SEI	Non concerné	Non concerné
3ème chiffre	Thermique transitoire Boule de Feu	Absence	SELs	SEL	SEI	Non concerné	Non concerné
4ème chiffre	Thermique transitoire Feu de Nuage	Absence	SELs	SEL	SEI	Non concerné	Non concerné
5ème chiffre	Toxique	Absence	CL5%	CL1%	SEI	Non concerné	Non concerné
6ème chiffre	Cinétique lente	Absence	Non concerné	Non concerné	Présence	Non concerné	Non concerné

Tableau 9: Codification des zones selon la présence des effets et les seuils d'intensités associés

Le 6^{ème} chiffre vaut "3" en cas de présence d'effet à cinétique lente et "0" en cas d'absence d'effet à cinétique lente.

Le code 403003, par exemple, signifie que la zone est:

- exposée à un effet de suppression dépassant le seuil de bris de vitres (BDV) et ayant une intensité comprise entre 35 et 50 mbar,
- n'est pas exposée à de l'effet thermique continu,
- est exposée à un effet thermique de type Boule de Feu dépassant le seuil des effets irréversibles (SEI) et ayant une intensité équivalente à une dose thermique comprise entre 600 et 1000 [(kW/m²)^{4/3}].s,
- n'est pas exposée à de l'effet thermique transitoire de type feu de nuage,
- n'est pas exposée à de l'effet toxique,
- est exposée à un effet à cinétique lente.

Cas particuliers : des indices a et b ont été ajoutés à certains secteurs, car ces derniers se différencient par le temps d'application de l'onde de suppression.

Les objectifs de performance à atteindre ne sont précisées que dans les zones bleues **b, b+L** et **B+L**.

Dans la zone grise G, le détail des intensités des effets et les objectifs de performance ne sont pas précisés, car aucun objectif de performance n'y est prescrit. La sécurité des personnes dans cette zone est de la responsabilité de l'exploitant du site.

Dans les zones **R et R+L**, le détail des intensités des effets et les objectifs de performance ne sont pas précisés, car les projets autorisés dans cette zone ne sont pas considérés comme des enjeux vulnérables pour les personnes.

VIII.3 - Les recommandations

Elles représentent la 4^{ème} pièce du dossier du PPRT et font l'objet d'une note distincte : le cahier de recommandations.

Les recommandations sont de nature diverses et permettent de compléter le dispositif réglementaire en apportant

des éléments d'informations ou des conseils, par exemple, à des mesures qui sont de nature à améliorer la sécurité des personnes.

Elles s'appliquent à l'aménagement, à l'utilisation et à l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication ou de stationnement de caravanes, et peuvent être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

Elles peuvent concerner ici :

- les biens dont les travaux de renforcement prescrits dépassent les valeurs fixées notamment aux articles L515-16 et R515-42 du code de l'environnement à la date d'approbation du PPRT (recommandations complémentaires aux prescriptions du titre IV du règlement),
- les restrictions d'usage : restrictions de circulation (cheminement cyclables, chemin de randonnées, etc...) et de rassemblement ou manifestation (cirque, technival, etc.), **sur les terrains nus** relevant de la police du maire ou du préfet.

IX - LA MISE EN ŒUVRE DU PPRT

IX.1 - PPRT et droit des sols

Le PPRT donne une assise juridique aux mesures à prendre en matière d'urbanisme et de construction pour gérer le risque technologique. Approuvé, il vaut servitude d'utilité publique ou SUP (article L.515-23 du code de l'environnement).

Lorsqu'il porte sur un territoire couvert par un plan d'occupation des sols ou un plan local d'urbanisme, il doit lui être annexé par la commune ou l'EPCI compétent en matière d'urbanisme dans **un délai de trois mois**. À défaut, le préfet y procède d'office dans un délai maximum d'un an, conformément aux articles L 126-1, R 126-1 et R 123-14 7° du code de l'urbanisme.

Dans un souci de bonne gestion du territoire, il est également important de veiller à la cohérence entre les règles du POS et celles du PPRT. En présence de mesures de portées différentes, les plus contraignantes sont appliquées.

IX.2 - Contrôles et sanctions

Les infractions aux prescriptions édictées en application du I de l'article L.515-16 du code de l'environnement sont punies par des peines prévues à l'article L.480-4 du code de l'urbanisme.

IX.3 - Conventions

La loi du 30 juillet 2003 prévoit que les mesures d'expropriation ou de délaissement (ou des travaux supplémentaires de réduction du risque sur l'installation) sont co-financés par l'industriel à l'origine du risque, la collectivité locale impactée par le périmètre du PPRT et l'État. Ce co-financement doit faire l'objet d'une convention signée entre les différents partenaires, à la suite de l'approbation du PPRT. Le Préfet représentant de l'État en prend l'initiative.

Pour le présent PPRT, aucune convention ne doit être élaborée.

IX.4 - Financement des mesures sur l'existant

Pour les personnes physiques propriétaires d'habitations, jusqu'à 90% du coût des travaux et des diagnostics peuvent être pris en charge par le biais d'un crédit d'impôt (article 200 quater A du CGI) et de participations des collectivités territoriales et des exploitants des sites à l'origine du risque (article L.515-19 I bis du CE).

Dans le cas du présent PPRT, aucune habitation ne se situe dans le périmètre d'exposition aux risques. Par conséquent, aucun des financements évoqués ci-dessus n'est à envisager.

IX.5 - Aides techniques à la mise en œuvre des mesures sur l'existant

Le bâti peut contribuer à protéger les personnes des effets d'un aléa technologique. Il est donc possible de renforcer le bâti existant ou de prévoir des mesures adaptées pour le bâti futur pour réduire la situation de vulnérabilité des personnes exposées.

Les prescriptions correspondantes dépendent du type d'effet : thermique, toxique, ou de surpression et de ses caractéristiques (intensité, durée d'exposition, cinétique, etc...).

Des compléments techniques ont été élaborés par l'INERIS à la demande de la Direction Générale de la Prévention des Risques qui contiennent des prescriptions, recommandations et méthodes de renforcement du bâti. Ces compléments sont notamment disponibles sur le site internet de l'inspection des installations classées à l'adresse suivante : <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/-Site-national-PPRT-.html>

IX.6 - Révision du PPRT

Le PPRT peut être révisé dans les conditions prévues par l'article R.515-47 sur la base d'une évolution de la connaissance ou du contexte, **dans les mêmes formes que celles suivies pour son élaboration**. L'approbation du nouveau plan emporte abrogation des dispositions correspondantes de l'ancien plan.

X - ANNEXE

- Tableau des phénomènes dangereux retenus

Numéro du phénomène	commentaire (libellé phénomène)		proba E à A		type d'effet (thermique, toxique, surpression)	effet très grave (m) (SELS)	effet letaux (SEL)	effet (m) (irréversible SEI)	bris de vitres (m)	cinétique (lente, rapide)	origine phénomène	gravité	classé MMR
1	WT explosion de bac T423		C		surpression	31	42	91	182	rapide	centre	modéré	NC
2	WT explosion de bac T424		C		surpression	31	42	91	182	rapide	centre	modéré	NC
3	WT explosion de bac T425		C		surpression	31	42	91	182	rapide	centre	modéré	NC
4	WT explosion de bac T426		C		surpression	31	42	91	182	rapide	centre	modéré	NC
5	WT explosion de bac T427		C		surpression	31	42	91	182	rapide	centre	modéré	NC
6	WT explosion de bac T428		C		surpression	31	42	91	182	rapide	centre	modéré	NC
7	WT BOCM bac T429 gazole		D		thermique	132	172	217		rapide	limite bac	sérieux	NC
8	WT explosion de bac T429		C		surpression	40	53	116	231	rapide	centre	modéré	NC
9	WT explosion de bac T460		C		surpression	46	61	133	266	rapide	centre	modéré	NC
10	WT explosion de bac T461		C		surpression	46	61	133	266	rapide	centre	modéré	NC
11	WT BOCM bac T476 GO		D		thermique	144	184	229		rapide	limite bac	sérieux	NC
12	WT explosion de bac T476		C		surpression	42	56	121	242	rapide	centre	modéré	NC
13	WT flash fire débordement bac T460 ou T461		C		thermique	235	235	258		rapide	Limite sous cuvette	modéré	NC
14	WT UVCE débordement de bac T460-461		C		surpression	0	0	167	307	rapide	Limite cuvette	modéré	NC
15	WT UVCE sous cuvette T460-461		C		surpression	0	0	150	290	rapide	Limite cuvette	modéré	NC
16	WT rupture canalisation essence 10 ou 16" UVCE zone 6		D		surpression	0	54	146	314	rapide	centre	modéré	NC
17	WT rupture canalisation essence 10 ou 16" UVCE zone 7		D		surpression	0	54	146	314	rapide	centre	modéré	NC
18	WT rupture pipe essence zone chargement zone A UVCE		C		surpression	0	54	146	314	rapide	centre	sérieux	MMR1
19	WT rupture pipe essence zone chargement zone A flash fire		C		thermique	102	102	112		rapide	limite zone A	sérieux	MMR1
20	WT rupture pipe essence zone chargement zone B (zone encombrée) UVCE		C		surpression	0	52	136	298	rapide	centre	sérieux	MMR1
21	PRR flash fire débordement bac cuvette T460-463		C		thermique	398	398	437		lente	temps débordement sous cuvette 17h		
22	PRR flash fire évaporation cuvette T460-463		C		thermique	318	318	360		lente			
23	PRR flash fire débordement bac cuvette T490-493		C		thermique	445	445	490		lente	temps de débordement sous cuvette 24h		
24	PRR flash fire évaporation cuvette T490-493		C		thermique	369	369	406		lente			
25	WT BOCM bac T460		D		thermique	58	78	98		rapide	limite bac		
26	WT BOCM bac T461		D		thermique	58	78	98		rapide	limite bac		
27	WT BOCM bac T477		D		thermique	144	184	229		rapide	limite bac		

PHÉNOMÈNES DANGEREUX RETENUS - PPRT WAGRAM TERMINAL

Numéro du phénomène	commentaire (libellé phénomène)		proba E à A		type d'effet (thermique, toxique, surpression)	effet très grave (m) (SELs)	effet letaux (SEL)	effet (m) (irréversible SEL)	bris de vitres (m)	cinétique (lente, rapide)	origine phénomène	gravité	classe MMR
28	WT explosion bac T3506		C		surpression	24	31	68	137	rapide	centre		
29	WT explosion bac T462		C		surpression	46	61	132	264	rapide	centre		
30	WT explosion bac T463		C		surpression	46	61	132	264	rapide	centre		
31	WT explosion bac T464		C		surpression	46	61	132	264	rapide	centre		
32	WT explosion bac T465		C		surpression	46	61	132	264	rapide	centre		
33	WT explosion bac T466		C		surpression	46	61	132	264	rapide	centre		
34	WT explosion bac T467		C		surpression	46	61	132	264	rapide	centre		
35	WT explosion bac T477		C		surpression	42	56	121	242	rapide	centre		
36	WT explosion bac T490		C		surpression	43	58	125	250	rapide	centre		
37	WT explosion bac T491		C		surpression	43	58	125	250	rapide	centre		
38	WT explosion bac T492		C		surpression	43	58	125	250	rapide	centre		
39	WT explosion bac T493		C		surpression	43	58	125	250	rapide	centre		
40	WT explosion bac T494		C		surpression	36	49	106	212	rapide	centre		
41	WT explosion bac T495		C		surpression	36	49	106	212	rapide	centre		
42	WT explosion bac T496		C		surpression	36	49	106	212	rapide	centre		
43	WT explosion bac T497		C		surpression	36	49	106	212	rapide	centre		
44	WT feu de cuvette bac T3506		E		thermique	45	75	110		rapide	limite cuvette		
45	WT feu de cuvette bacs T423 à T428		E		thermique	40	65	95		rapide	limite cuvette		
46	WT feu de cuvette T460 à T463		E		thermique	45	75	110		rapide	limite cuvette		
47	WT feu de cuvette T476- T477		E		thermique	45	75	110		rapide	limite cuvette		
48	WT feu de cuvette T490 à T493		E		thermique	45	75	110		rapide	limite cuvette		
49	WT flash fire cuvette T462- T463		E		thermique	155	155	171		rapide	limite cuvette		
50	T491		E		thermique	181	181	199		rapide	limite cuvette		
51	493		E		thermique	181	181	199		rapide	limite cuvette		
52	WT flash fire débordement bac T3506		C		thermique	60	60	66		rapide	limite cuvette		
53	WT UVCE débordement bac T3506		C		surpression	0	0	84	124	rapide	centre cuvette		
54	WT flash fire débordement bac T488 ou T489		C		thermique	205	205	225		rapide	limite cuvette		
55	WT flash fire débordement bac T490 ou T491		C		thermique	256	256	282		rapide	limite cuvette		
56	WT flash fire débordement bac T492 ou T493		C		thermique	256	256	282		rapide	limite cuvette		
57	WT flash fire débordement bac T494 ou T495 ou T496 ou T497		C		thermique	169	169	186		rapide	limite cuvette		
58	WT UVCE cuvette T490 à T493		C		surpression	0	0	140	273	rapide	centre cuvette		
59	WT UVCE débordement T490 à T493		C		surpression	0	0	155	288	rapide	centre cuvette		
60	WT UVCE débordement bac T494 à T497		c		surpression	0	0	100	198	rapide	centre cuvette		
61	WT pressurisation bac T424		E		thermique	60	82	104		rapide	limite bac		
62	WT pressurisation bac T425		E		thermique	60	82	104		rapide	limite bac		

Numéro du phénomène	commentaire (libellé phénomène)		proba E à A		type d'effet (thermique, toxique, surpression)	effet très grave (m) (SELs)	effet letaux (SEL)	effet (m) (irréversible SEI)	bris de vitres (m)	cinétique (lente, rapide)	origine phénomène	gravité	classe MMR
63	WT pressurisation bac T426		E		thermique	60	82	104		rapide	limite bac		
64	WT feu de bac T476		D		thermique	0	0	79		rapide	limite bac		
65	WT feu de bac T477		D		thermique	0	0	79		rapide	limite bac		
66	WT Flash fire zone 2+5		C		thermique	247	247	271		rapide	limite zone		
67	WT UVCE zone 2		C		surpression	0	0	111	224	rapide	centre zone		
68	WT Flash fire zone 3+4		C		thermique	247	247	271		rapide	limite zone		
69	WT UVCE zone 3-4		C		surpression	0	0	111	224	rapide	centre zone		
70	WT Flash fire zone 6		C		thermique	148	148	163		rapide	limite zone		
71	WT Flash fire zone 7		C		thermique	148	148	163		rapide	limite zone		
72	WT UVCE zone 5		C		surpression	0	0	111	224	rapide	centre zone		



Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Alsace

Direction Départementale des
Territoires du Bas-Rhin

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)

WAGRAM TERMINAL Communes de Reichstett et Vendenheim



Préfecture du Bas-Rhin
II^e Direction - 2^e Bureau

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral de ce jour

Strasbourg, le 31 DEC 2014

Le Préfet



RÈGLEMENT

Document approuvé par arrêté préfectoral du
Stéphane BOUILLON

SOMMAIRE

Titre I -Portée du PPRT, dispositions générales.....	5
Chapitre 1 -Champ d'application du PPRT.....	5
Article 1- Champ d'application.....	5
Article 2- La portée des dispositions.....	5
Article 3- Le plan de zonage et son articulation avec le règlement.....	5
Article 4- Articulation avec le cahier de recommandations.....	6
Chapitre 2 -Application et mise en œuvre du PPRT.....	7
Article 1- Les effets du PPRT.....	7
Article 2- Les conditions de mise en œuvre des mesures foncières.....	7
Article 3- Les infractions du PPRT.....	7
Article 4- Contrôle des dispositions du PPRT lors de la délivrance des autorisations d'urbanisme.....	7
Article 5- Révision du PPRT.....	7
Titre II -Réglementation des projets.....	8
Chapitre 1 -Définitions.....	8
Article 1- Notion de projet.....	8
Article 2- Notion d'aléa.....	8
Article 3- Notion d'activités sans fréquentation permanente.....	8
Article 4- Notion d'établissements recevant du public (ERP) sensibles.....	8
Chapitre 2 -Dispositions applicables en zone grise G.....	9
Article 1- Définition de la zone G.....	9
Article 2- Dispositions applicables aux projets nouveaux en zone G.....	9
Article 3- Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existant en zone G.....	9
Article 4- Conditions d'utilisation et d'exploitation en zone G.....	10
Chapitre 3 -Dispositions applicables en zones rouge R et R+L.....	11
Article 1- Définition des zones R et R+L.....	11
Article 2- Dispositions applicables aux projets nouveaux en zones R et R+L.....	11
Article 3- Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existant en zones R et R+L.....	12
Article 4- Conditions d'utilisation et d'exploitation en zones R et R+L.....	12
Chapitre 4 -Dispositions applicables en zones bleu foncé B et B+L.....	13
Article 1- Définition des zones B et B+L.....	13
Article 2- Dispositions applicables aux projets nouveaux en zones B et B+L.....	13
Article 3- Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existant en zones B et B+L.....	15
Article 4- Conditions d'utilisation et d'exploitation en zone B+L.....	16
Chapitre 5 -Dispositions applicables en zones bleu clair b et b+L.....	17
Article 1- Définition des zones b et b+L.....	17
Article 2- Dispositions applicables aux projets nouveaux en zones b et b+L.....	17
Article 3- Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existant en zones b et b+L.....	18
Article 4- Conditions d'utilisation et d'exploitation en zones b et b+L.....	20
Chapitre 6 -Dispositions applicables en zone de cinétique lente L.....	21
Article 1- Définition de la zone L.....	21
Article 2- Dispositions applicables aux projets nouveaux en zone de cinétique lente L.....	21
Article 3- Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existant en zone de cinétique lente L.....	21
Article 4- Conditions d'utilisation et d'exploitation en zone de cinétique lente L.....	22
Titre III -Mesures foncières.....	23
Article 1- Instauration du droit de préemption.....	23
Article 2- Devenir des bâtiments préemptés.....	23
Titre IV -Mesures de protection des populations.....	23
Chapitre 1 -Mesures de protection relatives à l'aménagement des constructions existantes.....	23
Article 1- Mesures applicables en zone rouge foncé R+L.....	23
Article 2- Mesures applicables en zones bleu foncé B et B+L.....	24
Article 3- Mesures applicables en zones bleu clair b et b+L.....	24
Article 4- Mesures applicables en zone de cinétique lente L.....	24
Chapitre 2 -Mesures relatives aux usages.....	25
Article 1- Transport de Matières Dangereuses (TMD).....	25

Article 2- Exploitation des terres agricoles et de la forêt.....	25
Article 3- Infrastructures de transport.....	25
Article 4- Station Service.....	25
Chapitre 3 -Dispositifs d'information préventive et de communication.....	25
Titre V -Servitudes d'utilité publique en application de l'article L.515-8 du code de l'environnement.....	25
ANNEXES.....	26
ANNEXE 1 - Carte des Intensités.....	27
ANNEXE 2 - Carte des Intensités : Zoom.....	28
ANNEXE 3 - Tableau d'identification des objectifs de performance.....	29
ANNEXE 4 - Classement des ERP.....	30

Titre I - Portée du PPRT, dispositions générales

Chapitre 1 - Champ d'application du PPRT

Le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) est un outil réglementaire qui participe à la prévention des risques technologiques, dont les objectifs sont principalement :

- de contribuer à la réduction des risques à la source, notamment par la mise en œuvre de mesures complémentaires à la charge de l'exploitant ou supplémentaires telles que définies à l'article L.515-16 du code de l'environnement ;
- d'agir sur l'urbanisation existante et future afin de limiter le nombre de personnes exposées aux risques résiduels.

Article 1 - Champ d'application

Les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) ont été institués par la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages et sont régis par les articles L.515-15 à L.515-26 et R.515-39 à R.515-50 du code de l'environnement.

Ces plans délimitent un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature, de la cinétique et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre.

Article 2 - La portée des dispositions





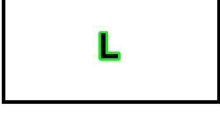
En application des articles L.515-15 à L.515-26 et R.515-39 à R.515-50 du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations.

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis au régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Article 3 - Le plan de zonage et son articulation avec le règlement

Conformément à l'article L.515-16 du code de l'environnement et compte tenu des orientations stratégiques déterminées par les personnes et organismes associés et les services instructeurs, le PPRT de WAGRAM TERMINAL délimite, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, **5 types de zones** de réglementation différente identifiés par les lettres **G, R, B, b et L**.

Représentation graphique	Principes réglementaires
	Zone d'interdiction stricte (concerne la zone grise G)
	Zone d'interdiction stricte (concerne les zones rouge foncé R et R+L)
	Zone d'autorisation limitée sous conditions (concerne les zones bleu foncé B et B+L)
	Zone d'autorisation sous conditions (concerne les zones bleu clair b et b+L)
	Zone d'autorisation sous conditions (concerne la zone de cinétique lente L)

Le plan de zonage réglementaire du PPRT délimite au total **8 zones** définies ci-dessus et identifiées par une lettre initiale suivie de l'indication « +L » lorsque la zone est impactée par des phénomènes dangereux à cinétique lente.

La délimitation de ces zones est justifiée dans la note de présentation.

Une réglementation spécifique graduée et adaptée selon le type de zone est définie dans le présent règlement. Ainsi pour chacune des zones :

- la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et extensions de constructions existantes peuvent être interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation ;
- des mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan peuvent être prescrites.

Article 4 - Articulation avec le cahier de recommandations

Les recommandations, contrairement aux prescriptions du présent règlement, n'ont pas de caractère obligatoire. Elles peuvent être de nature diverses et permettent de compléter le dispositif réglementaire en apportant des éléments d'informations ou des conseils relatifs :

- à des mesures qui seraient de nature à améliorer la sécurité des personnes mais qui ne pourraient faire l'objet de prescriptions en raison de leur coût, conformément aux articles L515-16 et R515-42 du code de l'environnement ;
- à des mesures qui seraient de nature à améliorer la sécurité des personnes dans les zones d'aléa de surpression de niveau faible (Fai).

Chapitre 2 - Application et mise en œuvre du PPRT

Article 1 - Les effets du PPRT

Le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique (article L.515-23 du code de l'environnement) et est annexé au plan d'occupation des sols (POS) ou plan local d'urbanisme (PLU) par une procédure de mise à jour dans le **délai de trois mois** à compter de la date de la mise en demeure par le préfet, conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

Il est porté à la connaissance du maire de la commune dans laquelle est situé le périmètre du plan en application de l'article L.121-2 du code de l'urbanisme.

En cas de contradictions ou d'incertitudes entre le document d'urbanisme et le PPRT, les dispositions les plus contraignantes s'appliquent.

Article 2 - Les conditions de mise en œuvre des mesures foncières

Dans les zones réglementées, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut instaurer le droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article L.515-16 du code de l'environnement. La mise en œuvre de ce droit est directement applicable après l'approbation du PPRT.

Article 3 - Les infractions du PPRT

Les infractions aux prescriptions du PPRT (mesures d'interdiction concernant la réalisation d'aménagement ou d'ouvrages, concernant des constructions nouvelles ou des extensions de constructions existantes, ou prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation) sont punies des peines prévues à l'article L.480-1 à 16 du code de l'urbanisme.

Article 4 - Contrôle des dispositions du PPRT lors de la délivrance des autorisations d'urbanisme

Tout projet est subordonné à la réalisation d'une étude préalable, à la charge du pétitionnaire, permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées dans chaque zone.

Conformément à l'article R.431-16 du code de l'urbanisme, une attestation, établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, est jointe à la demande du permis de construire lorsqu'il est requis.

Article 5 - Révision du PPRT

Le PPRT peut être révisé dans les conditions prévues par l'article R.515-47 du code de l'environnement, sur la base d'une évolution de la connaissance ou du contexte.

Titre II - Réglementation des projets

Chapitre 1 - Définitions

Article 1 - Notion de projet

La notion de projet est définie ici comme étant, à compter de la date d'approbation du PPRT, « la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que de constructions nouvelles et l'extension, le changement de destination ou la reconstruction des constructions existantes ».

On distingue dans le règlement :

- les projets « nouveaux » : projets de constructions nouvelles quelle que soit leur destination (habitation, activités ou établissement recevant du public), d'infrastructures nouvelles ou d'équipements nouveaux ;
- les projets « sur biens et activités existants » : projets de réalisation d'aménagements, de reconstructions ou d'extensions (avec ou sans changement de destination) de constructions, d'infrastructures ou d'équipements **existant à la date d'approbation du PPRT**.

Article 2 - Notion d'aléa

L'aléa est défini ici comme étant la probabilité qu'un phénomène dangereux produise en un point donné des effets d'une intensité donnée, au cours d'une période déterminée. On distingue 7 niveaux d'aléas : Très Fort Plus (TF+), Très Fort (TF), Fort Plus (F+), Fort (F), Moyen Plus (M+), Moyen (M) et Faible (Fai).

Les critères et la méthodologie qui ont permis la détermination des différents niveaux d'aléas sont exposés dans la note de présentation du présent PPRT.

Article 3 - Notion d'activités sans fréquentation permanente

Les activités pouvant être considérées comme sans fréquentation permanente regroupent toutes les activités au sein desquelles aucune personne n'est affectée en poste de travail permanent, c'est-à-dire les activités ne nécessitant pas de présence permanente de personnel pour fonctionner.

La présence de personnel dans ces activités est liée uniquement à leur intervention pour des opérations ponctuelles telles que par exemple les opérations de maintenance des services d'intérêt général : réseaux d'eau et d'électricité, réservoir d'eau, transformateur électrique, antenne de téléphonie mobile, etc.

Article 4 - Notion d'établissements recevant du public (ERP) sensibles

Les établissements recevant du public (ERP) sont définis par l'article R.123-2 du code de la construction et de l'habitation. Ils sont répartis en types* selon la nature de leur exploitation, classés en catégories* d'après l'effectif du public et du personnel.

Un ERP sensible est défini ici comme étant un établissement pour lequel les occupants n'ont pas le temps suffisant pour évacuer le bâtiment et quitter la zone d'effet des risques, compte tenu de la durée de développement des phénomènes dangereux qui touchent ce bâtiment. La difficulté d'évacuation provient de la vulnérabilité et de la faible autonomie ou capacité de mobilité des personnes (crèches, écoles, établissements de soins, structure d'accueil pour personnes âgées, établissements pénitentiaires...) ou du nombre important de personnes (grandes surfaces commerciales, lieux de manifestation ...). Ainsi, sont considérés comme ERP sensibles :

- les ERP de type* J, R, U et CTS ;
- les ERP de catégorie* 1 à 4 inclus.

* (voir annexe 4 du présent règlement)

Chapitre 2 - Dispositions applicables en zone grise G

Article 1 - Définition de la zone G

La zone grise **G** correspond à la zone foncière du site concernée par un aléa et dont l'exploitant a la maîtrise (contrôle des personnes présentes).

C'est une zone spécifique d'interdiction stricte réservée aux activités ou usages liés aux activités des exploitants à l'origine du risque technologique.

Article 2 - Dispositions applicables aux projets nouveaux en zone G

2.1 - Règles d'urbanisme

2.1.1 - Interdictions

Sont interdits tous les projets nouveaux, à l'exception de ceux mentionnés au paragraphe 2.1.2 suivant.

2.1.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés :

- les constructions, installations ou ouvrages destinés à réduire les effets des phénomènes dangereux générés par l'entreprise à l'origine du risque ;
- les constructions, infrastructures, installations ou ouvrages liés au fonctionnement ou au développement de l'entreprise à l'origine du risque, à l'exception des lieux de sommeil et sous réserve qu'ils n'accueillent qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité ;
- les aménagements d'espaces non destinés à la fréquentation du public (plantations, clôtures, dépollution, etc.) ;
- les affouillements et exhaussements du sol nécessaires à la réalisation d'une occupation du sol autorisée.

2.2 - Règles particulières de construction

2.2.1 - Interdictions

Sans objet au titre du PPRT.

2.2.2 - Prescriptions

Sans objet au titre du PPRT.

Article 3 - Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existant en zone G

3.1 - Règles d'urbanisme

3.1.1 - Interdictions

Sont interdits tous les projets sur les biens et activités existants, à l'**exception** de ceux mentionnés au paragraphe 3.1.2 suivant :

3.1.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés :

- l'aménagement, l'entretien ou la modification des infrastructures (voiries de desserte, aires de stationnement, etc.) qui sont liés à l'acheminement des secours ou à l'activité industrielle de l'entreprise à l'origine du risque ;

- les travaux sur les constructions, ouvrages ou installations destinés à réduire les effets des phénomènes dangereux générés par l'entreprise à l'origine du risque ;
- les aménagements d'espaces non destinés à la fréquentation du public (plantations, clôtures, dépollution, etc.) ;
- les démolitions, reconstructions, changements de destination, extensions ou aménagements des constructions, ouvrages ou installations nécessaires au fonctionnement ou au développement de l'entreprise à l'origine du risque, à l'exception des lieux de sommeil et sous réserve qu'ils n'accueillent qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires à l'activité ;
- les affouillements et exhaussements du sol nécessaires à la réalisation d'une occupation du sol autorisée.

3.2 - Règles particulières de construction

3.2.1 - Interdictions

Sans objet au titre du PPRT.

3.2.2 - Prescriptions

Sans objet au titre du PPRT.

Article 4 - Conditions d'utilisation et d'exploitation en zone G

Les interdictions, conditions et prescriptions particulières d'utilisation ou d'exploitation sont fixées par le (ou les) arrêté(s) d'autorisation d'exploiter de l'entreprise à l'origine du risque, au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Chapitre 3 - Dispositions applicables en zones rouge R et R+L

Article 1 - Définition des zones R et R+L

Dans les zones de couleur rouge foncé **R** et **R+L**, les terrains sont susceptibles d'être impactés par des effets de **surpression à cinétique rapide**, des effets **thermiques à cinétique rapide** ainsi que des effets **thermiques à cinétique lente**.

Ces terrains sont exposés à un **niveau d'aléa thermique Fort (F) à Très Fort 'plus' (TF+)** et un **niveau d'aléa de surpression Faible (Fai) à Moyen 'plus' (M+)** traduisant un risque d'effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées graves à très graves (risques létaux).

Dans ces zones, le principe d'interdiction stricte s'applique. Ces zones n'ont pas vocation à accueillir de nouvelles habitations ou des activités qui nécessitent une présence permanente de personnel.

Article 2 - Dispositions applicables aux projets nouveaux en zones R et R+L

2.1 - Règles d'urbanisme

2.1.1 - Interdictions

Sont interdits tous les projets nouveaux, **à l'exception** de ceux mentionnés au paragraphe 2.1.2 suivant.

2.1.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés, sous réserve de compatibilité avec leur environnement :

- les ouvrages techniques indispensables au fonctionnement de l'entreprise à l'origine du risque ;
- les constructions, installations ou ouvrages destinés à réduire les effets des phénomènes dangereux générés par l'entreprise à l'origine du risque ;
- les installations classées pour l'environnement (ICPE) sans fréquentation permanente ;
- les constructions, installations, ouvrages ou équipements liés à des activités sans fréquentation permanente (notamment ceux nécessaires au fonctionnement et à la maintenance des services d'intérêt général : réseaux d'eau et d'électricité, réservoir d'eau, transformateur électrique, etc.) ;
- les infrastructures (voiries de desserte, aires de stationnement, etc.) nécessaires à l'acheminement des secours ou aux activités dûment autorisées ;
- les voies ferrées de desserte des zones d'activités non destinées aux transports de voyageurs ;
- les aménagements d'espaces non destinés à la fréquentation du public (plantations, clôtures, dépollution, etc.) ;
- les démolitions ;
- les affouillements et exhaussements du sol nécessaires à la réalisation d'une occupation du sol autorisée ou aux réseaux publics.

2.2 - Règles particulières de construction

2.2.1 - Interdictions

Sans objet au titre du PPRT.

2.2.2 - Prescriptions

Sans objet au titre du PPRT.

Article 3 - Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existant en zones R et R+L

3.1 - Règles d'urbanisme

3.1.1 - Interdictions

Sont interdits, tous les projets sur les biens et activités existants, à l'exception de ceux mentionnés paragraphe 3.1.2 suivant.

3.1.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés, sous réserve de compatibilité avec leur environnement :

- les travaux sur les constructions, ouvrages ou installations destinés à réduire les effets des phénomènes dangereux générés par l'entreprise à l'origine du risque ;
- l'aménagement, l'entretien ou la modification des infrastructures (voiries de desserte, aires de stationnement, etc.) qui sont nécessaires à l'acheminement des secours ou à l'activité industrielle de l'entreprise à l'origine du risque ;
- les travaux d'entretien ou de maintenance des constructions, ouvrages ou installations liés à des activités sans fréquentation permanente (notamment ceux nécessaires au fonctionnement et à la maintenance des services d'intérêt général : réseaux d'eau et d'électricité, réservoir d'eau, transformateur électrique, etc.) ;
- l'aménagement et l'extension des voies ferrées permettant de desservir les zones d'activités et non destinées aux transports de voyageurs ;
- les aménagements d'espaces non destinés à la fréquentation du public (plantations, clôtures, dépollution, etc.) ;
- les démolitions ;
- la reconstruction à l'identique de bâtiments détruits par un sinistre dont l'origine n'est pas liée aux risques technologiques pris en compte dans ce PPRT ;
- les affouillements et exhaussements du sol nécessaires à la réalisation d'une occupation du sol autorisée ou aux réseaux publics.

3.2 - Règles particulières de construction

3.2.1 - Interdictions

Sans objet au titre du PPRT.

3.2.2 - Prescriptions

Sans objet au titre du PPRT.

Article 4 - Conditions d'utilisation et d'exploitation en zones R et R+L

4.1 - Interdictions

Est interdit tout ce qui n'est pas autorisé au paragraphe 4.2 ci-après.

4.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés :

- l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages et des installations dûment autorisés (travaux, démolitions, dépollutions, etc.) ;
- la circulation et le stationnement de véhicules strictement nécessaires aux activités autorisées dans la zone ou liés à l'entreprise à l'origine du risque ;
- le transport de marchandises par voies ferrées ;
- la circulation de véhicules liés à l'agriculture, à la sylviculture et à l'entretien des cours d'eau.

Chapitre 4 - Dispositions applicables en zones bleu foncé B et B+L

Article 1 - Définition des zones B et B+L

Dans la zone de couleur bleu foncé **B**, les terrains sont susceptibles d'être impactés par des effets de **surpression à cinétique rapide** et des effets **thermiques à cinétique rapide**.

Dans la zone de couleur bleu foncé **B+L**, les terrains sont susceptibles d'être impactés par des effets de **surpression à cinétique rapide**, des effets **thermiques à cinétique rapide** ainsi que des effets **thermiques à cinétique lente**.

Dans ces zones les terrains sont exposés au maximum à un **niveau d'aléa thermique Moyen 'plus' (M+)** **ainsi qu'au maximum à un niveau d'aléa de surpression Moyen 'plus' (M+)** traduisant un risque d'effets dont **les conséquences sur la vie humaine sont jugées significatives**.

Dans ces zones, le principe d'autorisation est très limité pour ne pas augmenter la population exposée.

Article 2 - Dispositions applicables aux projets nouveaux en zones B et B+L

2.1 - Règles d'urbanisme

2.1.1 - Interdictions

Sont interdits :

- les établissements recevant du public (ERP) ;
- les constructions agricoles ;
- les constructions à usage d'habitation ;
- les constructions, installations, ouvrages ou équipements à usage d'activité industrielle, d'activité commerciale ou de service à l'exception de ceux cités au paragraphe 2.1.2 ci-après ;
- les infrastructures à l'exception de celles citées au paragraphe 2.1.2 ci-après ;
- les établissements pénitentiaires ;
- les constructions légères de loisirs ;
- les aménagements d'espaces destinés à la fréquentation du public et non nécessaires à une activité autorisée dans la zone (aires de loisirs, aires de sports, aires de stationnement public, aires d'accueil des gens du voyage ou de camping cars, terrains de camping, parcs, etc.).

2.1.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés, sous réserve de compatibilité avec leur environnement et de respect des règles de constructions définies au paragraphe 2.2 ci-après,

- les constructions, installations, ouvrages ou équipements liés au fonctionnement de l'entreprise à l'origine du risque ou à des activités sans fréquentation permanente ;
- les installations classées pour l'environnement (ICPE) n'accueillant qu'un nombre limité de personnes strictement nécessaires au fonctionnement, au développement ou à la maintenance de l'activité ;
- les infrastructures nécessaires aux activités dûment autorisées ou à l'acheminement des secours.

2.2 - Règles particulières de construction

2.2.1 - Interdictions

Sont interdits :

- le mobilier urbain vitré ;
- les structures en verre (serres-châssis, etc.) ;
- les grandes surfaces vitrées en façades exposées (vérandas, verrières, occultation de terrasse couverte par baies vitrées, etc.).

2.2.2 - Prescriptions

Les projets nouveaux autorisés font l'objet de prescriptions constructives dans le but d'assurer la sécurité et la protection des futurs occupants en cas de survenance d'un accident majeur. **Les projets liés à des activités sans fréquentation permanente ne sont pas soumis à ces prescriptions.**

Tout projet soumis à prescriptions est subordonné à la réalisation d'une étude préalable, à la charge du pétitionnaire, permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées ci-après. Conformément à l'article R.431-16 du code de l'urbanisme, une attestation, établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, est jointe à la demande du permis de construire lorsqu'il est requis.

Toute construction autorisée est réalisée en respectant les objectifs de performance (résultat à atteindre en termes de résistance du bâti et de protection des personnes) face à :

a) l'effet thermique

➤ pour l'effet thermique continu

Dans les secteurs susceptibles d'être impactés par l'effet thermique continu et identifiés sur les documents en annexe du règlement, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants en cas de flux thermique continu ayant un niveau d'intensité de **5kW/m²**.

➤ pour l'effet thermique transitoire de type boule de feu

Dans les secteurs de la zone B+L susceptibles d'être impactés par l'effet thermique transitoire de type boule de feu et identifiés sur les documents en annexe du règlement, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants en cas de flux thermique ayant un niveau d'intensité correspondant à une dose thermique de **1000 [kW/m²]^{4/3}.s**.

➤ pour l'effet thermique transitoire de type feu de nuage

Dans toute la zone B+L ainsi que dans les secteurs de la zone B susceptibles d'être impactés par l'effet thermique transitoire de type feu de nuage et identifiés sur les documents en annexe du règlement, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants en cas de flux thermique ayant un niveau d'intensité correspondant à une dose thermique de **1000 [kW/m²]^{4/3}.s**.

b) l'effet de surpression

Dans toute la zone B+L, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants pour un effet de surpression d'une intensité de **50 mbar** caractérisé par une déflagration ou une onde de choc avec **un temps de d'application de 20 à 100 ms ou supérieur à 150 ms** selon la localisation dans la zone et en référence aux documents joints en annexe du règlement.

Dans toute la zone B, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des

occupants pour un effet de surpression d'une intensité **de 50 ou de 140 mbar** selon la localisation dans la zone et en référence aux documents joints en annexe du règlement, caractérisé par une onde de choc ou une déflagration avec **un temps de d'application de 20 à 100 ms, de 150 à 1000 ms ou supérieur à 150 ms.**

***Nota :** Pour chaque effet, lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée ci-dessus, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cette intensité.*

Article 3 - Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existant en zones B et B+L

3.1 - Règles d'urbanisme

3.1.1 - Interdictions

Sont interdits, tous les projets sur les biens et activités existants suivant :

- les aménagements, extensions ou changements de destination du bâti existant à l'exception de ceux qui sont sans fréquentation permanente ;
- la reconstruction à l'identique de bâtiments détruits par un sinistre dont l'origine est liée aux risques technologiques pris en compte dans ce PPRT ;
- les aménagements d'espaces destinés à la fréquentation du public et non nécessaires à une activité autorisée dans la zone (aires de loisirs, aires de sports, aires de stationnement public, aires d'accueil des gens du voyage ou de camping cars, terrains de camping, parcs, etc.).

3.1.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés, sous réserve de compatibilité avec leur environnement et de respect des règles de construction définies au paragraphe 3.2 ci-après, les projets sur les biens et activités existants qui ne sont pas interdits en application de l'article 3.1.1 ci-dessus.

3.2 - Règles particulières de construction

3.2.1 - Interdictions

Sont interdits :

- le mobilier urbain vitré ;
- les structures en verre (serres-châssis, etc.) ;
- les grandes surfaces vitrées en façades exposées (les vérandas, verrières, occultation de terrasse couverte par baies vitrées, etc.).

3.2.2 - Prescriptions

Les projets nouveaux autorisés font l'objet de prescriptions constructives dans le but d'assurer la sécurité et la protection des futurs occupants en cas de survenance d'un accident majeur. **Les projets liés à des activités sans fréquentation permanente ne sont pas soumis à ces prescriptions.**

Tout projet soumis à prescriptions est subordonné à la réalisation d'une étude préalable, à la charge du pétitionnaire, permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées ci-après. Conformément à l'article R 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation, établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, est jointe à la demande du permis de construire lorsqu'il est requis.

Toute construction autorisée est réalisée en respectant les objectifs de performance (résultat à atteindre en termes de résistance du bâti et de protection des personnes) face à :

a) l'effet thermique

➤ pour l'effet thermique continu

Dans les secteurs susceptibles d'être impactés par l'effet thermique continu et identifiés sur les documents en annexe du règlement, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants en cas de flux thermique continu ayant un niveau d'intensité de **5kW/m²**.

➤ pour l'effet thermique transitoire de type boule de feu

Dans les secteurs de la zone B+L susceptibles d'être impactés par l'effet thermique transitoire de type boule de feu et identifiés sur les documents en annexe du règlement, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants en cas de flux thermique ayant un niveau d'intensité correspondant à une dose thermique de **1000 [kW/m²]^{4/3}.s.**

➤ pour l'effet thermique transitoire de type feu de nuage

Dans toute la zone B+L ainsi que dans les secteurs de la zone B susceptibles d'être impactés par l'effet thermique transitoire de type feu de nuage et identifiés sur les documents en annexe du règlement, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants en cas de flux thermique ayant un niveau d'intensité correspondant à une dose thermique de **1000 [kW/m²]^{4/3}.s.**

b) l'effet de surpression

Dans toute la zone B+L, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants pour un effet de surpression d'une intensité de **50 mbar** caractérisé par une déflagration ou une onde de choc avec **un temps de d'application de 20 à 100 ms ou supérieur à 150 ms** selon la localisation dans la zone et en référence aux documents joints en annexe du règlement.

Dans toute la zone B, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants pour un effet de surpression d'une intensité de **50 ou de 140 mbar** selon la localisation dans la zone et en référence aux documents joints en annexe du règlement, caractérisé par une onde de choc ou une déflagration avec **un temps de d'application de 20 à 100 ms, de 150 à 1000 ms ou supérieur à 150 ms.**

***Nota :** Pour chaque effet, lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée ci-dessus, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cette intensité.*

Article 4 - Conditions d'utilisation et d'exploitation en zone B+L

4.1 - Interdictions

Est interdit tout ce qui n'est pas autorisé au paragraphe 4.2 ci-après.

4.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés :

- l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages et des installations dûment autorisés (travaux, démolitions, dépollutions, etc.) ;
- la circulation et le stationnement de véhicules strictement nécessaires aux activités autorisées dans la zone ou liés à l'entreprise à l'origine du risque;
- le transport de marchandises par voies ferrées ;
- la circulation de véhicules liés à l'agriculture, à la sylviculture et à l'entretien des cours d'eau.

Chapitre 5 - Dispositions applicables en zones bleu clair b et b+L

Article 1 - Définition des zones b et b+L

Dans la zone de couleur bleu clair **b**, les terrains sont susceptibles d'être impactés par des effets de **surpression à cinétique rapide** et des effets **thermiques à cinétique rapide**.

Dans la zone de couleur bleu clair **b+L**, les terrains sont susceptibles d'être impactés par des effets de **surpression à cinétique rapide**, des effets **thermiques à cinétique rapide** ainsi que des effets **thermiques à cinétique lente**.

Dans ces zones les terrains sont exposés **au maximum à un niveau d'aléa thermique Moyen (M)** ainsi qu'**au maximum un niveau d'aléa de surpression Faible (Fai)** traduisant un risque d'effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées significatives ou **un risque d'effets indirects par bris de vitres**.

Dans ces zones, le principe d'autorisation prévaut sauf exceptions citées aux paragraphes 2.1.1 et 3.1.1 ci-après.

Article 2 - Dispositions applicables aux projets nouveaux en zones b et b+L

2.1 - Règles d'urbanisme

2.1.1 - Interdictions

Sont interdits :

- les établissements recevant du public (ERP) sensibles (cf. définition - Titre II -Chapitre 1 -Article 4 et annexe 4) ;
- les établissements pénitentiaires ;
- les immeubles collectifs d'habitation et les opérations groupées (lotissement, etc.) ;
- toutes constructions destinées à l'habitation dont les caractéristiques visent à dépasser la hauteur de R+1+combles ;
- les aménagements d'espaces destinés à la fréquentation du public et non nécessaires à une activité autorisée dans la zone (aires de loisirs, aires de sports, aires de stationnement public, aires d'accueil des gens du voyage ou de camping cars, terrains de camping, parcs, etc.) ;
- les constructions légères de loisirs.

2.1.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés, sous réserve de compatibilité avec leur environnement et de respect des règles de construction définies au paragraphe 2.2 ci-après, les projets nouveaux qui ne sont pas interdits en application de l'article 2.1.1 ci-dessus.

2.2 - Règles particulières de construction

2.2.1 - Interdictions

Sont interdits :

- le mobilier urbain vitré ;

- les structures en verre (serres-châssis, etc.) ;
- les grandes surfaces vitrées en façades exposées (vérandas, verrières, occultation de terrasse couverte par baies vitrées, etc.).

2.2.2 - Prescriptions

Les projets nouveaux autorisés font l'objet de prescriptions constructives dans le but d'assurer la sécurité et la protection des futurs occupants en cas de survenance d'un accident majeur. **Les projets liés à des activités sans fréquentation permanente ne sont pas soumis à ces prescriptions.**

Tout projet soumis à prescriptions est subordonné à la réalisation d'une étude préalable, à la charge du pétitionnaire, permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées ci-après. Conformément à l'article R.431-16 du code de l'urbanisme, une attestation, établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, est jointe à la demande du permis de construire lorsqu'il est requis.

Toute construction autorisée est réalisée en respectant les objectifs de performance (résultat à atteindre en termes de résistance du bâti et de protection des personnes) face à :

a) l'effet thermique

➤ pour l'effet thermique continu

Sans objet au titre du PPRT.

➤ pour l'effet thermique transitoire de type boule de feu

Dans les secteurs susceptibles d'être impactés par l'effet thermique transitoire de type boule de feu et identifiés sur les documents en annexe du règlement, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants en cas de flux thermique ayant un niveau d'intensité correspondant à une dose thermique de **1000 [kW/m²]^{4/3}.s.**

➤ pour l'effet thermique transitoire de type feu de nuage

Sans objet au titre du PPRT.

b) l'effet de surpression

Dans les secteurs susceptibles d'être impactés par l'effet de surpression, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants pour un effet de surpression d'une intensité de **50 mbar** caractérisé par une déflagration ou une onde de choc avec **un temps de d'application de 20 à 100 ms ou supérieur à 150 ms** selon la localisation dans la zone et en référence aux documents joints en annexe du règlement.

***Nota :** Pour chaque effet, lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée ci-dessus, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cette intensité.*

Article 3 - Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existant en zones b et b+L

3.1 - Règles d'urbanisme

3.1.1 - Interdictions

- les aménagements, extensions ou changements de destination du bâti existant en vue de créer un ERP sensible (cf. définition - Titre II -Chapitre 1 -Article 4 et annexe 4) ;

- les aménagements, extensions ou changements de destination du bâti existant en vue de créer un immeuble collectif d'habitation ou une construction à usage d'habitation dont les caractéristiques dépassent la hauteur de R+1+combles ;
- la reconstruction à l'identique de bâtiments détruits par un sinistre dont l'origine est liée aux risques technologiques pris en compte dans ce PPRT ;
- les aménagements d'espaces destinés à la fréquentation du public et non nécessaires à une activité autorisée dans la zone (aires de loisirs, aires de sports, aires de stationnement public, aires d'accueil des gens du voyage ou de camping cars, terrains de camping, parcs, etc.).

3.1.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés, sous réserve de compatibilité avec leur environnement et de respect des règles de construction définies au paragraphe 3.2 ci-après, les projets sur les biens et activités existants qui ne sont pas interdits en application de l'article 3.1.1 ci-dessus.

3.2 - Règles particulières de construction

3.2.1 - Interdictions

Sont interdits :

- le mobilier urbain vitré ;
- les structures en verre (serres-châssis, etc.) ;
- les grandes surfaces vitrées en façades exposées (vérandas, verrières, occultation de terrasse couverte par baies vitrées, etc.).

3.2.2 - Prescriptions

Les projets nouveaux autorisés font l'objet de prescriptions constructives dans le but d'assurer la sécurité et la protection des futurs occupants en cas de survenance d'un accident majeur. **Les projets liés à des activités sans fréquentation permanente ne sont pas soumis à ces prescriptions.**

Tout projet soumis à prescriptions est subordonné à la réalisation d'une étude préalable, à la charge du pétitionnaire, permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées ci-après. Conformément à l'article R.431-16 du code de l'urbanisme, une attestation, établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, est jointe à la demande du permis de construire lorsqu'il est requis.

Toute construction autorisée est réalisée en respectant les objectifs de performance (résultat à atteindre en termes de résistance du bâti et de protection des personnes) face à :

a) l'effet thermique

➤ pour l'effet thermique continu

Sans objet au titre du PPRT.

➤ pour l'effet thermique transitoire de type boule de feu

Dans les secteurs susceptibles d'être impactés par l'effet thermique transitoire de type boule de feu et identifiés sur les documents en annexe du règlement, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants en cas de flux thermique ayant un niveau d'intensité correspondant à une dose thermique de **1000 [kW/m²]^{4/3}.s.**

➤ pour l'effet thermique transitoire de type feu de nuage

Sans objet au titre du PPRT.

b) l'effet de surpression

Dans les secteurs susceptibles d'être impactés par l'effet de surpression, les aménagements sont conçus de telle manière à assurer la protection des occupants pour un effet de surpression d'une intensité **de 50 mbar** caractérisé par une déflagration ou une onde de choc avec **un temps de d'application de 20 à 100 ms ou supérieur à 150 ms** selon la localisation dans la zone et en référence aux documents joints en annexe du règlement.

***Nota :** Pour chaque effet, lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée ci-dessus, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cette intensité.*

Article 4 - Conditions d'utilisation et d'exploitation en zones b et b+L

4.1 - Interdictions

Sont interdits :

- le stationnement de caravanes et de résidences mobiles ;
- tout rassemblement ou manifestation de nature à exposer du public.

4.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés :

- l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des infrastructures dûment autorisés (travaux, démolitions, dépollutions, etc.) ;
- l'exploitation agricole des terres à condition de ne pas organiser de cueillette libre-service et vente directe dans la zone.

Chapitre 6 - Dispositions applicables en zone de cinétique lente L

Article 1 - Définition de la zone L

Dans la zone L, les terrains sont susceptibles d'être impactés par des effets thermiques à **cinétique lente**.
Dans cette zone, le principe d'autorisation prévaut sauf exceptions citées aux paragraphes 2.1.1 et 3.1.1 ci-après.

Article 2 - Dispositions applicables aux projets nouveaux en zone de cinétique lente L

2.1 - Règles d'urbanisme

2.1.1 - Interdictions

Sont interdits :

- les établissements recevant du public (ERP) sensibles (cf. définition - Titre II -Chapitre 1 -Article 4 et annexe 4) ;
- les établissements pénitentiaires ;
- les immeubles collectifs d'habitation et les opérations groupées (lotissement, etc.) ;
- toutes constructions destinées à l'habitation dont les caractéristiques visent à dépasser la hauteur de R+1+combles ;
- les aménagements d'espaces destinés à la fréquentation du public et non nécessaires à une activité autorisée dans la zone (aires de loisirs, aires de sports, aires de stationnement public, aires d'accueil des gens du voyage ou de camping cars, terrains de camping, parcs, etc.).

2.1.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés, sous réserve de compatibilité avec leur environnement, les projets nouveaux qui ne sont pas interdits en application de l'article 2.1.1 précédent.

2.2 - Règles particulières de construction

2.2.1 - Interdictions

Sans objet au titre du PPRT.

2.2.2 - Prescriptions

Sans objet au titre du PPRT.

Article 3 - Dispositions applicables aux projets sur les biens et activités existant en zone de cinétique lente L

3.1 - Règles d'urbanisme

3.1.1 - Interdictions

- les aménagements, extensions ou changements de destination du bâti existant en vue de créer un ERP sensible (cf. définition - Titre II -Chapitre 1 -Article 4 et annexe 4) ;

- les aménagements, extensions ou changements de destination du bâti existant en vue de créer un immeuble collectif d'habitation ou une construction à usage d'habitation dont les caractéristiques dépassent la hauteur de R+1+combles ;
- la reconstruction à l'identique de bâtiments détruits par un sinistre dont l'origine est liée aux risques technologiques pris en compte dans ce PPRT ;
- les aménagements d'espaces destinés à la fréquentation du public et non nécessaires à une activité autorisée dans la zone (aires de loisirs, aires de sports, aires de stationnement public, aires d'accueil des gens du voyage ou de camping cars, terrains de camping, parcs, etc.).

3.1.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisés, sous réserve de compatibilité avec leur environnement, les projets sur les biens et activités existants qui ne sont pas interdits en application de l'article 3.1.1 précédent.

3.2 - Règles particulières de construction

3.2.1 - Interdictions

Sans objet au titre du PPRT.

3.2.2 - Prescriptions

Sans objet au titre du PPRT.

Article 4 - Conditions d'utilisation et d'exploitation en zone de cinétique lente L

4.1 - Interdictions

Sont interdits :

- le stationnement de caravanes et de résidences mobiles ;
- tout rassemblement ou manifestation de nature à exposer du public.

4.2 - Autorisations sous conditions

Sont autorisées :

- l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des infrastructures dûment autorisés (travaux, démolitions, dépollutions, etc.) ;
- l'exploitation des terres agricoles à condition de ne pas organiser de cueillette libre-service et vente directe dans la zone.

Titre III - Mesures foncières

Article 1 - Instauration du droit de préemption

Le présent PPRT ne comprend pas de secteur potentiel de délaissement ou d'expropriation.

Toutefois, conformément au point I de l'article L.515-16 du code de l'environnement, un **droit de préemption urbain** peut être institué par les communes de Reichstett et Vendenheim ou par tout établissement public de coopération intercommunale compétent (EPCI) compétent en matière d'urbanisme sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques dans les conditions définies à l'article L.211-1 du code de l'urbanisme.

Article 2 - Devenir des bâtiments préemptés

Les communes de Reichstett et Vendenheim ou l'EPCI compétent en matière d'urbanisme ont en charge la mise en valeur de ces terrains, leur réaménagement (sécurisation, clôture, destruction des bâtiments, revalorisation, etc.).

Titre IV - Mesures de protection des populations

Le plan de prévention des risques technologiques **prescrit ou recommande des mesures de protection des populations face aux risques encourus.**

Ces mesures peuvent concerner l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication **existant à la date d'approbation du plan.**

Ces mesures sont prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs des biens sus-cités. Ces mesures sont mises en application dans le délai qui leur est fixé dans les articles suivants.

Chapitre 1 - Mesures de protection relatives à l'aménagement des constructions existantes

Les travaux et mesures de protection prescrits et définis dans les articles suivants sont **obligatoires** pour les biens et activités existant à la date d'approbation du PPRT, et ne portent que sur des aménagements dont le coût n'excède pas les limites fixées notamment aux articles L.515-16 et R.515-42 du code de l'environnement¹.

Pour un bien donné, si le coût des mesures dépasse ces limites, l'obligation de réalisation ne s'applique qu'à la part des mesures prises et entraînant une dépense totale égale à ces valeurs limites. Le cas échéant, les mesures de protection sont mises en œuvre afin de protéger les occupants de ce bien avec **une efficacité aussi proche que possible des objectifs correspondants.**

Les travaux et mesures de protection prescrits ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ou à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

Article 1 - Mesures applicables en zone rouge foncé R+L

Sans objet au titre du PPRT.

1: - **10 % de la valeur vénale ou estimée du bien** existant concerné ;
- **20 000 €** lorsque le bien concerné est la propriété d'une personne physique ;
- **5 % du chiffre d'affaires** si le propriétaire du bien concerné est une personne morale de droit privé ;
- **1 % du budget** si le propriétaire du bien concerné est une personne de droit public.

Article 2 - Mesures applicables en zones bleu foncé B et B+L

Les bâtiments existant dans la zone **B+L** à la date d'approbation du PPRT font l'objet de travaux de **réduction de la vulnérabilité** afin de faire face à :

a) l'effet thermique

Des travaux de réduction de la vulnérabilité du bâti sont mis en œuvre de telle manière à assurer la protection des occupants pour des effets thermiques continus d'intensité de **5kW/m²** et/ou des effets thermiques transitoires de **1000 [kW/m²]^{4/3.s}** selon la localisation dans la zone (cf. documents en annexe du règlement).

b) l'effet de surpression

Des travaux de réduction de la vulnérabilité du bâti sont mis en œuvre de telle manière à assurer la protection des occupants pour un effet de surpression d'une intensité de **50 mbar** caractérisé par une déflagration ou une onde de choc avec un temps d'application de **20 à 100 ms ou supérieur à 150 ms** selon la localisation dans la zone (cf. documents en annexe du règlement). Les travaux obligatoires sont limités au **renforcement des ouvertures vitrées**.

Ces travaux sont effectués dans un délai de quatre ans après l'approbation du PPRT.

***Nota :** Pour chaque effet, lorsqu'une étude démontre qu'un bâtiment est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée ci-dessus, le bâtiment permet d'assurer la protection des personnes pour cette intensité.*

Article 3 - Mesures applicables en zones bleu clair b et b+L

Les bâtiments existant dans les zones **b** et **b+L** à la date d'approbation du PPRT font l'objet de travaux de **réduction de la vulnérabilité** afin de faire face à :

a) l'effet thermique

Sans objet au titre du PPRT.

b) l'effet de surpression

Des travaux de réduction de la vulnérabilité du bâti sont mis en œuvre de telle manière à assurer la protection des occupants pour un effet de surpression d'une intensité de **50 mbar** caractérisé par une déflagration ou une onde de choc avec un temps d'application de **20 à 100 ms ou supérieur à 150 ms** selon la localisation dans la zone (cf. documents en annexe du règlement). Les travaux obligatoires sont limités au **renforcement des ouvertures vitrées**.

Ces travaux sont effectués dans un délai de quatre ans après l'approbation du PPRT.

***Nota :** Pour chaque effet, lorsqu'une étude démontre qu'un bâtiment est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée ci-dessus, le bâtiment permet d'assurer la protection des personnes pour cette intensité.*

Article 4 - Mesures applicables en zone de cinétique lente L

Sans objet au titre du PPRT.

Chapitre 2 - Mesures relatives aux usages

Article 1 - Transport de Matières Dangereuses (TMD)

Le stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses sur la voie publique en dehors de la zone grise G et à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques est interdit.

Article 2 - Exploitation des terres agricoles et de la forêt

L'exploitation des terres agricoles et des espaces naturels est autorisée à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques sous réserve de ne pas organiser de rassemblement ou de manifestation de nature à exposer du public (type cueillette libre-service ou vente directe sur l'exploitation).

Article 3 - Infrastructures de transport

Le stationnement de véhicules qui n'est pas lié à une activité dûment autorisée, est interdit le long du tronçon de la RD 37 situé à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques,.

Le gestionnaire de la RD37 met en place dans le **délai d'un an à compter de la date d'approbation du PPRT** une signalisation d'information, à destination des usagers, sur l'existence d'un risque technologique.

Article 4 - Station Service

L'exploitation de la station service existant en zone b à la date d'approbation du PPRT est autorisée.

Le stationnement de véhicules non nécessaires aux activités dans la zone et en particulier les poids lourds en transit où les chauffeurs observent leur pause réglementaire, est interdit sur le parking jouxtant la station service.

Chapitre 3 - Dispositifs d'information préventive et de communication

Une signalisation des dangers à destination du public traversant le périmètre d'exposition aux risques est mise en place autour du site industriel (par exemple, panneaux d'information à caractère pédagogique, notamment sur les chemins ruraux et lieux de promenades) dans le **délai d'un an à compter de la date d'approbation du PPRT**.

Cette signalisation indique au public les risques encourus et la conduite à tenir en cas d'accident.

L'information sur les risques technologiques est obligatoire dans tous les établissements présents à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques.

Titre V - Servitudes d'utilité publique en application de l'article L.515-8 du code de l'environnement

Sans objet au titre du PPRT.

ANNEXES

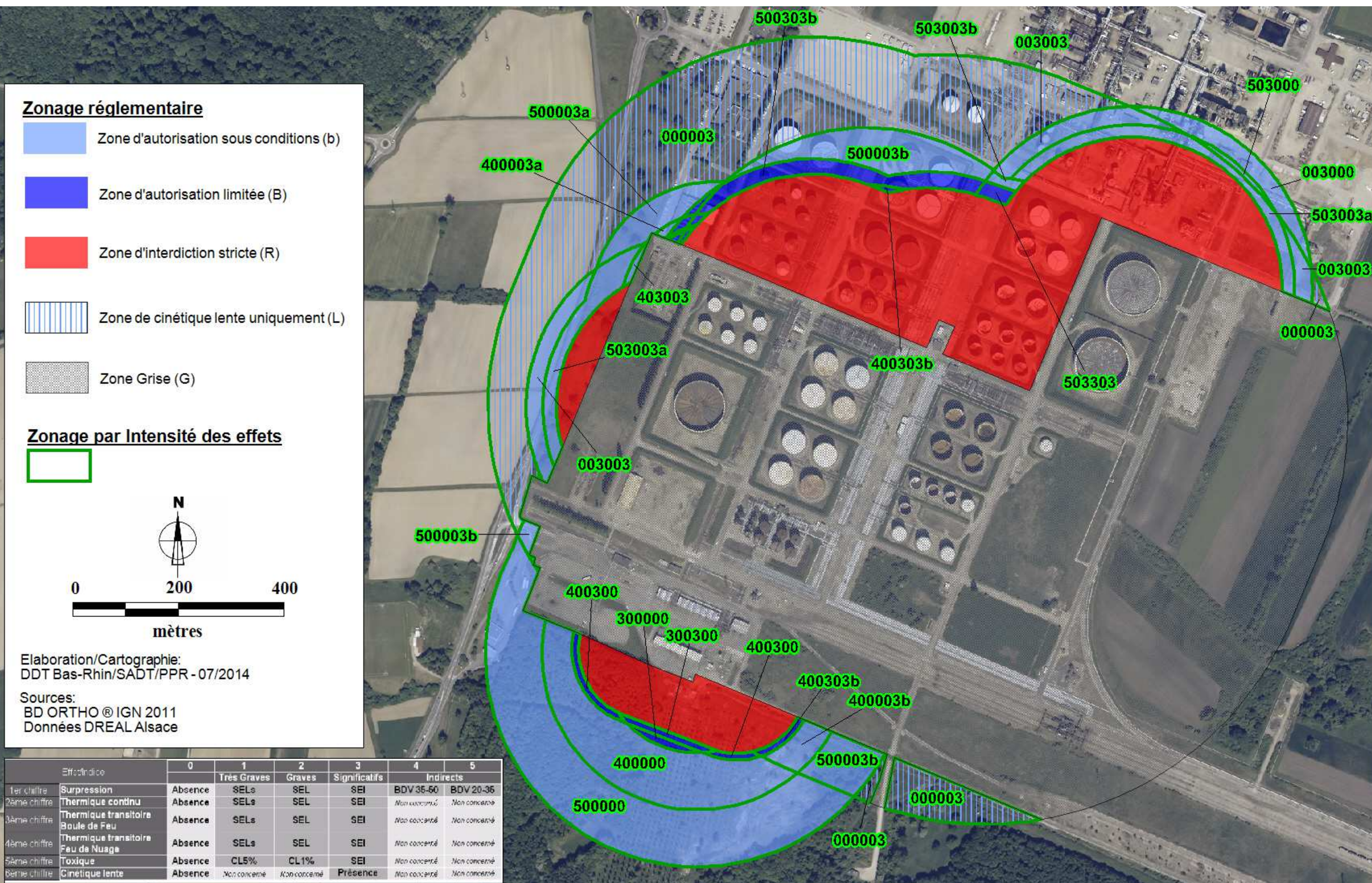
Annexe 1 : Carte des Intensités

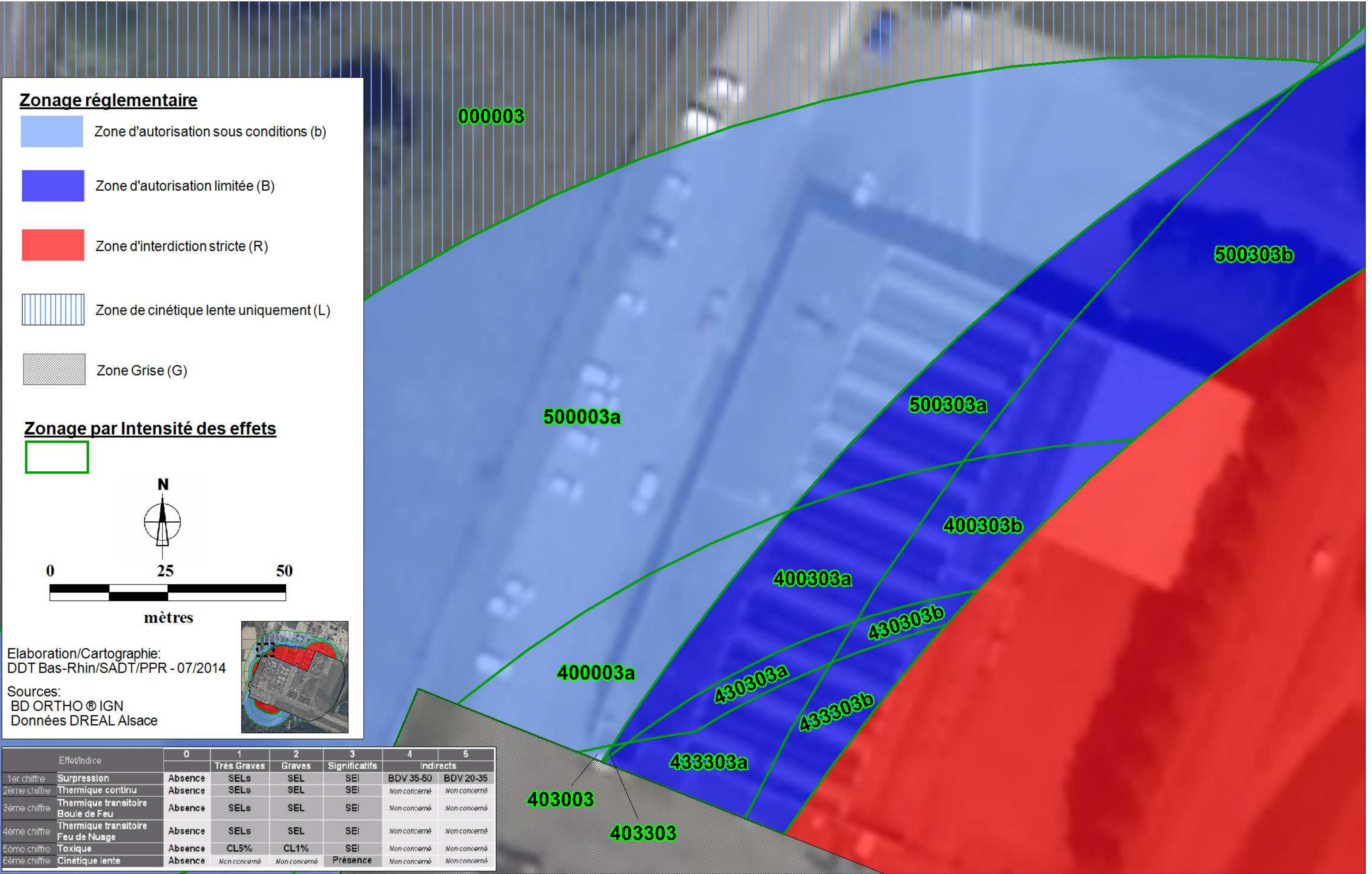
Annexe 2 : Carte des Intensités – Zoom

Annexe 3 : Tableau d'identification des objectifs de performance

Annexe 4 : Classement des ERP

ANNEXE 1 - Carte des Intensités





ANNEXE 3 - Tableau d’identification des objectifs de performance

Zone	Code Intensité	Surpression					Thermique						
		Niveau aléa Surpression	Seuils Sp BDV : bris de vitres SEI : seuil des effets irréversibles	Objectif de performance :			Niveau Aléa Thermique	Thermique Continu		Thermique Transitoire de type Boule de Feu		Thermique Transitoire de type Feu de Nuage	
				Intensité retenue	Type d’onde* D: déflagration ODC : onde de choc	Temps d’application		Seuils ThC	Objectif de performance : Intensité retenue	Seuils BDF	Objectif de performance : Intensité retenue	Seuils FDN	Objectif de performance : Intensité retenue
B	300000	M+	SEI – 50 à 140 mbar	140 mbar	D	150 - 1000 ms	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
B	300300	M+	SEI – 50 à 140 mbar	140 mbar	D	150 - 1000 ms	M+	Ø	Ø	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s
B	400300	Fai	BDV – 35 à 50 mbar	50 mbar	D ou ODC	> 150 ms	M+	Ø	Ø	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s
B+L	400303a	Fai	BDV – 35 à 50 mbar	50 mbar	D ou ODC	20 - 100 ms	M+	Ø	Ø	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s
B+L	400303b	Fai	BDV – 35 à 50 mbar	50 mbar	D ou ODC	> 150 ms	M+	Ø	Ø	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s
B+L	430303a	Fai	BDV – 35 à 50 mbar	50 mbar	D ou ODC	20 - 100 ms	M+	SEI	5 kW/m²	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s
B+L	430303b	Fai	BDV – 35 à 50 mbar	50 mbar	D ou ODC	> 150 ms	M+	SEI	5 kW/m²	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s
B+L	433303a	Fai	BDV – 35 à 50 mbar	50 mbar	D ou ODC	20 - 100 ms	M+	SEI	5 kW/m²	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s
B+L	433303b	Fai	BDV – 35 à 50 mbar	50 mbar	D ou ODC	> 150 ms	M+	SEI	5 kW/m²	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s
B+L	500303a	Fai	BDV – 20 à 35 mbar	50 mbar	D ou ODC	20 - 100 ms	M+	Ø	Ø	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s
B+L	500303b	Fai	BDV – 20 à 35 mbar	50 mbar	D ou ODC	> 150 ms	M+	Ø	Ø	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s
B+L	503303	Fai	BDV – 20 à 35 mbar	50 mbar	D ou ODC	> 150 ms	M+	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s
b	003000	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	M	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s	Ø	Ø
b	400000	Fai	BDV – 35 à 50 mbar	50 mbar	D ou ODC	> 150 ms	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
b	500000	Fai	BDV – 20 à 35 mbar	50 mbar	D ou ODC	> 150 ms	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
b	503000	Fai	BDV – 20 à 35 mbar	50 mbar	D ou ODC	20 - 100 ms	M	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s	Ø	Ø
b+L	003003	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	M	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s	Ø	Ø
b+L	400003a	Fai	BDV – 35 à 50 mbar	50 mbar	D ou ODC	20 - 100 ms	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
b+L	400003b	Fai	BDV – 35 à 50 mbar	50 mbar	D ou ODC	> 150 ms	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
b+L	403003	Fai	BDV – 35 à 50 mbar	50 mbar	D ou ODC	20 - 100 ms	M	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s	Ø	Ø
b+L	500003a	Fai	BDV – 20 à 35 mbar	50 mbar	D ou ODC	20 - 100 ms	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
b+L	500003b	Fai	BDV – 20 à 35 mbar	50 mbar	D ou ODC	> 150 ms	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
b+L	503003a	Fai	BDV – 20 à 35 mbar	50 mbar	D ou ODC	20 - 100 ms	M	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s	Ø	Ø
b+L	503003b	Fai	BDV – 20 à 35 mbar	50 mbar	D ou ODC	> 150 ms	M	Ø	Ø	SEI	1000 (kW/m²)4/3.s	Ø	Ø
CL	000003	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø

Le code **403003**, par exemple, signifie que la zone :

- est exposée à un effet de surpression dépassant le seuil de bris de vitres (BDV) et ayant une intensité comprise entre 35 et 50 mbar,
- n’est pas exposée à de l’effet thermique continu (ThC),
- est exposée à un effet thermique de type « Boule de Feu » (BdF) dépassant le seuil des effets irréversibles (SEI) et ayant une intensité équivalente à une dose thermique comprise entre 600 et 1000 [(kW/m²)^{4/3}].s,
- n’est pas exposée à de l’effet thermique transitoire de type feu de nuage (FdN),
- n’est pas exposée à de l’effet toxique,
- est exposée à un effet à cinétique lente.

Cas particuliers: des indices a et b ont été ajoutés à certains secteurs, car ces derniers se différencient par le temps d’application de l’onde de surpression.

*La distinction déflagration-onde de choc dans les zones 20-50 mbar n’est pas nécessaire, car elle a moins d’importance que le temps d’application.

ANNEXE 4 - Classement des ERP

Tous les établissements recevant du public (ERP) ne présentent pas les mêmes caractéristiques de taille, de destination, d'usage et de risques. Ils sont soumis à des dispositions générales communes ainsi qu'à des dispositions particulières qui leur sont propres issues de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation *des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public*.

Les ERP sont classés par **types** (désignés par une lettre), selon la nature de leur exploitation (article GN1 du règlement de sécurité contre les risques d'incendie) :

➤ **Établissements installés dans un bâtiment**

- **J** : Structures d'accueil pour personnes âgées ou personnes handicapées
- **L** : Salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple
- **M** : Magasins de vente, centres commerciaux
- **N** : Restaurants et débits de boissons
- **O** : Hôtels et pensions de famille
- **P** : Salles de danse et salles de jeux
- **R** : Établissements d'enseignement, colonies de vacances
- **S** : Bibliothèques, centres de documentation
- **T** : Salles d'exposition
- **U** : Établissements sanitaires
- **V** : Établissements de culte
- **W** : Administrations, banques, bureaux
- **X** : Établissements sportifs couverts
- **Y** : Musées

➤ **Établissements spéciaux**

- **PA** : Établissements de plein air
- **CTS** : Chapiteaux, tentes et structures itinérants ou à implantation prolongée ou fixes
- **SG** : Structures gonflables
- **PS** : Parcs de stationnement couverts
- **OA** : Hôtels-restaurants d'altitude
- **GA** : Gares accessibles au public
- **EF** : Établissements flottants ou bateaux stationnaires et bateaux
- **REF** : Refuges de montagne

Les ERP sont également répertoriés en 5 **catégories**, déterminées en fonction de la capacité de l'établissement et définies par l'article R123-19 du code de la construction et de l'habitation :

- **1^{ère} catégorie** : au-dessus de 1 500 personnes
- **2^{ème} catégorie** : de 701 à 1 500 personnes
- **3^{ème} catégorie** : de 301 à 700 personnes
- **4^{ème} catégorie** : 300 personnes et au-dessous, à l'exception des établissements de 5^{ème} catégorie
- **5^{ème} catégorie** : établissements accueillant un nombre de personnes inférieur au seuil dépendant du type d'établissement (cf. tableau suivant)

Pour l'application du règlement de sécurité, les ERP sont classés en deux groupes :

- le premier groupe comprend les établissements des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories ;
- le deuxième groupe comprend les établissements de la 5^{ème} catégorie.

Pour les ERP de 5^{ème} catégorie, le nombre de personnes pris en compte pour la détermination de la

catégorie ne comprend que le public (et pas le personnel).

Tableau des seuils
(article PE2 du règlement de sécurité contre les risques d'incendie)

Type	Nature de l'exploitation	Sous-sol	Étages	Ensemble des niveaux
J	I. - Structures d'accueil pour personnes âgées : - effectif des résidents	-	-	25
	- effectif total	-	-	100
	II. - Structures d'accueil pour personnes handicapées : - effectif des résidents	-	-	20
	- effectif total	-	-	100
L	Salle d'auditions, de conférences, de réunions multimédia	100	-	200
	Salle de spectacles, de projections ou à usage multiple	20	-	50
M	Magasins de vente	100	100	200
N	Restaurants ou débits de boissons	100	200	200
O	Hôtels ou pensions de famille	-	-	100
P	Salles de danse ou salles de jeux	20	100	120
R	Écoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants	(*)	1 (**)	100
	Autres établissements	100	100	200
	Établissements avec locaux réservés au sommeil			30
S	Bibliothèques ou centres de documentation (arr. du 12 juin 1995, art. 4)	100	100	200
T	Salles d'expositions	100	100	100
U	Établissements de soins	-	-	-
J	I. - Structures d'accueil pour personnes âgées : - sans hébergement	-	-	100
	- avec hébergement	-	-	20
V	Établissements de culte	100	200	300
W	Administrations, banques, bureaux	100	100	200
X	Établissements sportifs couverts	100	100	200
Y	Musées (arr. du 12 juin 1995, art. 4)	100	100	200
OA	Hôtels-restaurants d'altitude	-	-	20
GA	Gares aériennes (***)	-	-	200
PA	Plein air (établissements de)	-	-	300
(*) Ces activités sont interdites en sous-sol. (**) Si l'établissement ne comporte qu'un seul niveau situé en étage : 20. (***) Les gares souterraines et mixtes sont classées dans le 1er groupe quel que soit l'effectif.				




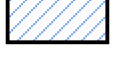
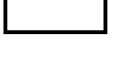
Plan de Zonage Réglementaire

Plan de Prévention des Risques
Technologiques



Société WAGRAM TERMINAL

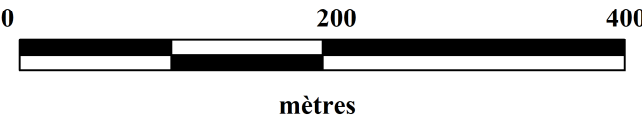
Communes de Reichstett et Vendenheim

Zonage

-  Zone grise (G)
-  Zone d'interdiction stricte (R)
-  Zone d'autorisation limitée (B)
-  Zone d'autorisation sous conditions (b)
-  Zone de cinétique lente uniquement (L)

Éléments de repérage

-  Périmètre d'exposition aux risques
-  Limites communales



Echelle: 1:5 000 au format A2

